



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la Culture et de la Communication

Direction Générale des Patrimoines

Service de l'architecture

Sous-direction de l'architecture,

de la qualité de la construction et du cadre de vie



Statistiques de la profession d'architecte

1998-2007

Socio-démographie et activités économiques

Olivier Chadoin, Thérèse Evette

Avec la collaboration de Juliette Leblic et Mathilde Silvan

LET - Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette

février 2010

Remerciements

Nous remercions

- Le Conseil National de l'Ordre des Architectes (CNOA)
- La Mutuelle des Architectes Français (MAF)
- La Caisse Interprofessionnelle de Prévoyance et d'Assurance Vieillesse (CIPAV)
- La Direction du Commerce de l'Artisanat et des Professions Libérales (DCASPL)

dont les données sont exploitées dans cette publication.

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| PREFACE | 5 |
| AVERTISSEMENT | 7 |
| SYNTHESE | 9 |
| 1. DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES | 9 |
| 2. DONNEES ECONOMIQUES ET ACTIVITES PROFESSIONNELLES..... | 12 |
| PARTIE 1. DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES | 17 |
| <i>Population professionnelle des diplômés et population des architectes inscrits à l'ordre</i> | 18 |
| 1.1. SOCIO-DEMOGRAPHIE DES ARCHITECTES INSCRITS A L'ORDRE | 22 |
| 1.1.1. <i>Population ordinale</i> | 22 |
| 1.1.2. <i>Répartition régionale des architectes inscrits à l'ordre</i> | 24 |
| 1.1.3. <i>Densité régionale de la profession France métropolitaine 1999 et 2005</i> | 26 |
| 1.1.4. <i>La répartition par âge des architectes inscrits</i> | 30 |
| 1.1.5. <i>Répartition par sexe des inscrits à l'ordre</i> | 32 |
| 1.1.6. <i>Répartition par âge et par sexe de la population ordinale</i> | 36 |
| 1.1.7. <i>Répartition par région selon le sexe des architectes (1999-2007)</i> | 38 |
| 1. 2. MODES D'EXERCICE DE LA POPULATION ORDINALE | 40 |
| 1.2.1. <i>Les modes d'exercice des architectes inscrits à l'ordre</i> | 40 |
| 1.2.2. <i>Répartition par sexe des modes d'exercice</i> | 43 |
| 1.2.3. <i>Répartition par âge des modes d'exercice</i> | 45 |
| 1.2.4. <i>Répartition par région des modes d'exercice</i> | 48 |
| 1.2.5. <i>Forme juridique de l'exercice professionnel</i> | 50 |
| PARTIE 2. DONNEES ECONOMIQUES ET ACTIVITES PROFESSIONNELLES | 53 |
| 2.1. TRAVAUX, MISSIONS, MARCHES DE LA CONSTRUCTION | 54 |
| 2.1.1. <i>Les types de commande : public / privé</i> | 54 |
| 2.1.2. <i>Les types de secteur : résidentiel / non résidentiel</i> | 56 |
| 2.1.3. <i>Les types d'ouvrage : logements / autres</i> | 57 |
| 2.1.4. <i>Les types de travaux : neuf et entretien / amélioration</i> | 59 |
| 2.1.5. <i>Taux de pénétration des travaux des architectes sur les marchés</i> | 60 |
| 2.1.6. <i>Les types de missions</i> | 63 |
| 2.1.7. <i>Répartition des travaux selon la région du chantier</i> | 66 |

| | |
|---|-----------|
| 2.2. ACTIVITES ET EMPLOI..... | 68 |
| 2.2.1. <i>Revenus et activités</i> | 68 |
| 2.2.2. <i>Emploi et marché du travail</i> | 77 |
| ANNEXES | 81 |
| BIBLIOGRAPHIE..... | 81 |
| SIGLES..... | 84 |
| SOURCES ET DEFINITIONS | 86 |

Préface

Agissant en tant que tutelle de la profession d'architectes, qui est réglementée, le service de l'architecture de la direction générale des patrimoines, sous-direction de l'architecture, de la qualité de la construction et du cadre de vie, a commandé au Laboratoire Espaces-Travail de l'Ecole Nationale Supérieure d'architecture de Paris La Villette la mission de produire des statistiques sur cette profession.

L'objectif premier est de rassembler les données produites par différents organismes et d'obtenir des séries longues permettant de suivre les évolutions de la profession d'architecte.

La loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture fixe l'organisation ordinaire et encadre l'exercice de la profession, le port du titre, les responsabilités, les connaissances, la déontologie et le rôle social de l'architecte. C'est dans le respect des dispositions de cette loi que les données statistiques recensent les architectes admis à porter le titre, susceptibles d'exercer dans l'un ou l'autre des pays de l'Union dans les conditions énoncées par la directive 2005/36 du parlement européen et du conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles qui a été transposée par l'ordonnance du 30 mai 2008.

Les statistiques présentées dans cette étude traitent des architectes DPLG et des architectes titulaires du diplôme d'Etat d'architecte et de la HMONP¹ porteurs du titre (réforme du 1^{er} juillet 2005).

Le présent document, intitulé « Les statistiques de la profession d'architecte. 1998-2007 » est mis en ligne dans le dossier « architecture » de la documentation thématique sur le site du ministère de la culture et de la communication (<http://www.culture.gouv.fr>).

Les données statistiques seront mises à jour tous les deux ans permettant ainsi de disposer d'un outil régulier et fiable sur l'évolution de la profession d'architecte en France.

¹ HMONP : habilitation de l'architecte diplômé d'Etat à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Avertissement

Sources et données mobilisées

Pour faciliter les rapprochements avec les dernières publications sur les statistiques de la profession d'architecte, cette étude reprend les mêmes sources en les complétant dans le domaine économique. Une présentation similaire a été adoptée. On y trouvera donc nommés sensiblement les mêmes acronymes :

- Conseil National de l'Ordre des Architectes (CNOA)
- Mutuelle des Architectes Français (MAF)
- Caisse Interprofessionnelle de Prévoyance et d'Assurance Vieillesse (CIPAV)
- Institut Nationale de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE)
- Direction du Commerce de l'Artisanat et des Professions Libérales (DCASPL)
- Ministère de la Culture de la Communication, Direction de l'Architecture et du Patrimoine (MCC – DAPA)
- Observatoire de l'Economie de l'Architecture (OEA)
- Laboratoire Espace Travail (LET)

Précautions de lecture

Le présent document réunit deux types d'informations concernant les architectes et les activités d'architecture :

- d'une part des données d'ordre socio-démographique relatives à la population des architectes, permettant d'envisager les évolutions de la morphologie sociale de ce groupe professionnel (source CNOA) ;
- d'autre part, des données économiques relatives aux marchés et aux activités d'architecture (source MAF) et des informations concernant les populations et les structures professionnelles (sources INSEE, DCASPL, CIPAV).

Cette partition entre des données socio-démographiques et des données économiques conduit à différencier deux niveaux de lecture : d'un côté celui de la profession et des architectes, c'est-à-dire des professionnels qui forment un groupe, de l'autre celui des structures et des activités d'architecture, c'est-à-dire des unités de production ou entreprises qui forment un tissu économique. Ces deux niveaux s'appuient sur des données statistiques qui ont leurs propres définitions et populations. Il convient donc de garder à l'esprit l'hétérogénéité des sources qui permettent d'appréhender la population et l'activité des architectes. On trouvera en annexe des précisions sur les sources et les définitions.

Synthèse

1. Données socio-démographiques

L'écart entre population professionnelle et population ordinale : la diversification

La population des architectes inscrits à l'ordre des architectes ne représente qu'une partie de la population professionnelle totale des architectes diplômés. Bien que les données concernant ces derniers ne figurent pas dans cette publication, il nous paraît utile de les évoquer pour situer celles concernant la population ordinale qui sont réunies ici et portent sur la période 1999-2007.

La population professionnelle estimée sur la base du nombre des diplômés des Ecoles nationales supérieures d'architecture, de l'ESA et de l'Ensis² s'est développée depuis les années 1950 en divergeant progressivement de la population ordinale. Diverses estimations indiquent un écart de 20 à 30% entre le nombre des diplômés susceptibles d'exercer la profession d'architecte et le nombre d'inscrits au tableau de l'ordre des architectes. Une certaine autonomie s'est donc instaurée entre la population des diplômés et la population ordinale, témoignant de la poursuite de la diversification des activités des architectes et des métiers de l'architecture. Ceci apparaît dans la diversité des modes d'exercice des architectes inscrits à l'ordre. D'autres activités se sont également développées depuis une vingtaine d'années, dans la maîtrise d'ouvrage, le conseil, la formation, en architecture ou urbanisme. Enfin un certain nombre de diplômés se sont orientés vers d'autres secteurs d'activité. En 2007, la population ordinale était de 29 416 architectes, la population professionnelle totale des diplômés susceptibles d'exercer la profession pouvant être estimée entre 39 et 43 000 personnes.

Une croissance régulière mais mesurée de la population ordinale

Selon les données du CNOA, La population ordinale avait connu une forte progression entre 1977 et la fin des années 80 puis s'était stabilisée depuis, avec une légère progression jusqu'à la fin des années 90. Après un recul pendant trois ans (2000-2002), sa croissance a repris et s'est accentuée ces dernières années. Sur la période 1998/2007 la population ordinale est passée de 27 080 à 29 416 architectes, en progrès de 8,63%, soit un peu plus que dans la décennie précédente (7,47% de 1989 à 1998).

Le recul de l'effectif global du début des années 2000 précède et accentue celui des nouvelles inscriptions. Il intervient alors que la reprise économique est déjà engagée depuis plusieurs années et provient de l'importance des départs pendant les années concernées. Les nouvelles inscriptions

² Ecole Spéciale d'Architecture, Ecole Nationale Supérieure des Arts et Industries de Strasbourg.

dépassent depuis 2002 largement les départements mais elles marquent un recul en 2007. L'analyse de la répartition régionale permet de préciser l'évolution des effectifs de l'ordre entre 1999 et 2007. Cette évolution recouvre en réalité deux périodes contrastées. La première, de 1998 à 2002 connaît un recul de la population ordinaire de 1,4% avec un creux marqué en 2000 où vingt régions voient le nombre d'inscrits baisser. La seconde de 2003 à 2007 est au contraire une période d'augmentation de la population ordinaire pour la plupart des régions (+10,2%).

De fortes disparités régionales et un léger rééquilibrage

La répartition régionale des architectes inscrits à l'ordre paraît très stable. L'Île de France continue de regrouper un tiers de la population ordinaire, en léger retrait par rapport à 1999. On trouve ensuite, par ordre d'importance, les mêmes régions que précédemment : Rhône-Alpes et PACA (près de 10% chacune) qui sont les régions les plus peuplées après l'Île-de-France. Puis viennent Midi-Pyrénées, Aquitaine et Languedoc-Roussillon (autour de 5% chacune). Un dernier groupe de régions pèse pour 3 à 4% chacune : Pays de Loire et Bretagne, Nord-Pas de Calais et Alsace. En tête des régions qui ont accru leur poids entre 1999 et 2007 figurent l'Aquitaine, les Pays de Loire, le Nord Pas de Calais, le Languedoc Roussillon et Midi Pyrénées.

La densité régionale des architectes inscrits à l'ordre en France métropolitaine a légèrement diminué entre 1999 et 2007 (45 architectes pour 100 000, contre 46 en 1999). L'Île de France est la mieux dotée et les mêmes régions demeurent en tête : Corse, PACA, Languedoc-Roussillon, Midi Pyrénées, Rhône-Alpes et Alsace ont une densité d'architectes supérieure à la moyenne nationale. Comme en 1999 la Picardie est la moins bien dotée et les régions du Centre et du Nord-Pas de Calais ont des densités bien inférieures à la moyenne. Le cas du Nord-Pas de Calais est à relever car il s'agit de la 2^{ème} région la plus dense et Lille est la 4^e agglomération française alors que la densité des architectes inscrits y est des plus faibles.

Un vieillissement régulier de la population ordinaire

L'évolution de la structure de la population ordinaire entre 1999 et 2007 confirme la tendance de la période précédente. Les tranches d'âge supérieures continuent de progresser fortement depuis bientôt 25 ans. La part des moins de 40 ans passe de 48% en 1983, à 26,45% en 1999 et 24, % en 2007. Celle des plus de 50 ans 36,93% en 1999 et 48,44% en 2007. Cependant les 30/39 ans progressent légèrement, signe du renouvellement de la profession.

Le nombre de diplômés étant relativement stable depuis 1998, excepté un pic en 2000, et celui des nouveaux inscrits à l'ordre connaissant seulement une croissance légère depuis 2003, le départ dans les années à venir des tranches d'âge supérieures aura un impact certain sur les effectifs de l'ordre.

La poursuite de la féminisation

La féminisation de la population ordinaire se poursuit : alors que le nombre d'hommes a plutôt régressé entre 1999 et 2003 pour progresser ensuite, celui des femmes ne cesse de croître. Elles sont en 2007 plus de 6 000 et les hommes 23 373. Leur part dans les effectifs inscrits à l'ordre est passée de 7,5% en 1983 à 11,70% en 1990, 16,31% en 1999 et 20,4% en 2007.

Comme dans les périodes précédentes, les architectes femmes inscrites à l'ordre se répartissent très inégalement dans la pyramide des âges : elles représentent 40,75% des moins de 30 ans en 2007 (38,4% en 1999), mais leur part s'amenuise très sensiblement dans les tranches d'âge supérieures. Leur progression entre 1999 et 2007 est la plus nette parmi les 40/59 ans.

Cette féminisation est une conséquence directe de celle des diplômés mais sur un mode mineur car elles représentent entre 39 et 48 % des diplômés depuis 1994/95, mais seulement 28 à 30 % des nouveaux inscrits depuis 1999.

La croissance de l'exercice associé et la diminution du salariat

Les données du CNOA font apparaître une répartition entre les différents modes d'exercice relativement stable de 1999 à 2007 : les libéraux et associés sont les modes dominants, en légère croissance (de 80,17% à 83,17% pour les deux). Par contre la part des associés progresse de près de 10% tandis que celle des libéraux recule de 9% du total des inscrits, confirmant ainsi les tendances de la période précédente d'une orientation croissante vers l'exercice associé. La part des fonctionnaires se tasse légèrement (de 4,23 à 3,55% du total), mais celle des salariés recule nettement, diminuant de près de moitié en effectif, poursuivant ainsi une décrue amorcée au début des années 1990. La courbe des inscrits « Sans activité engageant la responsabilité professionnelle (RCP) » suit un mouvement inverse à celle des inscrits sous la rubrique Salarié.

La répartition par sexe entre les différents modes d'exercice évolue peu : les femmes sont proportionnellement plus nombreuses que les hommes chez les salariés, les fonctionnaires et les « Sans activité engageant la RCP » que les hommes. L'écart demeure notable en ce qui concerne l'activité en libéral et associé : en 2007, 76% des femmes exercent sous ces deux modes, contre 83% pour l'ensemble de la population ordinaire (85% pour les hommes).

Le mode d'exercice libéral compte une part plus importante des architectes des tranches d'âge supérieur que le mode d'exercice associé. Le mode d'exercice Salarié a une structure de population opposée du point de vue de l'âge : la part des plus jeunes est plus forte chez les salariés que chez les libéraux et associés. Chez les fonctionnaires c'est la part des plus âgés qui excède celle observée chez les libéraux. Enfin, dans le mode d'exercice "Sans activité engageant la responsabilité civile professionnelle" on trouve une structure d'âge assez semblable à celle de l'exercice libéral.

La période 1999-2007 confirme l'essor de l'exercice en société, mais il est à noter que les sociétés individuelles représentent un quart de l'ensemble. Le nombre de sociétés s'élève à 6456 en 2007, en progression de plus de 80% entre 1999 et 2007. La répartition en 2007 des différents types de

sociétés est la suivante : les sociétés à responsabilité limitée représentent les deux tiers et les EURL 24,85%. Les SCPA, en constante diminution sur la période, représentent 5,70% du total en 2007.

2. Données économiques et activités professionnelles

L'aboutissement d'un cycle de croissance

En 1996, le dernier dossier de l'Observatoire Economique de l'Architecture (OEA) titrait « Une profession dans la tourmente ». Dix années plus tard, en 2006, un nouveau cycle de l'économie de la construction s'est mis en place et la MAF, comme la DAEI³ parlent à propos des travaux des architectes, comme du bâtiment en général, d'une « année record ». De ce point de vue l'année 2006 représente le plus haut niveau du montant des travaux réalisés par les architectes ces dix dernières années, avec un taux de présence (dit « taux de pénétration ») des agences d'architecture dans les marchés de la construction équivalent à celui de la fin des années 80 (37% en 1989 par exemple). Une présence qui représente un poids économique professionnel de 44 milliards d'euros de travaux réalisés par les architectes dans un volume global de 116,1 milliards d'euros de travaux du bâtiment en 2006.

L'année 2006 a donc été un cru exceptionnel pour la construction en France avec une croissance du volume de la construction globale de 4,7%. Cela après les deux très bonnes années de 2004 et 2005 (respectivement + 3,2% et + 3,3%). Au surplus, c'est l'ensemble des secteurs de la construction qui a progressé sur la période (neuf/entretien, résidentiel/non résidentiel), entraînant ainsi la profession dans une dynamique positive d'ensemble. Cette activité est notamment portée entre 2004 et 2006 par la commande neuve (autant dans la commande résidentielle que non résidentielle) qui, comparativement au mitan des années 1990 a cru plus vite en 2006 (7,4%) que le secteur entretien-amélioration (1,5%).

Ce cycle de croissance a pris fin au cours de l'année 2008, conjointement au ralentissement général des activités économiques.

Une activité qui a conforté sa place dans les marchés du bâtiment

L'analyse de l'activité des agences d'architecture enregistrées par la MAF entre 1998 et 2006 permet d'entrer dans le détail de ces évolutions économiques. Si en effet la croissance continue de la construction et de la place des architectes dans cette dernière sur la période est avérée, celle-ci n'est cependant pas équivalente pour tous les secteurs. Il faut d'abord souligner une forte croissance du secteur logement et une progression légèrement moins forte du secteur non résidentiel. Les architectes ont bénéficié de la croissance de ces deux secteurs et y ont amélioré leur position (d'un

³ Direction des Affaires Economiques et Internationales (Ministère de l'Equipement).

taux de pénétration de 45,7% en 1998 à 52,4% en 2008 pour le secteur non résidentiel ; de 21,9% à 28,7% pour le secteur résidentiel sur la même période). Cette partition de la présence des architectes montre que leur place reste largement dominante dans le secteur non résidentiel. Reste toutefois à souligner que l'année 2006 leur aura permis de battre un record pour ce qui concerne le taux de pénétration dans le secteur du logement puisqu'un tel taux n'avait pas été atteint 1990.

Une place étendue dans la commande neuve et une progression dans l'entretien-amélioration

Les commandes de travaux neufs et d'amélioration ont, elles aussi, bénéficié de la croissance du secteur passant ainsi pour la première d'un montant global de travaux de 29,2 milliards d'euros en 1998 à 57,7 milliards d'euros en 2006 (soit presque doublé en 9 ans), et de 38,4 à 58,4 milliards d'euros pour la seconde. Dans le même temps, les travaux des architectes ont progressé de 14,8 à 32,6 milliers d'euros pour le neuf et de 6,4 à 11, 8 milliers d'euros pour l'entretien-amélioration. La division entre les deux types de commande se reflète dans les taux de pénétration des travaux des architectes dans ces marchés. Ainsi en 2006, les architectes couvrent 55,8% du montant total des travaux de construction neuve tandis qu'ils ne traitent que 20,3% des travaux d'entretien amélioration. Aussi, s'ils ont là encore conforté une position et profité de la croissance de ces deux secteurs, leur place dans la commande d'entretien-amélioration a progressé moins vite que dans la commande neuve.

Une maîtrise d'ouvrage privée importante et une légère croissance de la commande publique

Les activités des architectes restent globalement réparties selon deux tiers de commande privée et un tiers de commande publique. Ainsi en 2006, 70,3% de l'activité des architectes est liée à des maîtrises d'ouvrage privées tandis que 29,7% est le fait de maîtrises d'ouvrage publiques. Cette commande avait progressé de façon quasi continue depuis la décentralisation, au début des années 80, en étant peu affectée par la récession du milieu des années 1990. C'est encore vrai pour la période 1998-2006 durant laquelle les montants de travaux de la maîtrise d'ouvrage publique maintiennent une bonne croissance, progressant même de 9,5% à 10,2% entre 2004/2005 et 2005/2006. Parallèlement, la croissance des travaux de maîtrise d'ouvrage privée a été plus forte : plus 16,1% en 2005 et plus 13,5% en 2006. Pourtant, la répartition des travaux des architectes entre commande privée et commande publique en a été relativement peu affectée. Il reste de cette période, comparativement à celle des années 1990 (, l'image d'une profession globalement portée par la maîtrise d'ouvrage privée rappelons qu'en 1994 la commande publique représentait 43,3% des travaux des architectes). Par ailleurs, le type de maître d'ouvrage influe sur celui des missions confiées aux architectes, celles-ci étant plus souvent complètes dans le secteur public et plus souvent partielles dans le secteur privé.

Les marchés selon le type d'ouvrage : la part du logement

Soutenus par la croissance générale du bâtiment sur la période considérée, les architectes progressent dans toutes les catégories de construction. L'ensemble de l'activité logement représente 46,3% des travaux des architectes en 2006 en progression sur l'ensemble de la période (42% en 1998). La part du logement individuel (20,6% en 2006) et même de la maison individuelle (13,6%) dans l'ensemble des travaux des architectes s'est accrue sur la période, même si c'est dans une moindre mesure que celle du logement collectif en copropriété. On notera que si la part des montants de travaux liés aux aménagements urbains reste faible relativement aux autres types de travaux de construction, elle a tout de même plus que doublé entre 2001 et 2006, passant de 0,5% à 1,3 % de l'ensemble des montants de travaux déclarés des architectes.

Une augmentation globale des revenus mais une distribution contrastée

En matière de revenus, les données de la CIPAV portant sur les architectes adhérents sur la totalité de la période 1999-2005 montre une évolution sensible dans la distribution des revenus des architectes. D'abord, le revenu médian passe de 20 000 euros en 1999 à 30 000 en 2005. Il s'ensuit une nouvelle distribution dans laquelle le nombre d'architectes aux plus faibles revenus reste stable, tandis que les deux classes supérieures voient leur nombre d'architectes croître.

50% de la profession dispose d'un revenu annuel compris entre 30 000 euros et plus de 100 000 euros. On notera toutefois le contraste entre les 9% des architectes dégageant un revenu de 100 000 euros et plus, et les 41% des architectes qui se situent en dessous du revenu médian (30 000 euros) de la profession.

Sur les 15 152 architectes dont on connaît le revenu en 2005, 2 680 sont des femmes et 12 472 sont des hommes. La distribution par sexe des tranches de revenu révèle de fortes différences : alors que du côté des hommes le nombre d'architectes est relativement polarisé entre hauts et bas revenus, la distribution est mieux répartie du côté des femmes. En outre, si le revenu médian des hommes architectes est de 30 000 euros (identique à celui de la profession dans son ensemble), il est en revanche de 15 000 euros pour les femmes architectes.

Parallèlement, les données INSEE sur les "activités d'architecture" en 2006 montrent que ce ne sont pas les structures qui comptent le plus de salariés qui contribuent le plus au chiffre d'affaires global du secteur. *A contrario*, ce sont les entreprises de 1 à 3 et 4 à 9 salariés qui, à elles seules, représentent plus de 50% du chiffre d'affaires du secteur. A l'autre bout de l'éventail, les entreprises de plus de 20 salariés (bien moins nombreuses) y contribuent à hauteur d'environ 12%. Ce sont toutefois ces entreprises de plus de 20 salariés qui génèrent le chiffre d'affaires moyen le plus élevé.

La croissance de l'emploi et les « petites structures »

Les données de l'INSEE sur les "activités d'architecture" indiquent que près de 90% des structures emploient de 0 à 3 salariés en 2006. Parmi ces salariés il convient de distinguer les architectes des non-architectes. Le secteur « activités d'architecture » représente en 2006 un effectif de 26 800 établissements, employant un effectif total de salariés (architectes et autres) de 39 600 personnes.

De son côté, l'enquête emploi de l'INSEE recense en 2005 une population totale de 37 100 architectes composée de 27 454 architectes non salariés (74%) et 9 646 architectes salariés (26%). Parmi les salariés, 73% disposent d'un emploi à durée déterminée.

Les effectifs salariés du secteur ont considérablement augmenté entre 2001 et 2006, avec une moyenne d'environ 5% par an et une accélération entre 2003 et 2006. Parmi les salariés du secteur, les femmes sont légèrement plus nombreuses (52,5% en 2006). En ce qui concerne le temps de travail et le niveau des salaires, on remarque des écarts importants. Ainsi, en 2006, 88,5% des hommes disposent d'un emploi à temps complet dans le secteur contre 65,4% des femmes. Quant aux salaires, l'écart est également notable puisqu'il atteint en 2006 un peu plus de 20%.

Enfin, la distribution de l'effectif total des salariés par taille des structures d'emploi montre nettement que ce sont les petites structures qui contribuent le plus fortement à l'emploi du secteur : les entreprises de 1 à 3 salariés emploient ainsi plus de 30% de l'ensemble des effectifs salariés, et celles de 4 à 9 salariés environ 40%.

Partie 1. Données socio-démographiques

Population professionnelle des diplômés et population des architectes inscrits à l'ordre

La population des architectes inscrits à l'ordre ne représente qu'une partie de la population professionnelle totale des architectes diplômés. Bien que les données concernant ces derniers ne figurent pas dans cette publication, il nous paraît utile de les évoquer pour situer celles concernant la population ordinale qui sont ici réunies et portent sur la période 1999-2007.

L'évolution comparée de la population ordinale et du nombre total d'architectes susceptibles d'exercer en France (population professionnelle) a été étudiée par le CNOA puis par la Direction de l'Architecture et du Patrimoine, en extrapolant l'étude réalisée par le GRESA en 1989⁴. Ces travaux présentent de façon détaillée les différentes périodes qui ont marqué l'évolution des deux populations depuis la création de l'ordre des architectes. Ils soulignent notamment l'impact de la loi sur l'architecture de 1977 sur la croissance des inscriptions à l'ordre, puis une relative stabilité depuis 1981 et enfin un léger recul du taux d'inscription à la fin des années 1990. Une estimation de la population professionnelle totale a ainsi été portée à 39 500 architectes en 2000. L'écart avec la population ordinale donne alors un taux d'inscription à l'ordre de 68%.

Evolution comparée des populations ordinale et totale (1941-2000)

| | 1941 | 1950 | 1960 | 1970 | 1980 | 1990 | 2000 |
|------------------------------------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Nb d'inscrits à l'ordre (A) | 638 | 8566 | 8372 | 9061 | 16591 | 25869 | 26852 |
| Nb Total d'architectes (B) | 9644 | 8904 | 10206 | 14487 | 23073 | 33824 | 39466 |
| Solde (B – A) | 9006 | 338 | 1834 | 5426 | 6482 | 7955 | 12614 |
| Taux d'inscription | 6,62% | 96,20% | 82,03% | 62,55% | 71,91% | 76,48% | 68,04% |

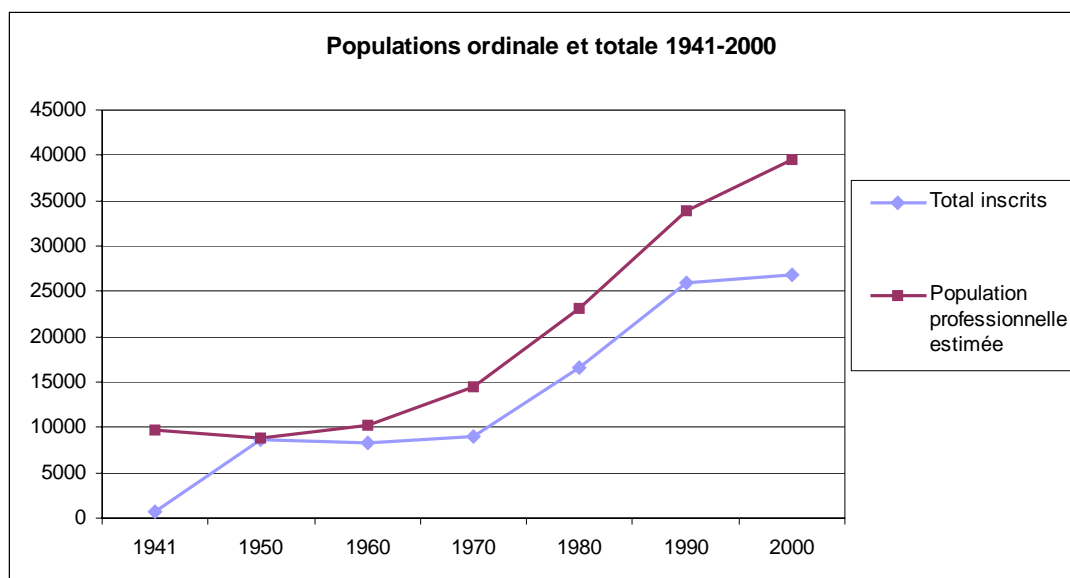
Source : CNOA-DAPA/OEA-LET

Evolution du nombre des diplômés (1945-2000)

| | 1945 | 1950 | 1960 | 1970 | 1980 | 1990 | 2000 |
|--|------|------|------|------|------|------|------|
| Nb total de diplômés (DPLG, DESA et DENSAIS) | 112 | 148 | 255 | 551 | 1457 | 1274 | 2861 |

Source : DAPA/OEA-LET. Données 2000

⁴ CNOA-OEA *Bilan 2000* et Nicolas Nogue, *Les chiffres de l'architecture*, DAPA-OEA, éditions du Patrimoine, 2002. Etude GRESA (Allégret et al, *Trajectoires professionnelles : esquisse d'un champ de l'architecture*, Rapport pour la DAPA, Ecole d'architecture de Paris Villemin 1989).



Source : GRESA/CNOA/DAPA-OEA, *Les chiffres de l'architecture*, p. 111.

Nicolas Nogue indique que dans cette estimation la population professionnelle totale est appréhendée à partir, d'une part, des effectifs des titulaires d'un diplôme d'architecte et, d'autre part, d'un taux de mortalité (par absence de connaissance du taux de cessation d'activité). Il en conclut que le total de 39 500 architectes paraît surestimé. S'appuyant sur les données de l'Insee sur les "Activités d'architecture"⁵, il suggère un chiffre de 35 000 architectes susceptibles d'exercer la profession en 2000, chiffre légèrement supérieur à celui issu de l'enquête emploi de l'Insee (34 025 en moyenne sur 1999/2000 et 2001). Ceci correspondrait à un taux d'inscription à l'ordre de 77%⁶. Les chiffres du recensement général de la population sont plus proches de ceux de la population ordinale : 29 770 personnes se déclarent architectes en 2000 pour 26 852 inscrits à l'ordre.

En l'absence de données complètes sur l'activité professionnelle des diplômés, des estimations assez diverses peuvent être faites pour la période la plus récente. L'une consiste à retenir pour 2007 un taux d'inscription identique à ceux estimés en 2000 (méthode GRESA ou pondération selon N. Nogue). Le nombre d'architectes inscrits à l'ordre étant de 29 616, on aboutirait ainsi à une population professionnelle totale de 38 200 à 43 300 personnes, selon le taux adopté. Mais ces estimations fort divergentes sont incertaines, non seulement parce que leur base est discutable, mais aussi parce que le taux d'inscription des diplômés à l'ordre ne peut lui aussi qu'être estimé.

On peut dans cette optique comparer le nombre des diplômés et celui des nouveaux inscrits à l'ordre. Une telle comparaison faite en 2000, porte sur l'ensemble des écoles d'architecture, ESA et Ensaïs comprises⁷. Sur une longue période on observe une divergence de ces deux populations à partir de

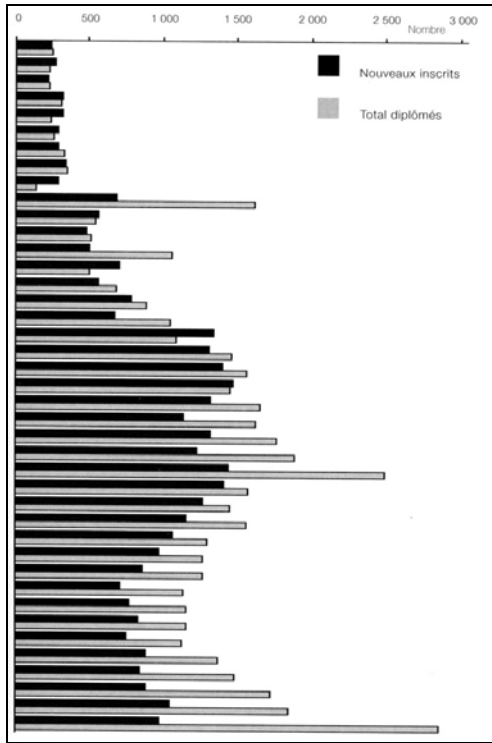
⁵ Qui recense les structures déclarant des activités d'architectures et pas seulement les agences d'architecture. Cf. précautions de lecture en préambule du rapport.

⁶ N. Nogue, *Les chiffres...* p 107.

⁷ En 2000 *Les Chiffres de l'architecture* p. 176

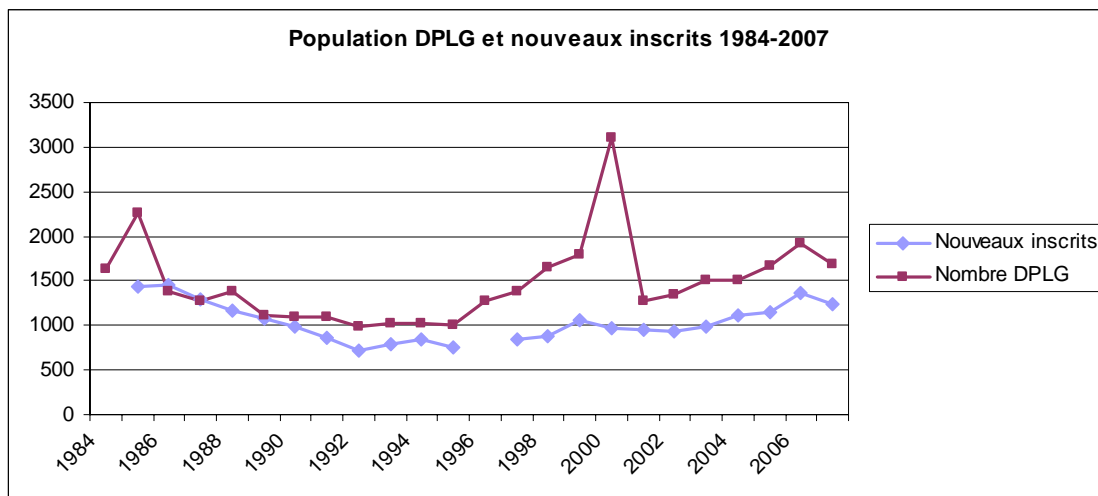
1981, le nombre des diplômés devenant largement supérieur à celui des nouvelles inscriptions à l'ordre. Cela est vrai, même si on tient compte du délai variable mais parfois relativement long qui sépare l'obtention du diplôme de l'inscription à l'ordre.

Nouvelles inscriptions de diplômés à l'ordre et nombre total de diplômés sortant des écoles (1960-2000)



Source : CNOA/ESA/ENSAIS/DAPA-OEA (*Les chiffres de l'architecture*, p. 99)

Pour la période récente et sur les seuls diplômés DPLG et des nouveaux inscrits annuellement à l'ordre des architectes la comparaison fait également apparaître un écart particulièrement sensible à partir du milieu des années 90.



Source : CNOA-DAPA/Observatoire de la scolarité-LET

Pour la dernière décennie on remarque que le nombre moyen annuel de diplômés DPLG est de 1736 et celui des nouveaux inscrits de 1064 ce qui correspond à un taux d'inscription de 61,1% en prenant en compte l'année 2000. Si on écarte l'impact de cette année exceptionnelle, le taux moyen d'inscription monte à 67,8%. On est très proche alors du taux d'inscription relevé à la fin des années 1980 par Jacques Allégret.

Evolution comparée du nombre des inscrits à l'ordre, des nouveaux inscrits et des diplômés DPLG

(1998-2007)⁸

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | Total |
|--------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Total inscrits à l'ordre | 27080 | 27401 | 27031 | 26714 | 26696 | 27028 | 27496 | 28035 | 28633 | 29416 | |
| Nouveaux inscrits | 888 | 1055 | 968 | 952 | 928 | 982 | 1109 | 1157 | 1366 | 1243 | 10648 |
| Diplômés DPLG | 1653 | 1786 | 3097 | 1270 | 1352 | 1509 | 1503 | 1674 | 1826 | 1693 | 17363 |
| Taux d'inscription des diplômés DPLG | 53,7% | 59,1% | 31,3% | 75,0% | 68,6% | 65,1% | 73,8% | 69,1% | 70,9% | 73,4% | |

Sources : CNOA-DAPA/Observatoire de la scolarité-LET

L'ensemble de ces éléments indique finalement que le lien s'est assoupli entre le diplôme ouvrant droit à l'exercice de la profession d'architecte et l'inscription à l'ordre, celle-ci étant majoritairement liée à la maîtrise d'œuvre architecturale. Engagée au début des années 1980, la diversification des modes d'exercice et des métiers de l'architecture est aujourd'hui une donnée de l'évolution de ce secteur professionnel.

⁸ Le nombre annuel de diplômés est de l'ordre de 200 pour l'ESA et d'une vingtaine pour l'Ensaïs, ce qui donnerait un peu plus de 2000 diplômés supplémentaires sur 10 ans.

1.1. Socio-démographie des architectes inscrits à l'ordre

1.1.1. Population ordinale

La population ordinale avait connu une forte progression entre 1977 et la fin des années 80 puis s'était stabilisée depuis, avec une légère progression jusqu'à la fin des années 90⁹. Sur la période 1998/2007 la population ordinale est passée de 27 080 à 29 416 architectes, en progrès de 8,62%, soit un peu plus que dans la décennie précédente¹⁰.

Pour approcher le renouvellement de la population ordinale, il est utile de prendre en compte l'évolution des nouvelles inscriptions au tableau de l'ordre.

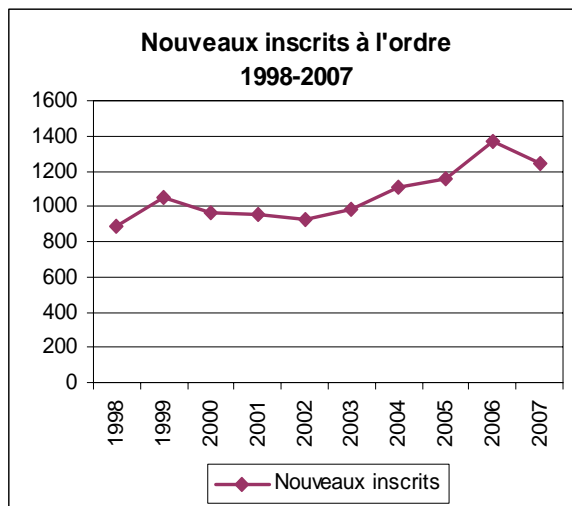
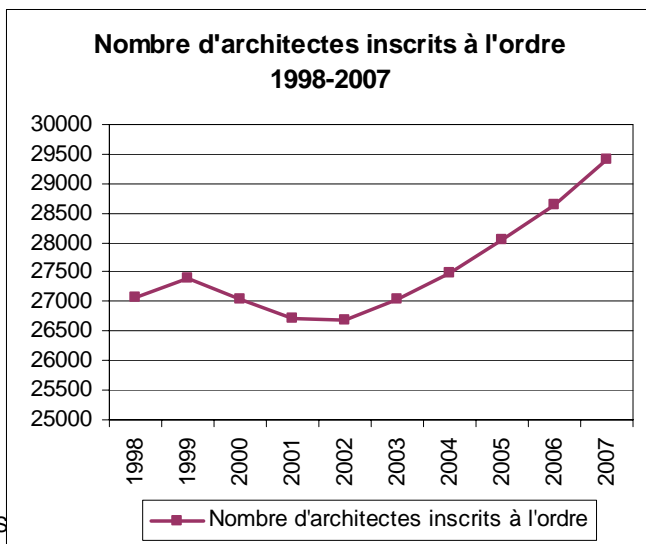
Nombre d'inscrits à l'ordre et nouveaux inscrits (1998-2007)

| | Nombre d'architectes inscrits à l'ordre | Variation annuelle du nombre d'inscrits à l'ordre | Nouveaux inscrits |
|------|---|---|-------------------|
| 1998 | 27 080 | | 888 |
| 1999 | 27 402 | 1,19% | 1055 |
| 2000 | 27 031 | -1,35% | 968 |
| 2001 | 26 714 | -1,17% | 952 |
| 2002 | 26 696 | -0,07% | 928 |
| 2003 | 27 028 | 1,24% | 982 |
| 2004 | 27 496 | 1,73% | 1 109 |
| 2005 | 28 035 | 1,96% | 1 157 |
| 2006 | 28 633 | 2,13% | 1 366 |
| 2007 | 29 416 | 2,73% | 1 243 |

Source : CNOA-LET

⁹ Les données communiquées par le CNOA présentent des variations marginales selon les périodes et les variables exploitées. Elles expliquent les légères différences présentes dans cette synthèse.

¹⁰ Croissance de 7,47% de 1989 à 1998.



Architectes inscrits à l'ordre : solde des entrées et départs (1999-2007)

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Variation nb total d'inscrits (A) | 322 | -371 | -317 | -18 | 332 | 468 | 539 | 598 | 783 |
| Nouveaux inscrits (B) | 1055 | 968 | 952 | 928 | 982 | 1109 | 1157 | 1366 | 1243 |
| Départs (A-B) | 733 | 1339 | 1269 | 946 | 650 | 641 | 618 | 768 | 460 |

Source : CNOA –LET

La comparaison de l'évolution de la population ordinale avec celle des nouveaux inscrits montre une certaine similarité des courbes. Cette observation, complétée par une analyse plus fine des flux d'effectifs d'entrée et de départ du tableau de l'ordre, indique que les nouvelles inscriptions n'ont que peu fléchi pendant les années de recul de la population ordinale totale (2000, 2001 et 2002). Ce sont les départs qui en expliquent l'ampleur, témoignant du fait que la population ordinale dépend, outre des nouvelles inscriptions, de facteurs tels que la durée de la vie active des architectes inscrits, l'abandon de la maîtrise d'œuvre au profit d'autres activités ou encore l'inactivité liée à la conjoncture.

1.1.2. Répartition régionale des architectes inscrits à l'ordre

Evolution du poids des régions dans la population ordinale (1999-2007)

| Régions | Nombre d'inscrits 1999 | Nombre d'inscrits 2007 | Poids région 1999 | Poids région 2007 | Evolution 1999-2007 |
|----------------------|------------------------|------------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| Alsace | 854 | 959 | 3,12% | 3,26% | 0,14% |
| Aquitaine | 1230 | 1479 | 4,49% | 5,03% | 0,54% |
| Auvergne | 508 | 581 | 1,85% | 1,98% | 0,12% |
| Bourgogne | 365 | 374 | 1,33% | 1,27% | -0,06% |
| Bretagne | 917 | 1022 | 3,35% | 3,47% | 0,13% |
| Centre | 508 | 533 | 1,85% | 1,81% | -0,04% |
| Champagne-Ardenne | 264 | 311 | 0,96% | 1,06% | 0,09% |
| Corse | 155 | 183 | 0,57% | 0,62% | 0,06% |
| Franche-Comté | 265 | 287 | 0,97% | 0,98% | 0,01% |
| Île-de-France | 9881 | 9711 | 36,06% | 33,01% | -3,05% |
| Languedoc-Roussillon | 1251 | 1438 | 4,57% | 4,89% | 0,32% |
| Limousin | 183 | 186 | 0,67% | 0,63% | -0,04% |
| Lorraine | 559 | 646 | 2,04% | 2,20% | 0,16% |
| Midi-Pyrénées | 1365 | 1555 | 4,98% | 5,29% | 0,30% |
| Nord Pas-de-Calais | 809 | 970 | 2,95% | 3,30% | 0,35% |
| Basse-Normandie | 266 | 319 | 0,97% | 1,08% | 0,11% |
| Haute-Normandie | 460 | 494 | 1,68% | 1,68% | 0,00% |
| Pays de la Loire | 963 | 1169 | 3,51% | 3,97% | 0,46% |
| Picardie | 280 | 283 | 1,02% | 0,96% | -0,06% |
| Poitou-Charentes | 365 | 429 | 1,33% | 1,46% | 0,13% |
| PACA | 2763 | 2902 | 10,08% | 9,87% | -0,22% |
| Rhône-Alpes | 2659 | 2933 | 9,70% | 9,97% | 0,27% |
| Guadeloupe | 161 | 189 | 0,59% | 0,64% | 0,05% |
| Guyane | 48 | 62 | 0,18% | 0,21% | 0,04% |
| Martinique | 139 | 142 | 0,51% | 0,48% | -0,02% |
| Réunion | 183 | 259 | 0,67% | 0,88% | 0,21% |
| France entière | 27401 | 29416 | 100,00% | 100,00% | |

Source : CNOA-LET

La répartition régionale des architectes inscrits à l'ordre paraît très stable, avec la permanence de la plus forte concentration de la population ordinale en Ile de France (33%). On trouve ensuite les mêmes régions que dans la période d'observation précédente (1982-98)¹¹ : Rhône-Alpes et PACA (près de 10% chacune) qui sont les régions les plus peuplées après l'Ile-de-France. Puis viennent Midi-Pyrénées, Aquitaine et Languedoc-Roussillon (autour de 5% chacune), respectivement 8^{ème}, 6^{ème} et 9^{ème} régions les plus peuplées. Un dernier groupe de régions pèse pour 3 à 4% chacune : Pays de Loire et Bretagne, Nord-Pas de Calais et Alsace qui se placent respectivement au 5^{ème}, 7^{ème}, 4^{ème} et 6^{ème} rangs du point de vue de la population. En tête des régions qui ont accru leur poids entre 1999 et

¹¹ Nogue N., *Les chiffres de l'architecture, ...*

2007 figurent l'Aquitaine, les Pays de Loire, le Nord Pas de Calais, le Languedoc Roussillon et Midi Pyrénées.

Un fait notable de la période concerne la région Ile-de-France : si elle rassemble le tiers de la population ordinaire en 2007, son poids est en régression notable depuis 1999. Les régions dont le poids régresse le plus sont l'Ile de France (-3,05%) et PACA (-0,22%). La répartition des architectes apparaît ainsi très stable, exception faite de la régression mentionnée de la région Ile de France.

Evolution des effectifs inscrits à l'ordre selon les régions (1999-2007)

| Régions | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | Evolution 1999-2007 |
|----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---------------------|
| Alsace | 854 | 871 | 880 | 885 | 901 | 903 | 934 | 942 | 959 | 12,30% |
| Aquitaine | 1230 | 1224 | 1226 | 1249 | 1274 | 1333 | 1371 | 1430 | 1479 | 20,24% |
| Auvergne | 508 | 498 | 505 | 503 | 526 | 530 | 556 | 570 | 581 | 14,37% |
| Bourgogne | 365 | 347 | 347 | 345 | 354 | 354 | 353 | 366 | 374 | 2,47% |
| Bretagne | 917 | 900 | 880 | 881 | 907 | 916 | 927 | 967 | 1022 | 11,45% |
| Centre | 508 | 492 | 483 | 480 | 485 | 493 | 500 | 519 | 533 | 4,92% |
| Champagne-Ardenne | 264 | 266 | 269 | 278 | 285 | 296 | 294 | 304 | 311 | 17,80% |
| Corse | 155 | 152 | 161 | 165 | 168 | 169 | 172 | 172 | 183 | 18,06% |
| Franche-Comté | 265 | 261 | 266 | 264 | 255 | 266 | 267 | 278 | 287 | 8,30% |
| Ile-de-France | 9881 | 9795 | 9371 | 9091 | 9081 | 9225 | 9379 | 9464 | 9711 | -1,72% |
| Languedoc-Roussillon | 1251 | 1230 | 1237 | 1258 | 1310 | 1329 | 1351 | 1418 | 1438 | 14,95% |
| Limousin | 183 | 176 | 176 | 176 | 179 | 180 | 180 | 180 | 186 | 1,64% |
| Lorraine | 559 | 560 | 565 | 579 | 593 | 613 | 621 | 629 | 646 | 15,56% |
| Midi-Pyrénées | 1365 | 1335 | 1345 | 1373 | 1402 | 1431 | 1442 | 1509 | 1555 | 13,92% |
| Nord Pas-de-Calais | 809 | 814 | 831 | 841 | 862 | 891 | 929 | 958 | 970 | 19,90% |
| Basse-Normandie | 266 | 260 | 262 | 270 | 284 | 280 | 291 | 308 | 319 | 19,92% |
| Haute-Normandie | 460 | 455 | 460 | 462 | 470 | 475 | 483 | 484 | 494 | 7,39% |
| Pays de la Loire | 963 | 956 | 978 | 1007 | 1038 | 1064 | 1094 | 1118 | 1169 | 21,39% |
| Picardie | 280 | 279 | 285 | 277 | 276 | 277 | 271 | 278 | 283 | 1,07% |
| Poitou-Charentes | 365 | 358 | 365 | 367 | 368 | 380 | 390 | 409 | 429 | 17,53% |
| PACA | 2763 | 2643 | 2622 | 2707 | 2733 | 2751 | 2808 | 2854 | 2902 | 5,03% |
| Rhône-Alpes | 2659 | 2635 | 2649 | 2671 | 2705 | 2738 | 2795 | 2840 | 2933 | 10,30% |
| Guadeloupe | 161 | 164 | 167 | 165 | 170 | 177 | 182 | 187 | 189 | 17,39% |
| Guyane | 48 | 48 | 52 | 54 | 53 | 61 | 62 | 61 | 62 | 29,17% |
| Martinique | 139 | 134 | 136 | 137 | 140 | 146 | 150 | 138 | 142 | 2,16% |
| Réunion | 183 | 178 | 196 | 211 | 209 | 218 | 233 | 250 | 259 | 41,53% |
| France entière | 27401 | 27031 | 26714 | 26696 | 27028 | 27496 | 28035 | 28633 | 29416 | 8,45% |

Source : CNOA/LET

Les plus forts taux de croissance des inscrits à l'ordre s'observent à la Réunion (+41,53%) et en Guyane (+28,17% mais sur un faible effectif). Suivent ensuite les Pays de Loire, l'Aquitaine, la Basse-

Normandie et la Corse, c'est-à-dire des régions de populations d'importance très variable¹². Les plus faibles progressions sont réalisées en Picardie, en Martinique, en Bourgogne et dans le Centre. L'Ile de France est la seule à perdre des inscrits au tableau régional de l'ordre. Cette évolution globale entre 1999 et 2007 recouvre en réalité deux périodes contrastées. La première, de 1998 à 2002, connaît un recul de la population ordinaire de 1,4% avec un creux marqué en 2000 où vingt régions voient le nombre d'inscrits baisser. La seconde de 2003 à 2007 est au contraire une période d'augmentation de la population ordinaire pour la plupart des régions (+10,2%). Seules l'Ile-de-France et la Picardie connaissent encore une baisse notable des inscrits à l'ordre en 2003.

1.1.3. Densité régionale de la profession France métropolitaine 1999 et 2005

| 1999 | | | | |
|----------------------|-----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|---|
| Régions | Population (en milliers) | Densité (en hab./km ²) | Nb Architectes inscrits | Nb architectes inscrits pour 100000 habitants |
| Alsace | 1 734 | 209 | 854 | 49 |
| Aquitaine | 2 908 | 70 | 1 230 | 42 |
| Auvergne | 1 309 | 50 | 508 | 39 |
| Bourgogne | 1 610 | 51 | 365 | 23 |
| Bretagne | 2 906 | 107 | 917 | 32 |
| Centre | 2 440 | 62 | 508 | 21 |
| Champagne-Ardenne | 1 342 | 52 | 264 | 20 |
| Corse | 260 | 30 | 155 | 60 |
| Franche-Comté | 1 117 | 69 | 265 | 24 |
| Ile-de-France | 10 952 | 912 | 9 881 | 90 |
| Languedoc-Roussillon | 2 296 | 84 | 1 251 | 54 |
| Limousin | 711 | 42 | 183 | 26 |
| Lorraine | 2 310 | 98 | 559 | 24 |
| Midi-Pyrénées | 2 552 | 56 | 1 365 | 53 |
| Nord-Pas-de-Calais | 3 997 | 322 | 809 | 20 |
| Basse-Normandie | 1 422 | 81 | 266 | 19 |
| Haute-Normandie | 1 780 | 145 | 460 | 26 |
| Pays de la Loire | 3 222 | 100 | 963 | 30 |
| Picardie | 1 858 | 96 | 280 | 15 |
| Poitou-Charentes | 1 640 | 64 | 365 | 22 |
| PACA | 4 506 | 144 | 2 763 | 61 |
| Rhône-Alpes | 5 645 | 129 | 2 659 | 47 |
| Métropole | 58 518 | 108 | 27401 | 46 |

Source : Insee/CNOA/LET

¹² Le rang de ces régions dans la population de métropole est le suivant : Pays de Loire (5^e), l'Aquitaine (6^e), la Basse-Normandie (17^e) et la Corse (22^e).

| 2005 | | | | |
|----------------------|------------------------------|---------------------------------------|----------------------------|---|
| Régions | Population* (en milliers) | Densité (en hab./km ²) | Nb Architectes inscrits | Nb architectes inscrits pour 100000 habitants |
| Alsace | 1 806 | 218 | 934 | 52 |
| Aquitaine | 3 080 | 75 | 1 371 | 45 |
| Auvergne | 1 331 | 51 | 556 | 42 |
| Bourgogne | 1 623 | 51 | 353 | 22 |
| Bretagne | 3 062 | 113 | 927 | 30 |
| Centre | 2 497 | 64 | 500 | 20 |
| Champagne-Ardenne | 1 338 | 52 | 294 | 22 |
| Corse | 277 | 32 | 172 | 62 |
| Franche-Comté | 1 142 | 70 | 267 | 23 |
| Ile-de-France | 11 399 | 949 | 9 379 | 82 |
| Languedoc-Roussillon | 2 497 | 91 | 1 351 | 54 |
| Limousin | 724 | 43 | 180 | 25 |
| Lorraine | 2 334 | 99 | 621 | 27 |
| Midi-Pyrénées | 2 735 | 60 | 1 442 | 53 |
| Nord-Pas-de-Calais | 4 032 | 325 | 929 | 23 |
| Basse-Normandie | 1 446 | 82 | 291 | 20 |
| Haute-Normandie | 1 806 | 147 | 483 | 27 |
| Pays de la Loire | 3 401 | 106 | 1 094 | 32 |
| Picardie | 1 881 | 97 | 271 | 14 |
| Poitou-Charentes | 1 705 | 66 | 390 | 23 |
| PACA | 4 751 | 151 | 2 808 | 59 |
| Rhône-Alpes | 5 958 | 136 | 2 795 | 47 |
| Métropole | 60 825 | 112 | 27 408 | 45 |

Source : Insee/CNOA/LET

| | |
|---|----|
| <i>Rappel 2000 Métropole et outre-mer</i> | 44 |
| <i>Rappel 1990 Métropole et outre-mer</i> | 45 |
| <i>Rappel 1980 Métropole et outre mer</i> | 27 |

Source : *Les chiffres de l'architecture*, Dapa, MCC, 2002

La densité régionale des architectes inscrits à l'ordre en France métropolitaine a légèrement diminué entre 1999 et 2007 (45 architectes pour 100 000 habitants en France métropolitaine, contre 46 en 1999). L'Ile de France est la mieux dotée (82 architectes pour 100 000)¹³ et les mêmes régions demeurent en tête : Corse, PACA, Languedoc-Roussillon, Midi Pyrénées, Rhône-Alpes et Alsace ont une densité d'architectes supérieure à la moyenne nationale. Comme en 1999 la Picardie est la moins bien dotée (14 architectes pour 100 000 habitants) et les régions du Centre et du Nord-Pas de Calais ont des densités bien inférieures à la moyenne. Franche-Comté, Nord-Pas de Calais, Poitou-Charentes, Champagne-Ardenne, Bourgogne, Basse-Normandie et Centre ont une densité de 23 à 20 pour 100 000 habitants. Le cas du Nord-Pas de Calais est à relever car il s'agit de la 2^{ème} région la

¹³ Pour la France entière, la région Ile-de-France regroupe en 2005 33 % des inscrits à l'ordre, alors que la région représente 18% de la population française (Redor Patrick, *Les régions françaises : entre diversités et similitudes*, Insee, 2006).

plus dense, de la 4^{ème} région la plus peuplée et Lille est la 4^e agglomération française alors que la densité des architectes inscrits y est des plus faibles.

Entre 1999 et 2005 les variations de la densité régionale d'architectes par habitant sont faibles (moins de 1%). Cependant on peut noter que cette densité a légèrement baissé dans huit régions et plus nettement dans deux régions denses, l'Île-de-France (-0,9%) et PACA (-0,4 %) ainsi que dans une région peu dense en architectes : la Picardie où la situation s'aggrave donc encore. A l'inverse la densité professionnelle des architectes s'accroît dans une région déjà bien dotée, la Corse.

L'évolution des effectifs inscrits à l'ordre ne semble pas de nature à modifier cette répartition des densités. En effet les plus forts taux de croissance des inscrits à l'ordre s'observent à la Réunion et en Guyane portant sur de faibles effectifs. Suivent ensuite Les Pays de Loire, l'Aquitaine, La Basse-Normandie et la Corse, c'est-à-dire des régions de populations et de densités très contrastées.

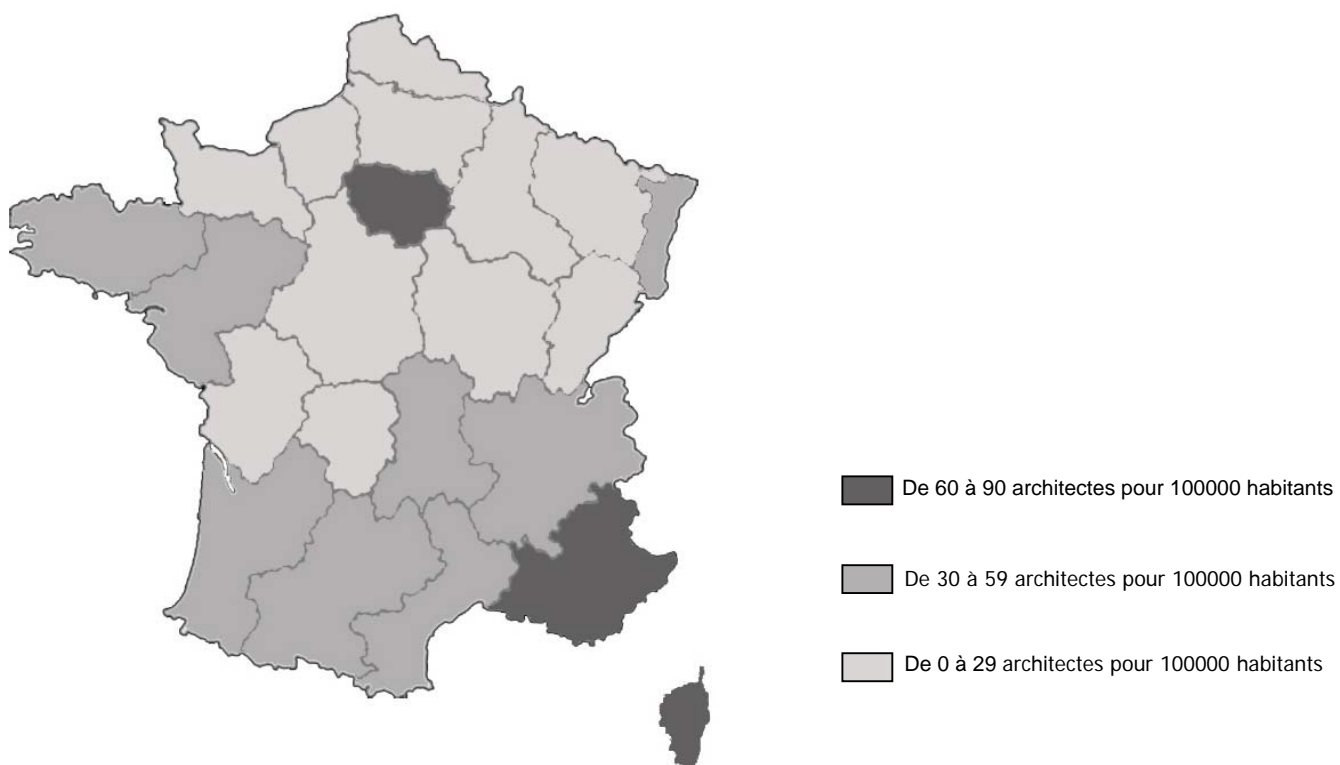
Evolution de la densité professionnelle des architectes en France (1946-2007)

| | 1946 | 1950 | 1955 | 1960 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | 1985 | 1990 | 1999 | 2005 |
|---|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Nb d'architectes pour 100 000 habitants | 18 | 20 | 20 | 19 | 17 | 17 | 19 | 27 | 39 | 45 | 46 | 45 |

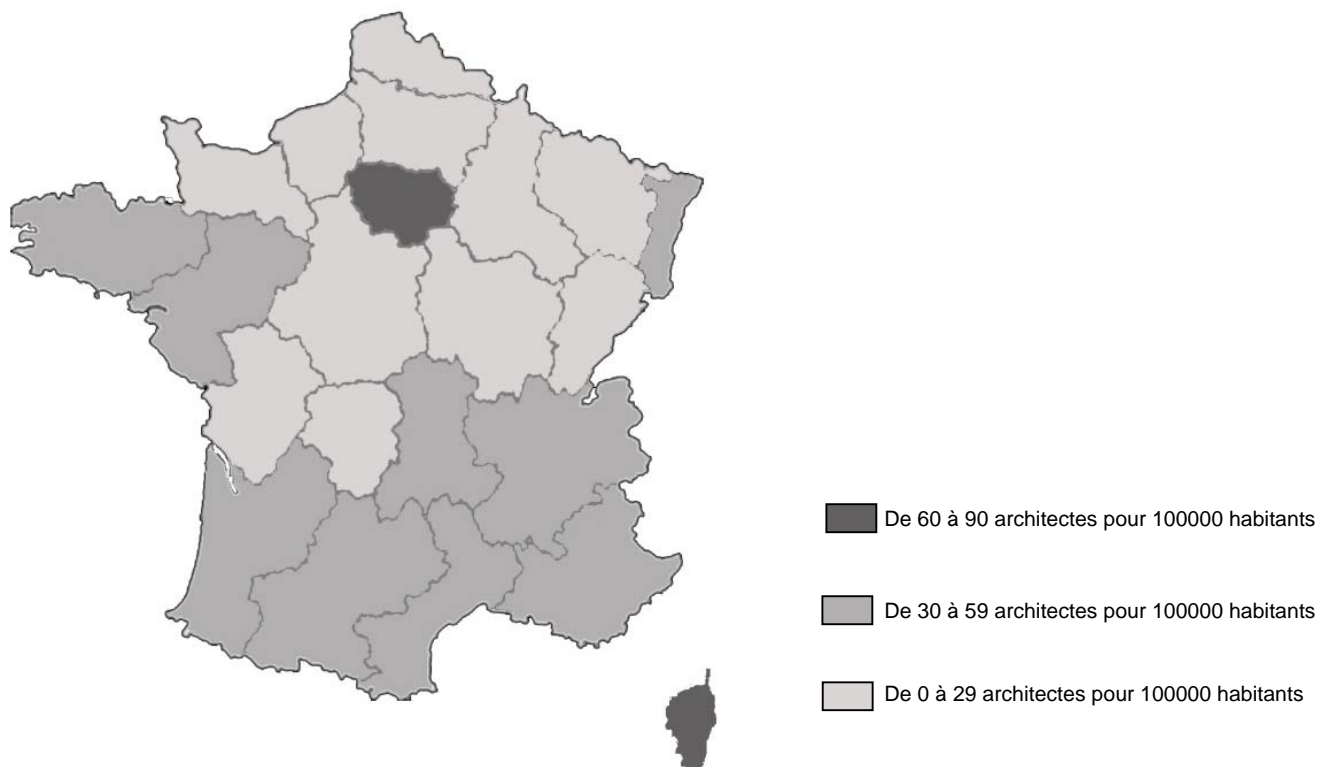
Source : CNOA/INSEE/DAPA-OEA/LET

Pour conclure, un regard porté sur un demi-siècle montre que la densité professionnelle des architectes suit une évolution parallèle à celle de la population ordinaire. Relativement faible jusqu'en 1980, elle a rapidement augmenté entre 1981 et 1990 pour se stabiliser depuis une vingtaine d'années.

Densité régionale de la profession France métropolitaine 1999



Densité régionale de la profession France métropolitaine 2005



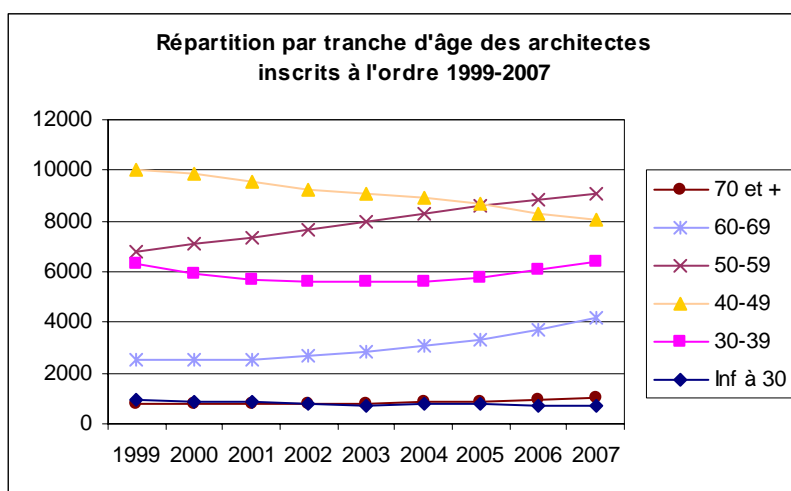
Source : Insee/CNOA/LET

1.1.4. La répartition par âge des architectes inscrits

Répartition par tranche d'âge des architectes inscrits à l'ordre (1999-2007)

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Inf à 30 | 914 | 907 | 849 | 775 | 722 | 753 | 770 | 750 | 742 |
| 30-39 | 6334 | 5909 | 5685 | 5594 | 5570 | 5598 | 5795 | 6081 | 6368 |
| 40-49 | 10035 | 9831 | 9571 | 9272 | 9100 | 8920 | 8672 | 8323 | 8058 |
| 50-59 | 6794 | 7070 | 7325 | 7627 | 7973 | 8276 | 8590 | 8829 | 9061 |
| 60-69 | 2524 | 2545 | 2531 | 2651 | 2868 | 3115 | 3324 | 3721 | 4185 |
| 70 et + | 800 | 769 | 753 | 777 | 795 | 834 | 884 | 929 | 1002 |
| Total | 27401 | 27031 | 26714 | 26696 | 27028 | 27496 | 28035 | 28633 | 29416 |

Source : CNOA – LET

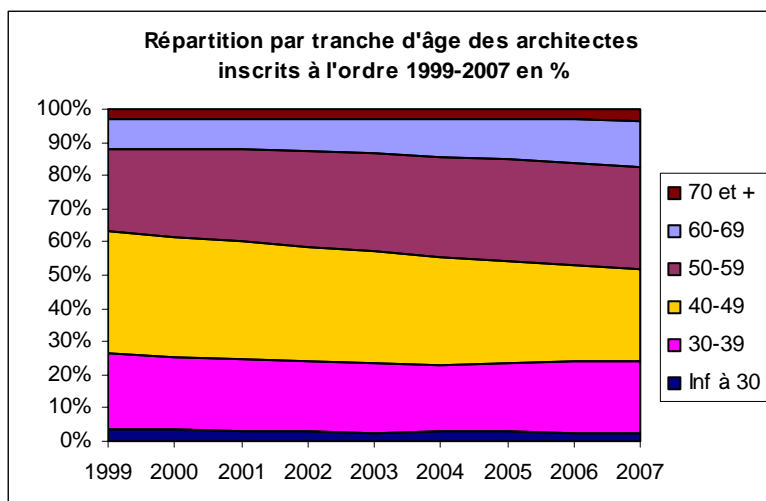


Source CNOA – LET

Répartition par tranche d'âge des architectes inscrits à l'ordre en % (1999-2007)

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|----------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Inf à 30 | 3,34% | 3,36% | 3,18% | 2,90% | 2,67% | 2,74% | 2,75% | 2,62% | 2,52% |
| 30-39 | 23,12% | 21,86% | 21,28% | 20,95% | 20,61% | 20,36% | 20,67% | 21,24% | 21,65% |
| 40-49 | 36,62% | 36,37% | 35,83% | 34,73% | 33,67% | 32,44% | 30,93% | 29,07% | 27,39% |
| 50-59 | 24,79% | 26,16% | 27,42% | 28,57% | 29,50% | 30,10% | 30,64% | 30,84% | 30,80% |
| 60-69 | 9,21% | 9,42% | 9,47% | 9,93% | 10,61% | 11,33% | 11,86% | 13,00% | 14,23% |
| 70 et + | 2,92% | 2,84% | 2,82% | 2,91% | 2,94% | 3,03% | 3,15% | 3,24% | 3,41% |
| Total inscrits | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% |

Source : CNOA - LET



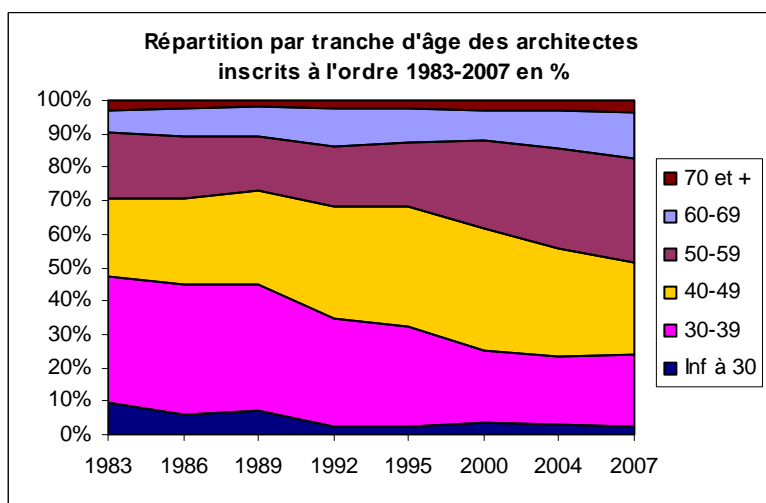
Source : CNOA - LET

L'évolution de la structure de la population ordinale entre 1999 et 2007 confirme la tendance de la période précédente. Les tranches d'âge supérieures continuent de progresser fortement depuis bientôt 25 ans. La part des moins de 40 ans passe de 48% en 1983, à 26,45% en 1999 et 24,17 % en 2007. Celle des plus de 50 ans de 26,3% en 1983 à 36,93% en 1999 et 48,44% en 2007.

Répartition par tranche d'âge des architectes inscrits à l'ordre (1983 - 2007)

| | 1983 | 1986 | 1989 | 1992 | 1995 | 2000 | 2004 | 2007 |
|----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Inf à 30 | 9,3% | 5,9% | 7,1% | 2,2% | 2,4% | 3,4% | 2,7% | 2,5% |
| 30-39 | 37,9% | 38,8% | 37,6% | 32,4% | 29,8% | 21,9% | 20,4% | 21,6% |
| 40-49 | 23,0% | 26,0% | 28,2% | 33,9% | 35,9% | 36,4% | 32,4% | 27,4% |
| 50-59 | 20,1% | 18,4% | 16,5% | 18,1% | 19,2% | 26,2% | 30,1% | 30,8% |
| 60-69 | 6,2% | 8,8% | 9,2% | 11,4% | 10,4% | 9,4% | 11,3% | 14,2% |
| 70 et + | 3,1% | 2,1% | 1,5% | 2,1% | 2,3% | 2,8% | 3,0% | 3,4% |

Source : CNOA-DAPA/OEA-LET



Source : CNOA-DAPA/OEA-LET

Le vieillissement de la population des architectes inscrits à l'ordre est visible sur une plus longue période. On observe en effet une baisse continue des moins de 30 ans, entamée en 1983 et qui, malgré un redressement entre 1992 et 1999, se poursuit jusqu'en 2007. Cette tranche d'âge passe de 3,34% des effectifs inscrits en 1999 à 2,52% en 2007. De même pour les 30/39 ans : après avoir progressé de 83 à 90, cette tranche d'âge est en réduction continue depuis 1991. Elle régresse néanmoins de 23,12% en 1999 à 21,65% 2007. Quant à la tranche d'âge supérieure (40-49), elle est en forte baisse, alors qu'elle avait augmenté jusqu'en 1999. De 36,12% des effectifs inscrits en 1999, elle a chuté à 27,39% en 2007.

1.1.5. Répartition par sexe des inscrits à l'ordre

Pour présenter la répartition de la population ordinaire selon le sexe, nous proposons de rapprocher deux types de données : celles qui portent sur la totalité des architectes inscrits à l'ordre et celles qui pointent sur les nouveaux inscrits. En effet, cela permet de mettre en évidence le rôle des nouvelles recrues dans la féminisation de la population globale.

Répartition par sexe du total des architectes inscrits à l'ordre (1999-2007)

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Femmes | 4471 | 4480 | 4547 | 4699 | 4896 | 5132 | 5419 | 5671 | 6043 |
| Hommes | 22930 | 22551 | 22167 | 21997 | 22132 | 22364 | 22616 | 22962 | 23373 |
| Total | 27401 | 27031 | 26714 | 26696 | 27028 | 27496 | 28035 | 28633 | 29416 |

Source : CNOA – LET

Répartition par sexe du total des inscrits en % (1999-2007)

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Femmes | 16,32% | 16,57% | 17,02% | 17,60% | 18,11% | 18,66% | 19,33% | 19,81% | 20,54% |
| Hommes | 83,68% | 83,43% | 82,98% | 82,40% | 81,89% | 81,34% | 80,67% | 80,19% | 79,46% |

Source : CNOA-LET

Répartition des nouveaux inscrits à l'ordre (1999-2007)

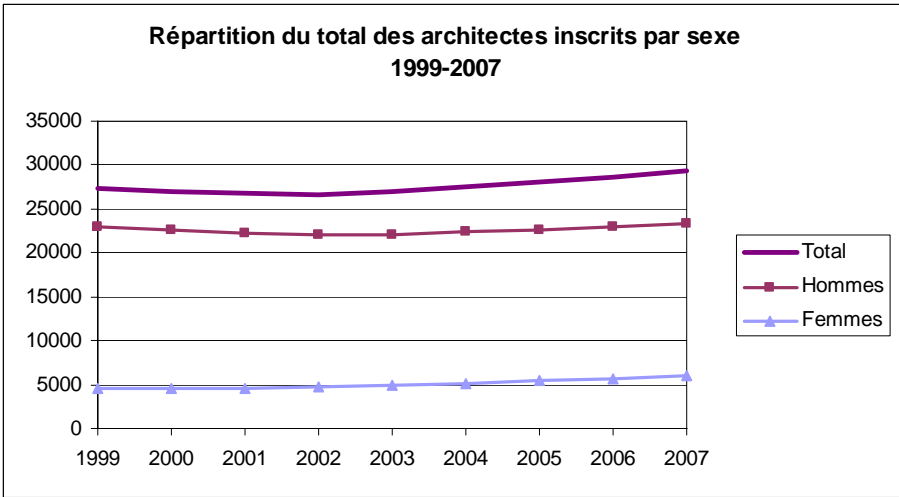
| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Femmes | 339 | 302 | 307 | 311 | 328 | 382 | 410 | 387 | 444 |
| Hommes | 716 | 666 | 645 | 617 | 654 | 727 | 747 | 979 | 799 |
| Total | 1055 | 968 | 952 | 928 | 982 | 1109 | 1157 | 1366 | 1243 |

Source : CNOA-LET

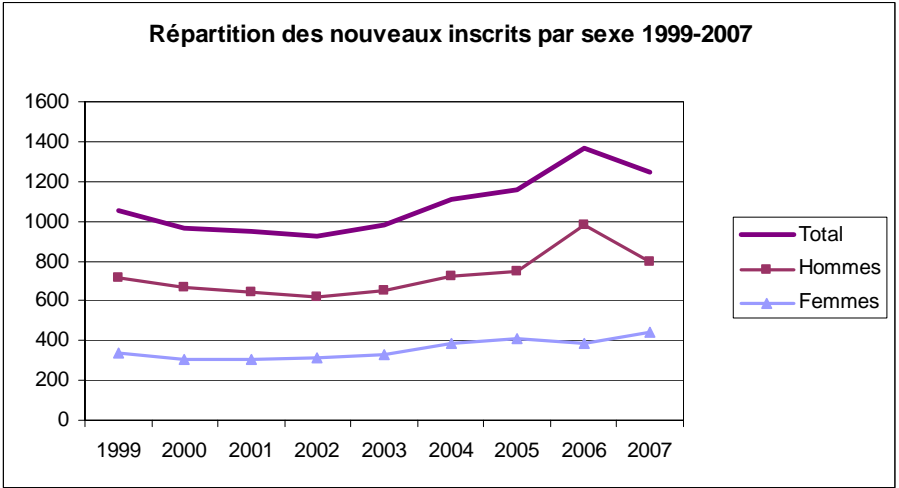
Répartition des nouveaux inscrits à l'ordre en % (1999-2007)

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Femmes | 32,13% | 31,20% | 32,25% | 33,51% | 33,40% | 34,45% | 35,44% | 28,33% | 35,72% |
| Hommes | 67,87% | 68,80% | 67,75% | 66,49% | 66,60% | 65,55% | 64,56% | 71,67% | 64,28% |

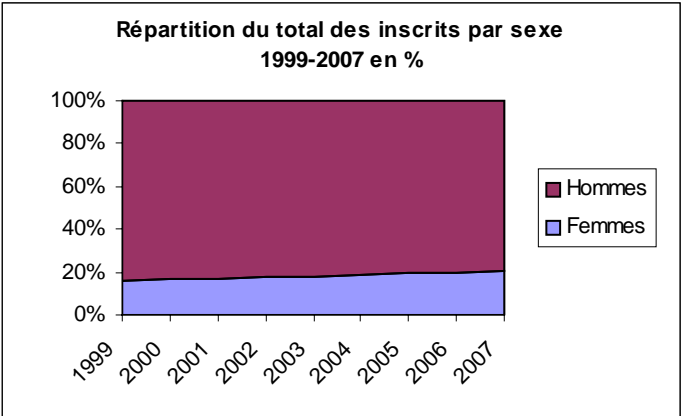
Source : CNOA-LET



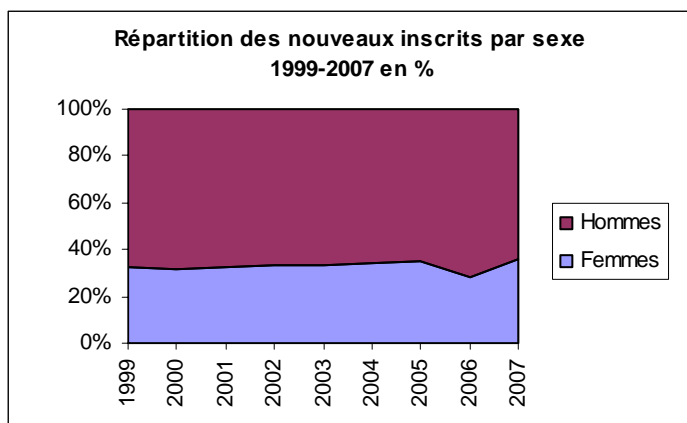
Source : CNOA-LET



Source : CNOA-LET



Source : CNOA-LET



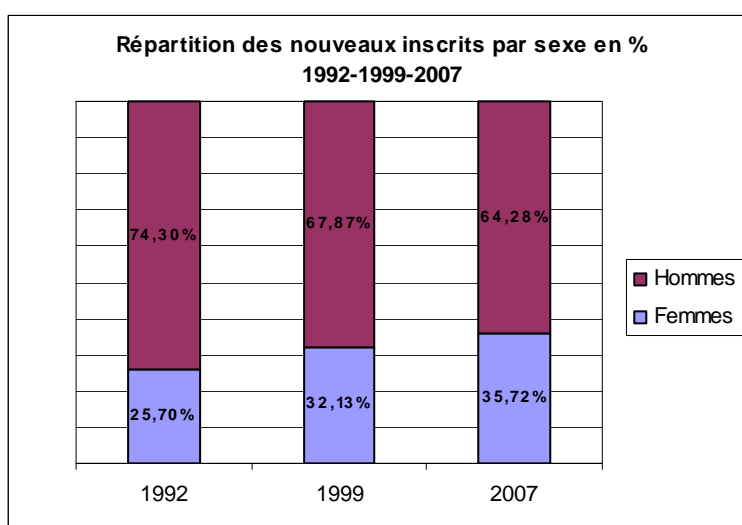
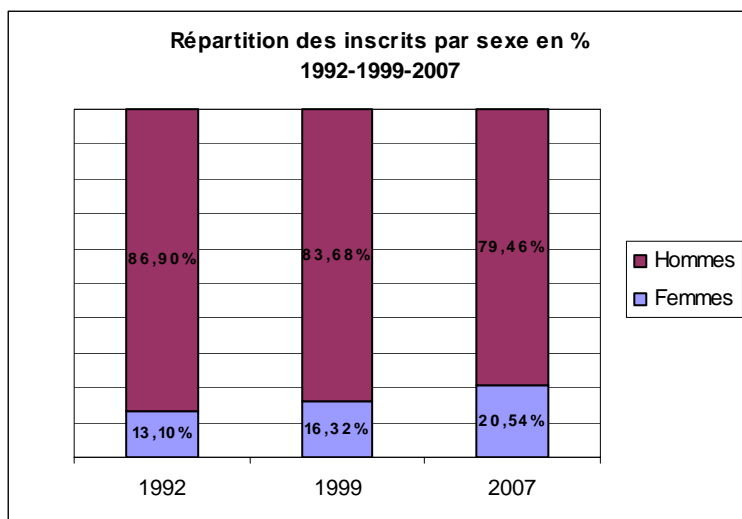
Source : CNOA – LET

Sur la période 1999-2007, on observe une progression continue de la part des femmes à la fois dans la population ordinale globale et dans celle des nouveaux inscrits à l'ordre exception faite de l'année 2006.

Répartition par sexe de la population totale des architectes inscrits en nombre et % (1992-1999-2007)

| Nombre | 1992 | 1999 | 2007 |
|----------|---------|---------|---------|
| Femmes | 3444 | 4469 | 6043 |
| Hommes | 22845 | 22933 | 23373 |
| Total | 26289 | 27402 | 29416 |
| % Femmes | 13,10% | 16,32% | 20,54% |
| % Hommes | 86,90% | 83,68% | 79,46% |
| Total | 100,00% | 100,00% | 100,00% |

Source : CNOA-DAPA/OEA-LET



Source : CNOA-DAPA/OEA-LET

Si on prend en considération une plus longue période, on observe que la féminisation de la population ordinaire se poursuit de façon régulière. La part des femmes augmente parmi les architectes inscrits et leur progression en nombre est plus régulière que celle des hommes. Pendant la période de recul des effectifs ordinaires, leur nombre n'a cessé de croître alors que celui des hommes régressait entre 1999 et 2002 pour reprendre ensuite. Les femmes architectes inscrites à l'ordre sont aujourd'hui plus de 6 000 et les hommes 23 373. Leur part dans la population ordinaire est passée de 7,5% en 1983 à 13,1% en 1992, 16,31% en 1999 et 20,5% en 2007.

En regardant la répartition par âge des architectes femmes inscrites à l'ordre, on peut appréhender plus précisément leur position dans la population ordinaire globale.

1.1.6. Répartition par âge et par sexe de la population ordinale

Répartition par tranches d'âge des femmes architectes inscrites à l'ordre (1999-2007)

| Femmes | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|---------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| inf à 30 | 351 | 360 | 337 | 303 | 276 | 295 | 288 | 284 | 302 |
| 30/39 | 1796 | 1699 | 1706 | 1728 | 1744 | 1762 | 1885 | 1991 | 2126 |
| 40/49 | 1760 | 1810 | 1832 | 1894 | 1987 | 2053 | 2084 | 2076 | 2118 |
| 50/59 | 440 | 477 | 545 | 635 | 741 | 855 | 976 | 1119 | 1263 |
| 60/69 | 99 | 111 | 103 | 111 | 122 | 143 | 163 | 181 | 210 |
| 70 ans et + | 25 | 23 | 24 | 28 | 26 | 24 | 23 | 20 | 24 |
| Total Femmes | 4471 | 4480 | 4547 | 4699 | 4896 | 5132 | 5419 | 5671 | 6043 |

Source : CNOA-LET

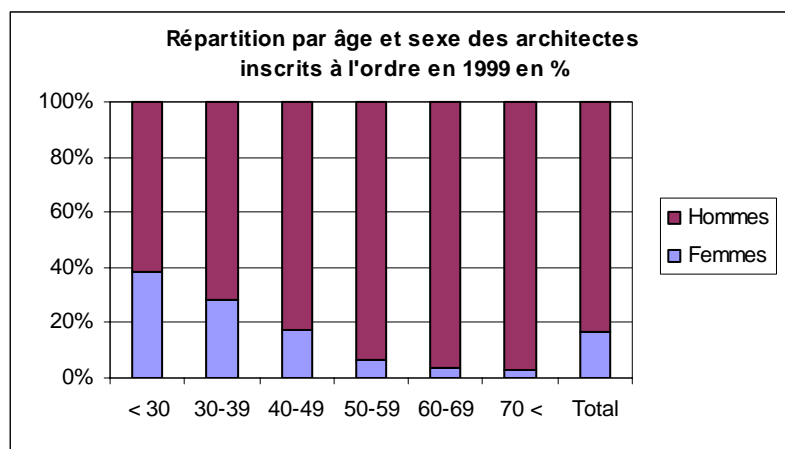
Répartition par tranches d'âge des hommes architectes inscrits à l'ordre (1999-2007)

| Hommes | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|---------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| inf à 30 | 563 | 547 | 512 | 472 | 446 | 458 | 482 | 466 | 440 |
| 30/39 | 4538 | 4210 | 3979 | 3866 | 3826 | 3836 | 3910 | 4090 | 4242 |
| 40/49 | 8275 | 8021 | 7739 | 7378 | 7113 | 6867 | 6588 | 6247 | 5940 |
| 50/59 | 6354 | 6593 | 6780 | 6992 | 7232 | 7421 | 7614 | 7710 | 7798 |
| 60/69 | 2425 | 2434 | 2428 | 2540 | 2746 | 2972 | 3161 | 3540 | 3975 |
| 70 ans et + | 775 | 746 | 729 | 749 | 769 | 810 | 861 | 909 | 978 |
| Total Hommes | 22930 | 22551 | 22167 | 21997 | 22132 | 22364 | 22616 | 22962 | 23373 |
| Total inscrits F+H | 27401 | 27031 | 26714 | 26696 | 27028 | 27496 | 28035 | 28633 | 29416 |

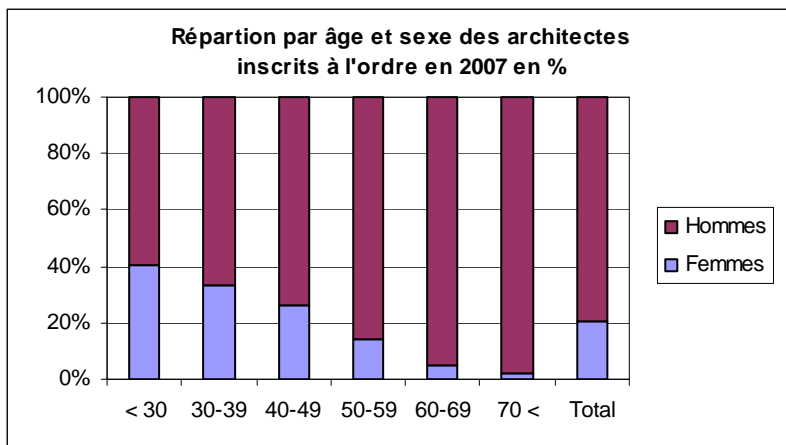
Source : CNOA-LET

Comme dans les périodes précédentes, les architectes femmes inscrites à l'ordre se répartissent très inégalement dans la pyramide des âges : elles représentent 40,75% des moins de 30 ans en 2007 (38,4% en 1999), mais leur part s'amenuise très sensiblement dans les tranches d'âge supérieures. Leur progression entre 1999 et 2007 est la plus nette parmi les 40/59 ans.

Répartition par âge et sexe des architectes inscrits à l'ordre en % (1999 et 2007)



Source : CNOA-LET



Source : CNOA-LET

La comparaison du poids respectif des hommes et des femmes en 1999 et 2007 confirme que si la féminisation de la population ordinaire se poursuit comme dans les périodes antérieures, elle n'influe que très lentement sur la structure par tranche d'âge des architectes inscrits à l'ordre.

1.1.7. Répartition par région selon le sexe des architectes (1999-2007)

Répartition par région selon le sexe 1999 (nombre et %)

| 1999 | Nb Femmes | Nb Hommes | Total | % Femmes | % Hommes | Total |
|----------------------|-----------|-----------|-------|----------|----------|--------|
| Alsace | 129 | 725 | 854 | 15,1% | 84,9% | 100,0% |
| Aquitaine | 201 | 1029 | 1230 | 16,3% | 83,7% | 100,0% |
| Auvergne | 70 | 438 | 508 | 13,8% | 86,2% | 100,0% |
| Bourgogne | 46 | 319 | 365 | 12,6% | 87,4% | 100,0% |
| Bretagne | 120 | 797 | 917 | 13,1% | 86,9% | 100,0% |
| Centre | 64 | 444 | 508 | 12,6% | 87,4% | 100,0% |
| Champagne-Ardenne | 47 | 217 | 264 | 17,8% | 82,2% | 100,0% |
| Corse | 32 | 123 | 155 | 20,6% | 79,4% | 100,0% |
| Franche-Comté | 41 | 224 | 265 | 15,5% | 84,5% | 100,0% |
| Île-de-France | 1899 | 7982 | 9881 | 19,2% | 80,8% | 100,0% |
| Languedoc-Roussillon | 205 | 1046 | 1251 | 16,4% | 83,6% | 100,0% |
| Limousin | 32 | 151 | 183 | 17,5% | 82,5% | 100,0% |
| Lorraine | 57 | 502 | 559 | 10,2% | 89,8% | 100,0% |
| Midi-Pyrénées | 183 | 1182 | 1365 | 13,4% | 86,6% | 100,0% |
| Nord-Pas de Calais | 110 | 699 | 809 | 13,6% | 86,4% | 100,0% |
| Basse-Normandie | 40 | 226 | 266 | 15,0% | 85,0% | 100,0% |
| Haute-Normandie | 53 | 407 | 460 | 11,5% | 88,5% | 100,0% |
| Pays de la Loire | 150 | 813 | 963 | 15,6% | 84,4% | 100,0% |
| Picardie | 51 | 229 | 280 | 18,2% | 81,8% | 100,0% |
| Poitou-Charentes | 55 | 310 | 365 | 15,1% | 84,9% | 100,0% |
| PACA | 443 | 2320 | 2763 | 16,0% | 84,0% | 100,0% |
| Rhône-Alpes | 369 | 2290 | 2659 | 13,9% | 86,1% | 100,0% |
| Guadeloupe | 26 | 135 | 161 | 16,1% | 83,9% | 100,0% |
| Guyane | 5 | 43 | 48 | 10,4% | 89,6% | 100,0% |
| Martinique | 19 | 120 | 139 | 13,7% | 86,3% | 100,0% |
| Réunion | 24 | 159 | 183 | 13,1% | 86,9% | 100,0% |
| France entière | 4471 | 22930 | 27401 | 16,3% | 83,7% | 100,0% |

Source : CNOA-LET

Répartition par région selon le sexe 2007 (nombre et %)

| 2007 | Nb Femmes | Nb Hommes | Total | % Femmes | % Hommes | Total |
|----------------------|-----------|-----------|-------|----------|----------|--------|
| Alsace | 180 | 779 | 959 | 18,8% | 81,2% | 100,0% |
| Aquitaine | 338 | 1141 | 1479 | 22,9% | 77,1% | 100,0% |
| Auvergne | 121 | 460 | 581 | 20,8% | 79,2% | 100,0% |
| Bourgogne | 67 | 307 | 374 | 17,9% | 82,1% | 100,0% |
| Bretagne | 190 | 832 | 1022 | 18,6% | 81,4% | 100,0% |
| Centre | 102 | 431 | 533 | 19,1% | 80,9% | 100,0% |
| Champagne-Ardenne | 75 | 236 | 311 | 24,1% | 75,9% | 100,0% |
| Corse | 48 | 135 | 183 | 26,2% | 73,8% | 100,0% |
| Franche-Comté | 50 | 237 | 287 | 17,4% | 82,6% | 100,0% |
| Île-de-France | 2110 | 7601 | 9711 | 21,7% | 78,3% | 100,0% |
| Languedoc-Roussillon | 286 | 1152 | 1438 | 19,9% | 80,1% | 100,0% |
| Limousin | 46 | 140 | 186 | 24,7% | 75,3% | 100,0% |
| Lorraine | 103 | 543 | 646 | 15,9% | 84,1% | 100,0% |
| Midi-Pyrénées | 301 | 1254 | 1555 | 19,4% | 80,6% | 100,0% |
| Nord-Pas d Calais | 164 | 806 | 970 | 16,9% | 83,1% | 100,0% |
| Basse-Normandie | 68 | 251 | 319 | 21,3% | 78,7% | 100,0% |
| Haute-Normandie | 89 | 405 | 494 | 18,0% | 82,0% | 100,0% |
| Pays de la Loire | 227 | 942 | 1169 | 19,4% | 80,6% | 100,0% |
| Picardie | 60 | 223 | 283 | 21,2% | 78,8% | 100,0% |
| Poitou-Charentes | 92 | 337 | 429 | 21,4% | 78,6% | 100,0% |
| PACA | 595 | 2307 | 2902 | 20,5% | 79,5% | 100,0% |
| Rhône-Alpes | 588 | 2345 | 2933 | 20,0% | 80,0% | 100,0% |
| Guadeloupe | 42 | 147 | 189 | 22,2% | 77,8% | 100,0% |
| Guyane | 12 | 50 | 62 | 19,4% | 80,6% | 100,0% |
| Martinique | 29 | 113 | 142 | 20,4% | 79,6% | 100,0% |
| Réunion | 60 | 199 | 259 | 23,2% | 76,8% | 100,0% |
| France entière | 6043 | 23373 | 29416 | 20,5% | 79,5% | 100,0% |

Source : CNOA-LET

La part des femmes dans la population ordinaire est inégale selon les régions. Elle varie du simple au double en 1999 (entre 10,2% et 20,6% pour une moyenne nationale de 16,3%). En 2007 elle varie entre 15,9% et 26,2% pour une moyenne nationale de 20,5%. Les plus fortes proportions de femmes en 1999 se trouvent en Corse, Île-de-France, Picardie, Champagne-Ardenne, Limousin et Languedoc-Roussillon (par ordre décroissant). Les plus faibles sont en Lorraine, Guyane, Haute-Normandie et Centre.

En 2007, la situation se modifie quelque peu : Corse, Limousin et Champagne-Ardenne restent en tête, suivies cette fois de la Réunion, de l'Aquitaine et de la Guadeloupe. L'Île de France vient ensuite, se situant un peu au-dessus de la moyenne nationale de 20,5%. PACA et Rhône-Alpes, régions réunissant le plus d'inscrits après l'Île-de-France sont proches de cette moyenne. Les trois autres régions importantes du point de vue des effectifs inscrits à l'ordre connaissent un taux de féminisation légèrement moindre : Midi-Pyrénées (19,4%) Languedoc-Roussillon (19,9%), Pays de la Loire (19,4%), sauf en Aquitaine où les femmes sont plus présentes (22,9%). La féminisation est la plus faible en Lorraine, Nord-Pas de Calais, Franche Comté et Bourgogne.

1. 2. Modes d'exercice de la population ordinale

1.2.1. Les modes d'exercice des architectes inscrits à l'ordre

Le tableau de l'ordre des architectes classe les modes d'exercice en six catégories : à titre individuel sous la forme libérale, comme associé d'une société d'architecture, en tant que salarié ou comme fonctionnaire ou agent public. Il distingue également les architectes qui exercent exclusivement à l'étranger et ceux qui ont les titres leur permettant de s'inscrire au tableau et de porter le titre d'architecte, mais n'engagent pas leur responsabilité civile professionnelle (RCP) dans leur activité (Sans activité RCP)¹⁴.

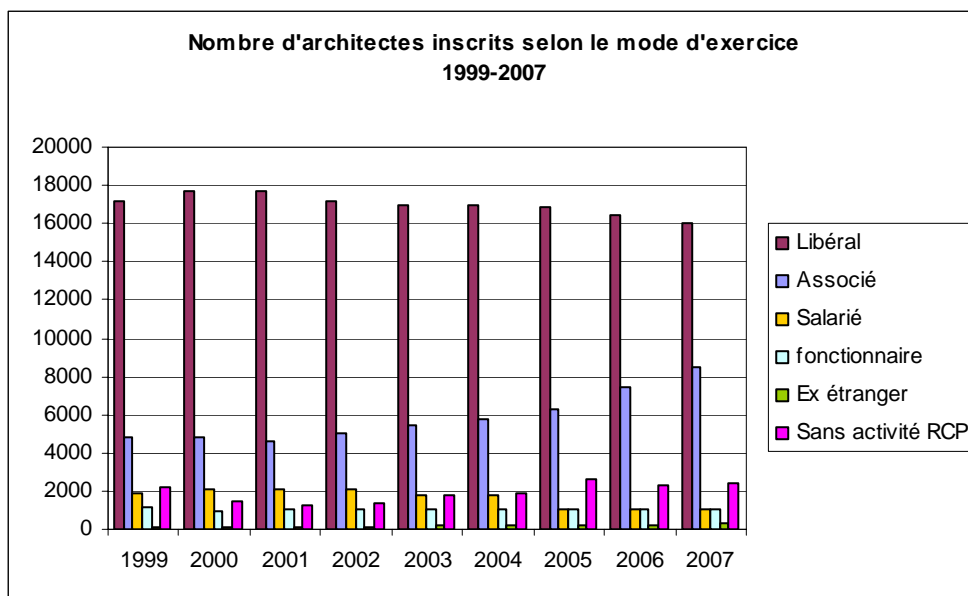
Nombre d'architectes inscrits selon le mode d'exercice (1999-2007)

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | Evolution nombre 1999-2007 | Evolution % 1999-2007 |
|-------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|----------------------------------|--------------------------|
| Libéral | 17174 | 17696 | 17716 | 17144 | 16920 | 16929 | 16849 | 16464 | 15990 | -1184 | -6,89% |
| Associé | 4794 | 4779 | 4556 | 5016 | 5413 | 5749 | 6310 | 7448 | 8474 | 3680 | 76,76% |
| Salarié | 1923 | 2068 | 2111 | 2075 | 1730 | 1740 | 1013 | 1081 | 1099 | -824 | -42,85% |
| Fonctionnaire | 1160 | 978 | 1036 | 1037 | 1073 | 1051 | 1074 | 1045 | 1044 | -116 | -10,00% |
| Ex étranger | 147 | 83 | 69 | 101 | 160 | 182 | 197 | 239 | 358 | 211 | 143,54% |
| Sans activité RCP | 2204 | 1427 | 1226 | 1323 | 1732 | 1845 | 2592 | 2356 | 2451 | 247 | 11,21% |
| Total inscrits | 27402 | 27031 | 26714 | 26696 | 27028 | 27496 | 28035 | 28633 | 29416 | 2014 | 7,35% |

Source : CNOA/LET

¹⁴ Créée en 1992 comme celle de l'exercice à l'étranger, cette rubrique était jusqu'à présent intitulée "sans activité", ce qui prête à confusion avec l'inactivité, alors que les architectes ici répertoriés peuvent exercer une activité n'engageant pas leur RCP. C'est pourquoi nous adoptons cette dénomination plus précise correspondant aux procédures d'enregistrement au tableau de l'ordre.

Le mode de classement établi par les statistiques de l'ordre des architectes est fait de façon à ne pas compter plusieurs fois les architectes cumulant plusieurs modes d'exercice. Ainsi le classement ne retient, parmi les modes d'exercice déclarés, que celui qui arrive en tête dans l'ordre des rubriques figurant dans le tableau. Ceci conduit à légèrement surévaluer les premières catégories par rapport aux suivantes. L'ordre de présentation des modes d'exercice reproduit le classement opéré par l'ordre.



Source : CNOA/LET

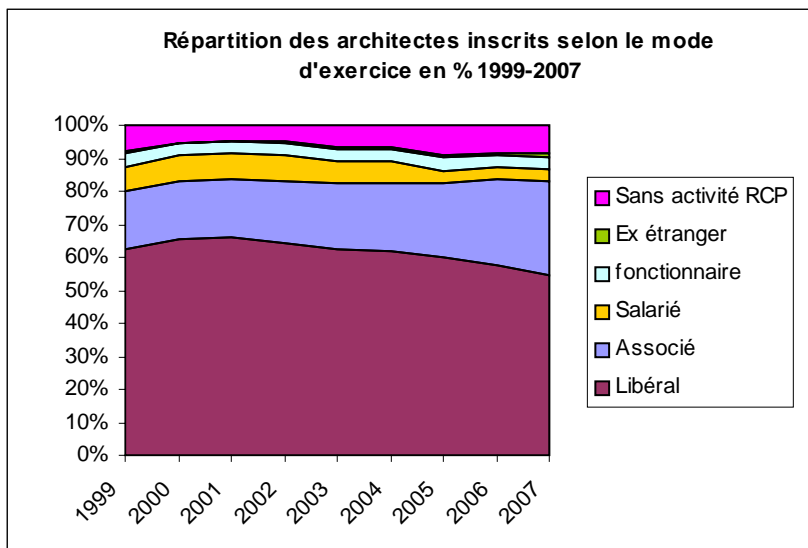
La période 1999-2007 voit l'augmentation spectaculaire de l'exercice en associé et le recul moindre mais important de l'exercice à titre individuel en libéral. Le nombre de fonctionnaires régresse légèrement mais celui des salariés recule de plus de 40%. Le nombre des inscrits « sans activité engageant la responsabilité civile professionnelle » progresse quelque peu et l'exercice à l'étranger se développe fortement mais ne réunit toujours que 211 architectes inscrits en France.

Le tableau des parts respectives des différents modes d'exercice confirme ces tendances.

Répartition des architectes inscrits selon le mode d'exercice (1999-2007)

| | Part des modes d'exercice 1999 | Part des modes d'exercice 2007 | Evolution part 1999-2007 |
|-------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------|
| Libéral | 62,67% | 54,36% | -8,32% |
| Associé | 17,50% | 28,81% | 11,31% |
| Salarié | 7,02% | 3,74% | -3,28% |
| Fonctionnaire | 4,23% | 3,55% | -0,68% |
| Ex étranger | 0,54% | 1,22% | 0,68% |
| Sans activité RCP | 8,04% | 8,33% | 0,29% |
| Total inscrits | 100,00% | 100,00% | |

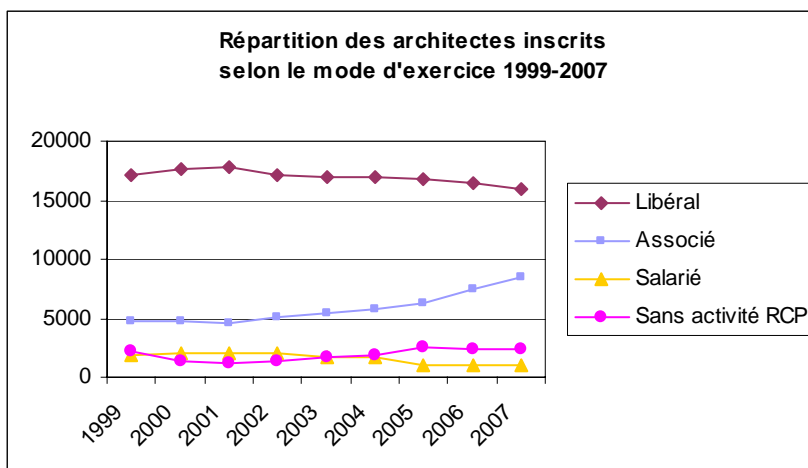
Source : CNOA/LET



Source : CNOA/LET

Les données du CNOA font apparaître une répartition entre les différents modes d'exercice relativement stable de 1999 à 2007. Les libéraux et associés sont les modes dominants, en légère croissance (de 80,17% à 83,17%). Par contre la part des associés progresse de près de 10% tandis que celle des libéraux recule de 9% du total des inscrits, confirmant ainsi les tendances de la période précédente. La part des fonctionnaires se tasse légèrement (de 4,23% à 3,55% du total), tandis que celle de l'exercice à l'étranger croît de façon importante, mais reste marginale.

Les courbes illustrent nettement l'évolution inverse de l'exercice en libéral et en associé, de même que pour les modes d'exercice en salarié et sans activité RCP.



Source : CNOA/LET

1.2.2. Répartition par sexe des modes d'exercice

Répartition par sexe des modes d'exercice (1999)

| | Femmes | % | Hommes | % |
|-------------------|--------|--------|--------|--------|
| Libéral | 2436 | 54,5% | 14738 | 64,3% |
| Associé | 661 | 14,8% | 4133 | 18,0% |
| Salarié | 551 | 12,3% | 1372 | 6,0% |
| Fonctionnaire | 259 | 5,8% | 901 | 3,9% |
| Exercice étranger | 26 | 0,6% | 121 | 0,5% |
| Sans activité RCP | 538 | 12,0% | 1665 | 7,3% |
| Total | 4471 | 100,0% | 22930 | 100,0% |

Source : CNOA/LET

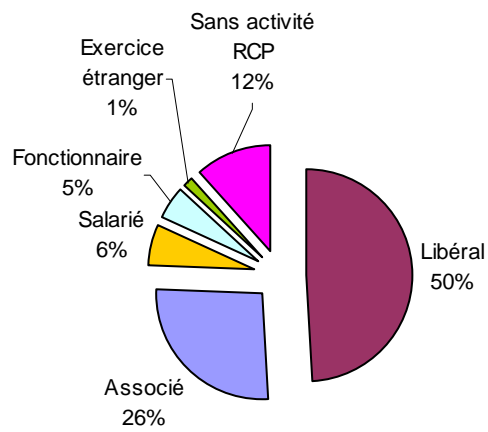
Répartition par sexe des modes d'exercice (2007)

| | Femmes | % | Hommes | % |
|-------------------|--------|--------|--------|--------|
| Libéral | 2978 | 49,3% | 13012 | 55,7% |
| Associé | 1595 | 26,4% | 6879 | 29,4% |
| Salarié | 377 | 6,2% | 722 | 3,1% |
| Fonctionnaire | 300 | 5,0% | 744 | 3,2% |
| Exercice étranger | 80 | 1,3% | 278 | 1,2% |
| Sans activité RCP | 713 | 11,8% | 1738 | 7,4% |
| Total | 6043 | 100,0% | 23373 | 100,0% |

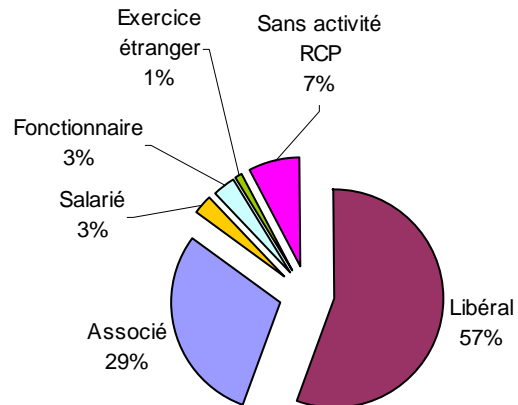
Source : CNOA/LET

Les modes d'exercice des femmes et des hommes se distinguent nettement. Si l'exercice libéral est largement majoritaire chez les uns et les autres, suivi par l'exercice associé, les femmes sont proportionnellement moins nombreuses à exercer sous ces deux modes que les hommes. L'écart entre les hommes et les femmes diminue de 1999 à 2007 mais reste notable : 76 % des femmes exercent en libéral et associé, contre 85% pour les hommes en 2007. Le phénomène inverse se produit pour l'exercice en salarié où elles sont relativement plus présentes : 6,2% d'entre elles exercent sous ce mode contre 3,3% pour les hommes en 2007, écart maintenu sur la période considérée. Les femmes sont également plus nombreuses à s'inscrire en tant que fonctionnaire et sans activité engageant la responsabilité civile professionnelle. On voit ainsi qu'elles se répartissent de façon plus large que les hommes entre les différents modes d'exercice.

Femmes modes d'exercice 2007



Hommes modes d'exercice 2007



Source : CNOA/LET

1.2.3. Répartition par âge des modes d'exercice

Répartition des inscrits par âge et mode d'exercice (1999-2007)

| Libéral | 1999 | 2007 |
|---------------|------|------|
| Inf. à 30 ans | 513 | 386 |
| 30-39 ans | 3638 | 3150 |
| 40-49 ans | 6126 | 4010 |
| 50-59 ans | 4511 | 5058 |
| 60-69 ans | 1808 | 2686 |
| 70 ans et + | 578 | 700 |

| Associé | 1999 | 2007 |
|---------------|------|------|
| Inf. à 30 ans | 163 | 212 |
| 30-39 ans | 1355 | 2105 |
| 40-49 ans | 1958 | 2701 |
| 50-59 ans | 1035 | 2431 |
| 60-69 ans | 223 | 885 |
| 70 ans et + | 60 | 140 |

| Salarié | 1999 | 2007 |
|---------------|------|------|
| Inf. à 30 ans | 116 | 73 |
| 30-39 ans | 625 | 438 |
| 40-49 ans | 687 | 323 |
| 50-59 ans | 371 | 221 |
| 60-69 ans | 111 | 44 |
| 70 ans et + | 13 | 0 |

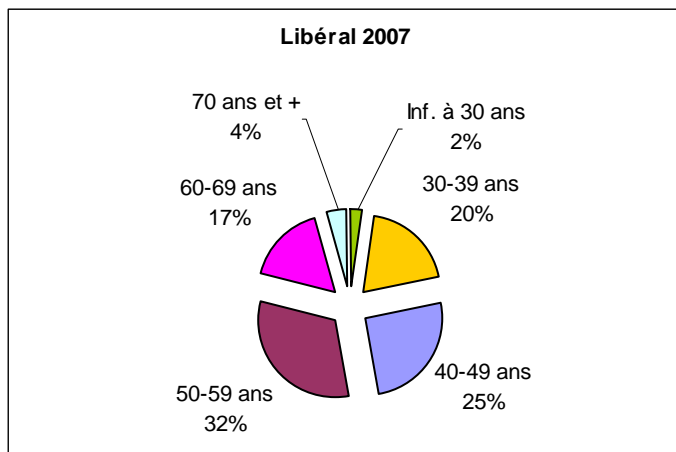
| Fonctionnaire | 1999 | 2007 |
|---------------|------|------|
| Inf. à 30 ans | 17 | 10 |
| 30-39 ans | 209 | 143 |
| 40-49 ans | 459 | 279 |
| 50-59 ans | 397 | 446 |
| 60-69 ans | 67 | 159 |
| 70 ans et + | 11 | 7 |

| Ex étranger | 1999 | 2007 |
|---------------|------|------|
| Inf. à 30 ans | 7 | 5 |
| 30-39 ans | 35 | 71 |
| 40-49 ans | 58 | 101 |
| 50-59 ans | 28 | 112 |
| 60-69 ans | 17 | 52 |
| 70 ans et + | 2 | 17 |

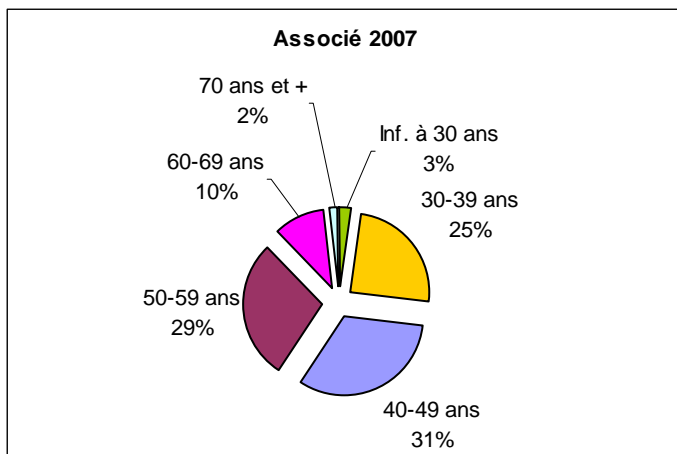
| Sans activité RCP | 1999 | 2007 |
|-------------------|------|------|
| Inf. à 30 ans | 98 | 56 |
| 30-39 ans | 472 | 461 |
| 40-49 ans | 747 | 644 |
| 50-59 ans | 452 | 793 |
| 60-69 ans | 298 | 359 |
| 70 ans et + | 136 | 138 |

Source : CNOA/LET

Répartition des inscrits par âge et mode d'exercice en % (2007)

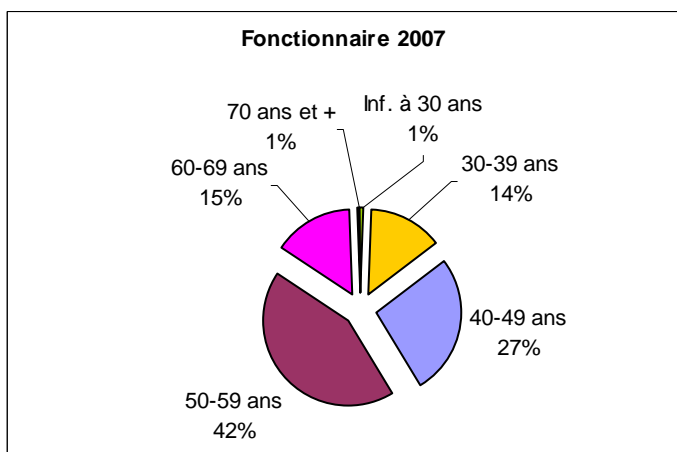
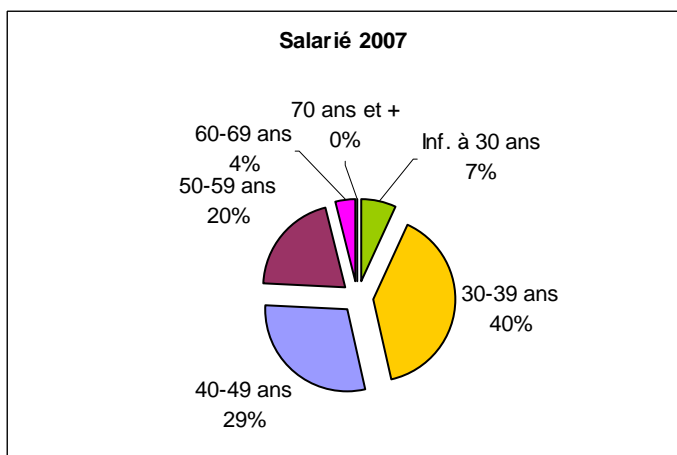


Source : CNOA-LET



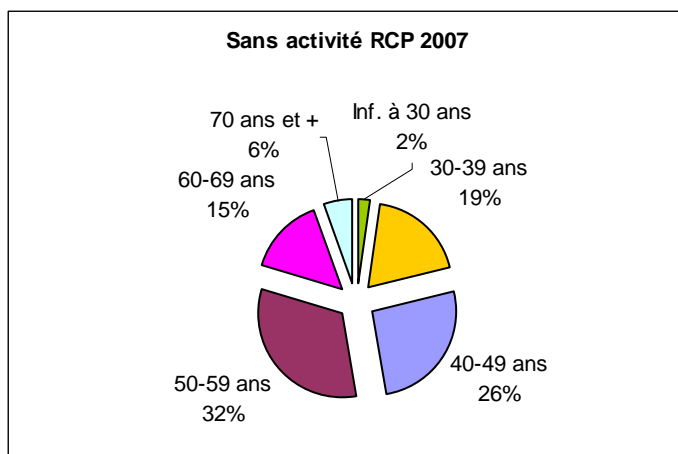
Source : CNOA/LET

Le mode d'exercice libéral compte une part plus importante d'architectes des tranches d'âge supérieures que le mode d'exercice associé.



Source : CNOA/LET

Les modes d'exercice salarié et fonctionnaire ont une structure de population opposée du point de vue de l'âge : la part des plus jeunes est plus forte chez les salariés que chez les libéraux et associés, tandis que, chez les fonctionnaires, c'est la part des 50 ans et plus qui excède celle observée dans les autres modes d'exercice.



Source : CNOA/LET

Enfin dans le mode d'exercice sans activité engageant la responsabilité civile professionnelle on trouve une structure d'âge assez semblable à celle de l'exercice libéral.

Dans l'ensemble, les tranches d'âge les plus jeunes ont un poids plus fort chez les architectes inscrits comme salariés et associés que chez leurs confrères inscrits sous d'autres modes d'exercice. Les libéraux et sans activité RCP forment un effectif majoritairement de 50 ans et plus. Les fonctionnaires se situent aussi principalement dans les tranches d'âge les plus hautes (58% de 50 ans et plus) avec une importance particulière des 50-59 ans. Chez eux, on compte une part notable de 60-69 ans, alors que chez les salariés cette tranche d'âge pèse très peu.

1.2.4. Répartition par région des modes d'exercice

Répartition des modes d'exercice par région (2007) en nombre d'architectes inscrits

| | Libéral | Associé | Salarié | Fonctionnaire | Ex étranger | Sans activité RCP | Total |
|----------------------|--------------|-------------|-------------|---------------|-------------|-------------------|--------------|
| Alsace | 437 | 333 | 46 | 47 | 13 | 83 | 959 |
| Aquitaine | 835 | 464 | 60 | 49 | 9 | 62 | 1479 |
| Auvergne | 323 | 162 | 35 | 12 | 1 | 48 | 581 |
| Bourgogne | 189 | 120 | 27 | 16 | 2 | 20 | 374 |
| Bretagne | 559 | 324 | 35 | 32 | 2 | 70 | 1022 |
| Centre | 275 | 181 | 27 | 21 | 2 | 27 | 533 |
| Champagne-Ardenne | 128 | 115 | 30 | 23 | 1 | 14 | 311 |
| Corse | 137 | 29 | 4 | 2 | 1 | 10 | 183 |
| Franche-Comté | 159 | 80 | 15 | 13 | 0 | 20 | 287 |
| Île-de-France | 5003 | 2626 | 318 | 312 | 229 | 1223 | 9711 |
| Languedoc-Roussillon | 902 | 345 | 43 | 46 | 11 | 91 | 1438 |
| Limousin | 123 | 41 | 5 | 7 | 1 | 9 | 186 |
| Lorraine | 385 | 158 | 30 | 33 | 3 | 37 | 646 |
| Midi-Pyrénées | 940 | 416 | 63 | 62 | 4 | 70 | 1555 |
| Nord - Pas-de-Calais | 449 | 387 | 49 | 46 | 3 | 36 | 970 |
| Basse-Normandie | 191 | 84 | 20 | 8 | 2 | 14 | 319 |
| Haute-Normandie | 266 | 152 | 19 | 28 | 1 | 28 | 494 |
| Pays de la Loire | 557 | 441 | 44 | 31 | 3 | 93 | 1169 |
| Picardie | 142 | 83 | 15 | 17 | 0 | 26 | 283 |
| Poitou-Charentes | 219 | 142 | 22 | 20 | 0 | 26 | 429 |
| PACA | 1846 | 607 | 80 | 111 | 32 | 226 | 2902 |
| Rhône-Alpes | 1565 | 991 | 81 | 69 | 36 | 191 | 2933 |
| Guadeloupe | 114 | 62 | 3 | 6 | 0 | 4 | 189 |
| Guyane | 37 | 14 | 5 | 5 | 0 | 1 | 62 |
| Martinique | 80 | 39 | 10 | 10 | 0 | 3 | 142 |
| Réunion | 129 | 78 | 13 | 18 | 2 | 19 | 259 |
| Total | 15990 | 8474 | 1099 | 1044 | 358 | 2451 | 29416 |

Source : CNOA/LET

Répartition des modes d'exercice par région (2007) en %

| | Libéral | Associé | Salarié | Fonctionnaire | Ex étranger | Sans activité RCP | Total |
|----------------------|---------|---------|---------|---------------|-------------|----------------------|---------|
| Alsace | 45,57% | 34,72% | 4,80% | 4,90% | 1,36% | 8,65% | 100,00% |
| Aquitaine | 56,46% | 31,37% | 4,06% | 3,31% | 0,61% | 4,19% | 100,00% |
| Auvergne | 55,59% | 27,88% | 6,02% | 2,07% | 0,17% | 8,26% | 100,00% |
| Bourgogne | 50,53% | 32,09% | 7,22% | 4,28% | 0,53% | 5,35% | 100,00% |
| Bretagne | 54,70% | 31,70% | 3,42% | 3,13% | 0,20% | 6,85% | 100,00% |
| Centre | 51,59% | 33,96% | 5,07% | 3,94% | 0,38% | 5,07% | 100,00% |
| Champagne-Ardenne | 41,16% | 36,98% | 9,65% | 7,40% | 0,32% | 4,50% | 100,00% |
| Corse | 74,86% | 15,85% | 2,19% | 1,09% | 0,55% | 5,46% | 100,00% |
| Franche-Comté | 55,40% | 27,87% | 5,23% | 4,53% | 0,00% | 6,97% | 100,00% |
| Île-de-France | 51,52% | 27,04% | 3,27% | 3,21% | 2,36% | 12,59% | 100,00% |
| Languedoc-Roussillon | 62,73% | 23,99% | 2,99% | 3,20% | 0,76% | 6,33% | 100,00% |
| Limousin | 66,13% | 22,04% | 2,69% | 3,76% | 0,54% | 4,84% | 100,00% |
| Lorraine | 59,60% | 24,46% | 4,64% | 5,11% | 0,46% | 5,73% | 100,00% |
| Midi-Pyrénées | 60,45% | 26,75% | 4,05% | 3,99% | 0,26% | 4,50% | 100,00% |
| Nord - Pas-de-Calais | 46,29% | 39,90% | 5,05% | 4,74% | 0,31% | 3,71% | 100,00% |
| Basse-Normandie | 59,87% | 26,33% | 6,27% | 2,51% | 0,63% | 4,39% | 100,00% |
| Haute-Normandie | 53,85% | 30,77% | 3,85% | 5,67% | 0,20% | 5,67% | 100,00% |
| Pays de la Loire | 47,65% | 37,72% | 3,76% | 2,65% | 0,26% | 7,96% | 100,00% |
| Picardie | 50,18% | 29,33% | 5,30% | 6,01% | 0,00% | 9,19% | 100,00% |
| Poitou-Charentes | 51,05% | 33,10% | 5,13% | 4,66% | 0,00% | 6,06% | 100,00% |
| PACA | 63,61% | 20,92% | 2,76% | 3,82% | 1,10% | 7,79% | 100,00% |
| Rhône-Alpes | 53,36% | 33,79% | 2,76% | 2,35% | 1,23% | 6,51% | 100,00% |
| Guadeloupe | 60,32% | 32,80% | 1,59% | 3,17% | 0,00% | 2,12% | 100,00% |
| Guyane | 59,68% | 22,58% | 8,06% | 8,06% | 0,00% | 1,61% | 100,00% |
| Martinique | 56,34% | 27,46% | 7,04% | 7,04% | 0,00% | 2,11% | 100,00% |
| Réunion | 49,81% | 30,12% | 5,02% | 6,95% | 0,77% | 7,34% | 100,00% |
| Total | 54,36% | 28,81% | 3,74% | 3,55% | 1,22% | 8,33% | 100,00% |

Source : CNOA/LET

Les plus fortes proportions d'exercice libéral se trouvent en Corse, Limousin, Languedoc et Guadeloupe. Le mode d'exercice associé trouve son plus fort poids dans le Nord-pas-de-Calais, Pays de Loire, Champagne-Ardenne, Alsace et Rhône-Alpes. L'exercice salarié est proportionnellement plus développé en Champagne-Ardenne, Guyane, Bourgogne, Basse-Normandie et Auvergne. Les fonctionnaires, eux, prennent une part importante en Champagne-Ardenne et dans les départements d'outre-mer, sauf la Guadeloupe. Enfin, l'exercice à l'étranger réalise ses meilleurs scores en Ile-de-France, de même que l'exercice sans activité engageant la responsabilité professionnelle. Exception faite de ces deux caractéristiques, cette région la plus importante ne se distingue guère de la moyenne nationale, qu'elle contribue d'ailleurs à former largement puisqu'elle réunit un tiers des architectes inscrits à l'ordre.

On remarquera que parmi les régions les plus peuplées, PACA, Midi-Pyrénées et le Languedoc-Roussillon comportent une part d'exercice libéral plus importante que la moyenne nationale et moins

d'associés et Rhône-Alpes, une part d'associés un plus forte que la moyenne. L'Aquitaine quant à elle est dotée d'une répartition entre les différents modes d'exercice assez proche de la moyenne nationale. Il faut noter que le Nord-Pas-de-Calais, région de forte densité de population mais où la densité d'architectes inscrits à l'ordre est parmi les plus faibles, se caractérise par une forte part d'exercice associé, une part de salariés inscrits plus forte que la moyenne nationale, mais au contraire une très faible part d'exercice sans engagement de la responsabilité civile professionnelle.

1.2.5. Forme juridique de l'exercice professionnel

Le nombre de sociétés s'élève à 6456 en 2007, en progression de plus de 80% entre 1999 et 2007. La répartition en 2007 des différents types de sociétés est la suivante : quatre types représentent plus de 90% des sociétés : SARL 53,11% (3429 stés) et SARL à associés 5,98% (386 stés¹⁵), EURL 24,85% (1587 stés) et SELARL 6,95 % (449 stés) ces trois catégories ayant fortement augmenté sur la période. Les SCPA, en constante diminution sur la période, représentent 5,70% du total en 2007 (368 stés), tandis que les huit autres catégories de sociétés représentent moins de 5% du total.

Répartition des sociétés par types (1999-2007)

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | Variation 1999/2007 | Depuis création |
|-----------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|---------------------|-----------------|
| EURL | 872 | 946 | 1011 | 1114 | 1238 | 1386 | 1468 | 1518 | 1587 | 82,00% | |
| SA | 121 | 122 | 114 | 111 | 105 | 107 | 92 | 75 | 68 | -43,80% | |
| SARL | 1703 | 1831 | 1905 | 1986 | 2182 | 2526 | 2832 | 3094 | 3429 | 101,35% | |
| SARL à associés | | | | | | | 113 | 224 | 386 | | 98,23% |
| SAS | 16 | 16 | 17 | 12 | 25 | 32 | 53 | 80 | 93 | 481,25% | |
| SASU | 1 | 1 | 1 | 1 | 2 | 2 | 3 | 4 | 8 | 700,00% | |
| SACOOOP | 4 | 4 | 4 | 2 | 2 | 3 | 4 | 4 | 4 | 0,00% | |
| SARLCOOP | 34 | 33 | 30 | 35 | 37 | 38 | 38 | 35 | 33 | -2,94% | |
| SCPA | 665 | 657 | 634 | 496 | 469 | 498 | 466 | 404 | 368 | -44,66% | |
| SELAFA | 16 | 17 | 18 | 18 | 18 | 18 | 15 | 9 | 7 | -56,25% | |
| SELARL | 142 | 171 | 210 | 225 | 280 | 321 | 387 | 423 | 449 | 216,20% | |
| SELAS | 2 | 2 | 2 | 3 | 4 | 7 | 7 | 9 | 11 | 450,00% | |
| SELURL | | 1 | 1 | 3 | 3 | 4 | 6 | 9 | 13 | | |
| Total | 3576 | 3801 | 3947 | 4006 | 4365 | 4942 | 5484 | 5888 | 6456 | 80,54% | |

Source : CNOA -LET

¹⁵ Forme de société créée en 2005.

Poids des types de sociétés (1999 et 2007)

| | Nombre 1999 | Poids dans total stés 1999 | Nombre 2007 | Poids dans total stés 2007 |
|-----------------|------------------------|---------------------------------------|------------------------|---------------------------------------|
| EURL | 872 | 24,38% | 1587 | 24,58% |
| SA | 121 | 3,38% | 68 | 1,05% |
| SARL | 1703 | 47,62% | 3429 | 53,11% |
| SARL à associés | | | 386 | 5,98% |
| SAS | 16 | 0,45% | 93 | 1,44% |
| SASU | 1 | 0,03% | 8 | 0,12% |
| SACOOOP | 4 | 0,11% | 4 | 0,06% |
| SARLCOOP | 34 | 0,95% | 33 | 0,51% |
| SCPA | 665 | 18,60% | 368 | 5,70% |
| SELAFA | 16 | 0,45% | 7 | 0,11% |
| SELARL | 142 | 3,97% | 449 | 6,95% |
| SELAS | 2 | 0,06% | 11 | 0,17% |
| SELURL | | 0,00% | 13 | 0,20% |
| Total | 3576 | 100% | 6456 | 100% |

Source : CNOA -LET

Partie 2. Données économiques et activités professionnelles

2.1. Travaux, missions, marchés de la construction

Pour aborder l'évolution de la place des architectes dans les marchés de la construction, on s'appuie sur les données de la MAF et les éléments de différenciation qu'elle propose, à savoir : maîtrise d'ouvrage publique/privée, secteur résidentiel/non résidentiel, travaux neufs/entretien – amélioration.

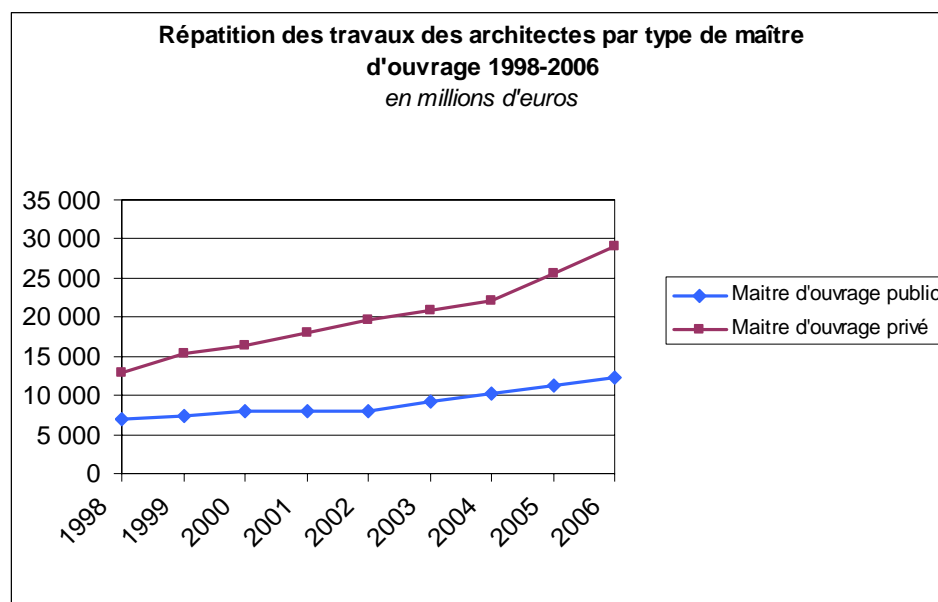
2.1.1. Les types de commande : public / privé

Répartition des travaux des architectes par type de maître d'ouvrage public – privé¹⁶ (1998-2006)

Montant H.T. total des travaux déclarés à la MAF exprimé en millions d'euros

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|-------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Maître d'ouvrage privé | 12 794 | 15 397 | 16 412 | 18 028 | 19 610 | 20 787 | 22 118 | 25 668 | 29 145 |
| % variation annuelle | 5,9% | 20,3% | 6,6% | 9,8% | 8,8% | 6,0% | 6,4% | 16,1% | 13,5% |
| Maître d'ouvrage public | 6 945 | 7 464 | 7 893 | 7 955 | 7 963 | 9 147 | 10 204 | 11 175 | 12 316 |
| % de variation annuelle | -0,2% | 7,5% | 5,7% | 0,8% | 0,1% | 14,9% | 11,6% | 9,5% | 10,2% |
| | | | | | | | | | |
| Privé + Public | 19 739 | 22 861 | 24 305 | 25 983 | 27 573 | 29 934 | 32 322 | 36 843 | 41 461 |
| Non spécifié | 1 457 | 1 630 | 1 789 | 1 927 | 1 889 | 1 862 | 1 884 | 2 042 | 2 581 |
| Total Général | 21 196 | 24 491 | 26 094 | 27 910 | 29 462 | 31 796 | 34 206 | 38 885 | 44 042 |

Les % de variations sont calculés d'après la formule $(T1-T0/T0)*100$. Source : MAF-LET :



Source : MAF-LET

¹⁶ Les données de la MAF intègrent les missions de projet architectural relatives aux maisons individuelles.

Pour la période observée les montants de travaux de la maîtrise d'ouvrage publique connaissent une forte croissance, notamment à partir de 2003. Mais la progression des travaux de maîtrise d'ouvrage privée est la plus forte : +16,1% en 2005 et + 13,5% en 2006. Les activités des architectes restent globalement réparties selon deux tiers de commande privée et un tiers de commande publique. Ainsi en 2006, 70,3% de l'activité des architectes est liée à des maîtrises d'ouvrage privées tandis que 29,7% est le fait de maîtrises d'ouvrage publiques. Sur la période observée, c'est donc l'image d'une profession portée par la maîtrise d'ouvrage privée qui se dégage.

Répartition des travaux par type de maître d'ouvrage (1998-2006)

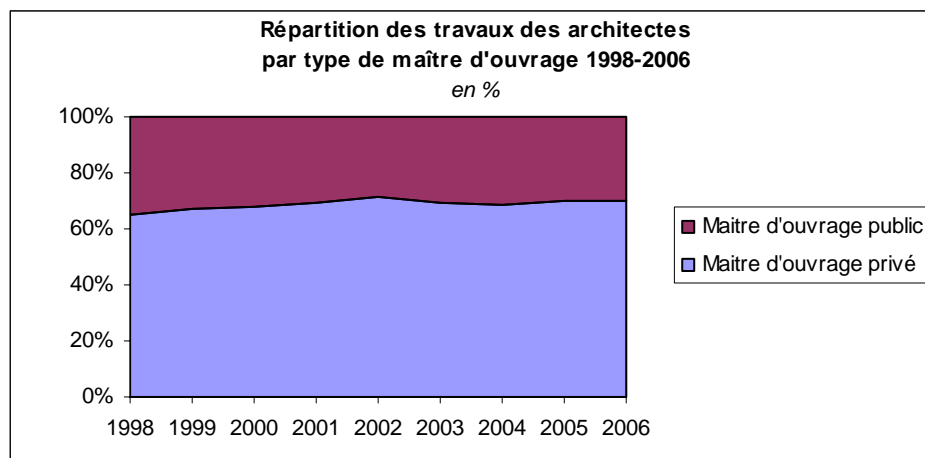
Montant des travaux des architectes pour les maîtres d'ouvrage privés et publics, les travaux « Non spécifié » étant exclus.
Montants exprimés en millions d'euros.

| | 1998 | | 2006 | |
|-------------------------|-------------------------------------|-------|-------------------------------------|-------|
| | Montant des travaux des architectes | % | Montant des travaux des architectes | % |
| Maître d'ouvrage privé | 12 794 | 64,8% | 29 145 | 70,3% |
| Maître d'ouvrage public | 6 945 | 35,2% | 12 316 | 29,7% |
| Total : Privé + Public | 19 739 | 100% | 41 461 | 100% |

Source : MAF-LET

Répartition des travaux par type de maître d'ouvrage public – privé en %

Montant total des travaux H.T.



Source : MAF-LET

2.1.2. Les types de secteur : résidentiel / non résidentiel

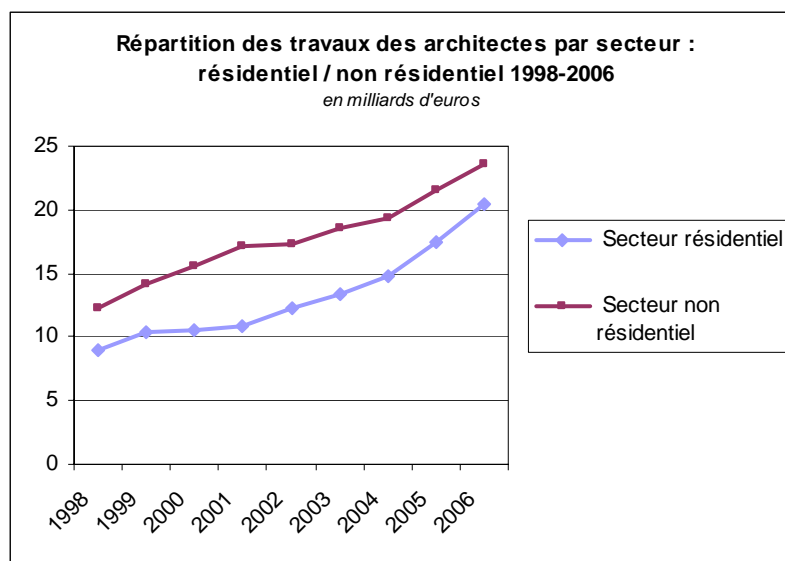
Répartition des travaux des architectes par secteur : résidentiel et non-résidentiel (1998-2006)

Montants H.T. en milliards d'euros courants

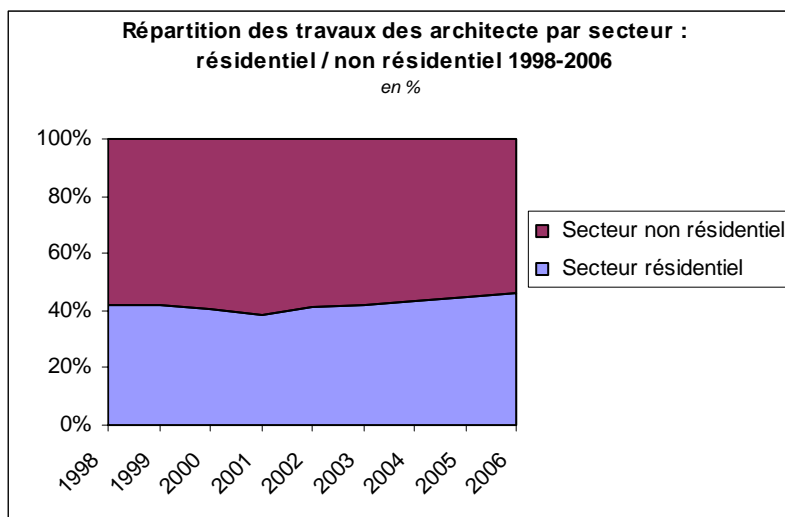
| Années | Montants travaux architectes. Secteur résidentiel | Montants travaux architectes. Secteur non résidentiel | Montant total des travaux des architectes |
|--------|---|---|---|
| 1998 | 8,9 | 12,3 | 21,2 |
| 1999 | 10,3 | 14,2 | 24,5 |
| 2000 | 10,5 | 15,6 | 26,1 |
| 2001 | 10,8 | 17,1 | 27,9 |
| 2002 | 12,2 | 17,3 | 29,5 |
| 2003 | 13,3 | 18,5 | 31,8 |
| 2004 | 14,8 | 19,4 | 34,2 |
| 2005 | 17,4 | 21,5 | 38,9 |
| 2006 | 20,4 | 23,6 | 44,0 |

Source : MAF- LET

Soutenus par la croissance générale du bâtiment, les montants de travaux des architectes progressent dans toutes les catégories de construction. La part du secteur résidentiel dans l'ensemble des travaux déclarés par les architectes progresse de 42% à plus de 46% entre 1998 et 2006.



Source : MAF-LET



Source : MAF-LET

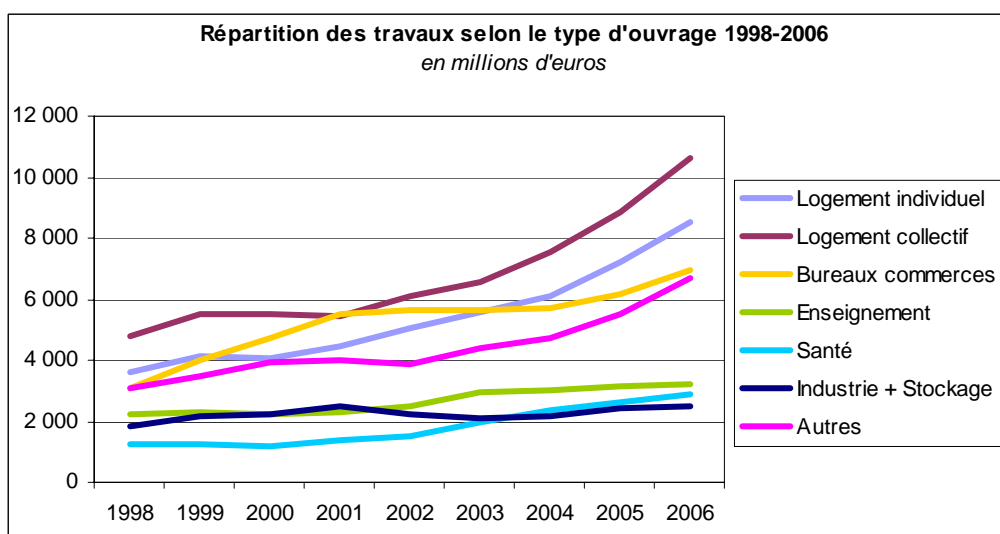
2.1.3. Les types d'ouvrage : logements / autres

Répartition des travaux selon le type d'ouvrage (1998-2006)

Montants H.T. en milliards d'euros courants

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Logement individuel | 3 623 | 4 136 | 4 090 | 4 487 | 5 039 | 5 575 | 6 099 | 7 232 | 8 524 |
| Logement collectif | 4 804 | 5 498 | 5 524 | 5 422 | 6 080 | 6 585 | 7 550 | 8 834 | 10 615 |
| Total Logement | 8 427 | 9 634 | 9 615 | 9 908 | 11 119 | 12 160 | 13 649 | 16 066 | 19 139 |
| Bureaux commerces | 3 089 | 4 019 | 4 714 | 5 506 | 5 616 | 5 634 | 5 682 | 6 170 | 6 953 |
| Enseignement | 2 215 | 2 316 | 2 228 | 2 285 | 2 469 | 2 931 | 3 040 | 3 159 | 3 211 |
| Santé | 1 214 | 1 249 | 1 209 | 1 360 | 1 538 | 1 935 | 2 342 | 2 652 | 2 892 |
| Industrie + Stockage | 1 853 | 2 178 | 2 220 | 2 465 | 2 254 | 2 114 | 2 158 | 2 427 | 2 487 |
| Autres | 3 113 | 3 498 | 3 945 | 3 981 | 3 886 | 4 377 | 4 702 | 5 525 | 6 675 |
| Total Autres que logement | 11 484 | 13 261 | 14 315 | 15 597 | 15 764 | 16 990 | 17 924 | 19 932 | 22 219 |
| Total Logement et Autres | 19 911 | 22 895 | 23 929 | 25 505 | 26 883 | 29 150 | 31 573 | 35 998 | 41 358 |
| Non spécifié | 1 284 | 1 593 | 2 166 | 2 405 | 2 578 | 2 647 | 2 633 | 2 887 | 2 684 |
| Total général | 21 195 | 24 488 | 26 095 | 27 910 | 29 461 | 31 796 | 34 206 | 38 885 | 44 042 |

Sources : chiffres de la MAF - LET



Sources : MAF - LET

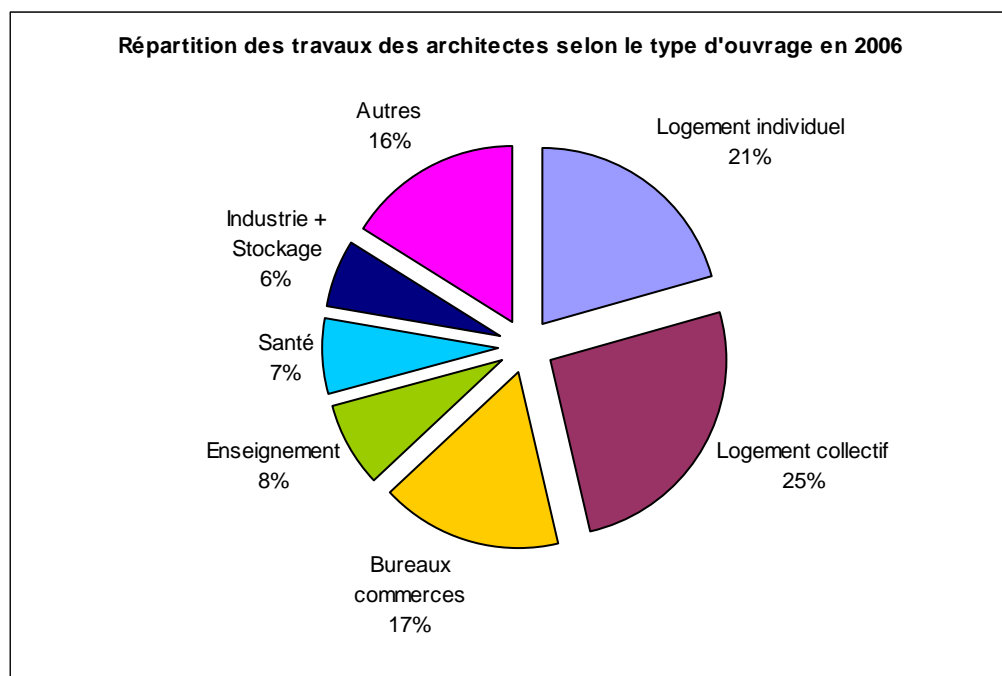
Répartition du montant des travaux selon le type d'ouvrage détaillé en % (2001-2006)

Montant total des travaux HT

| Type d'ouvrage | % en 2001 | % en 2002 | % en 2003 | % en 2004 | % en 2005 | % en 2006 |
|-----------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Individuel isolé | 12,1% | 12,6% | 13,0% | 12,8% | 13,0% | 13,6% |
| Individuel groupé | 5,5% | 6,1% | 6,1% | 6,5% | 7,1% | 7,0% |
| Collectif location | 9,7% | 10,3% | 9,6% | 10,3% | 10,2% | 10,8% |
| Collectif propriété | 11,6% | 12,3% | 13,0% | 13,7% | 14,3% | 14,9% |
| Total Logements | 38,9% | 41,4% | 41,7% | 43,2% | 44,6% | 46,3% |
| Bureaux | 15,5% | 15,0% | 13,4% | 12,6% | 12,1% | 11,9% |
| Commerces | 6,1% | 5,9% | 5,9% | 5,4% | 5,0% | 4,9% |
| Industrie | 8,5% | 7,0% | 6,2% | 5,8% | 5,8% | 5,2% |
| Enseignement | 9,0% | 9,2% | 10,1% | 9,6% | 8,8% | 7,8% |
| Culture - Loisirs | 5,9% | 5,1% | 5,4% | 5,5% | 5,4% | 6,0% |
| Hôtellerie - Tourisme | 2,5% | 2,6% | 2,6% | 2,4% | 2,7% | 2,3% |
| Santé | 5,3% | 5,7% | 6,6% | 7,4% | 7,4% | 7,0% |
| Justice - Sécurité | 0,5% | 0,7% | 0,5% | 0,5% | 0,6% | 0,7% |
| Agricole | 0,6% | 0,6% | 0,5% | 0,5% | 0,6% | 0,5% |
| Stockage | 1,2% | 1,3% | 1,0% | 1,0% | 0,9% | 0,8% |
| Ouvrages spéciaux | 0,4% | 0,5% | 0,5% | 0,4% | 0,4% | 0,7% |
| Aménagements urbains | 0,5% | 0,6% | 0,8% | 1,1% | 1,2% | 1,3% |
| Autres | 5,2% | 4,4% | 4,8% | 4,6% | 4,6% | 4,6% |
| Total Autres que logements | 61,1% | 58,6% | 58,3% | 56,8% | 55,4% | 53,7% |
| Total Logements + Autres | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

La classe « non spécifié » est exclue.

Sources : MAF- LET.



La classe « non spécifié » est exclue

Sources : MAF - LET.

La part du logement individuel et même de la maison individuelle dans l'ensemble des travaux des architectes s'accroît (respectivement 20,6% et 13,6% en 2006). On notera également que la part des

montants de travaux liés aux aménagements urbains, bien que faible, a plus que doublé entre 2001 et 2006 (de 0,5% à 1,3 %). Par contre la part des bâtiments d'activité et d'enseignement régresse.

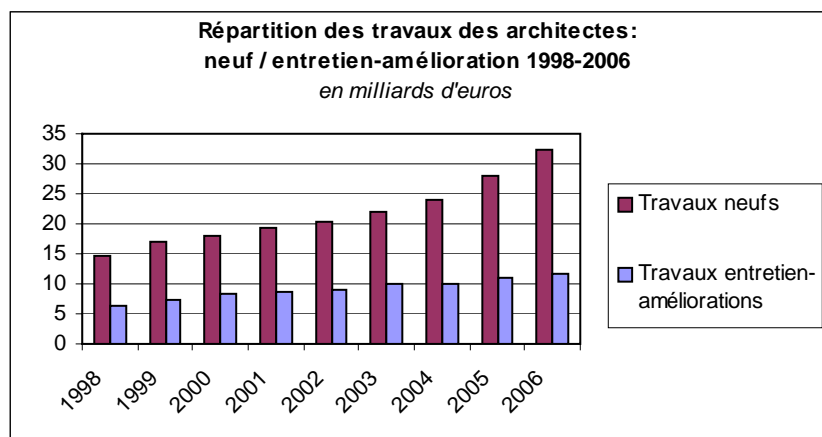
2.1.4. Les types de travaux : neuf et entretien / amélioration

Répartition des travaux des architectes. Travaux neufs et entretien-amélioration

Montants H.T. exprimés en milliards d'euros courants

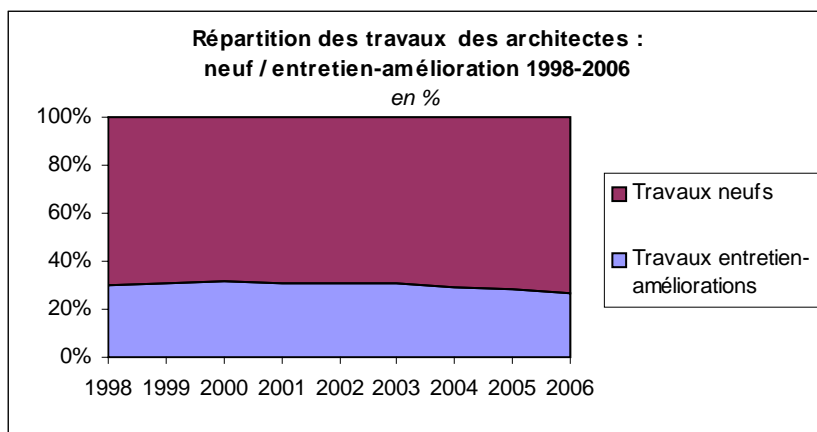
| Années | Montants des travaux des architectes Entretien-amélioration | Montants des travaux des architectes Travaux neufs | Montant total des travaux des architectes |
|--------|--|---|---|
| 1998 | 6,4 | 14,8 | 21,2 |
| 1999 | 7,5 | 17,0 | 24,5 |
| 2000 | 8,2 | 17,9 | 26,1 |
| 2001 | 8,7 | 19,2 | 27,9 |
| 2002 | 9,0 | 20,5 | 29,5 |
| 2003 | 9,9 | 21,9 | 31,8 |
| 2004 | 10,1 | 24,1 | 34,2 |
| 2005 | 10,9 | 28,0 | 38,9 |
| 2006 | 11,8 | 32,2 | 44,0 |

Source : MAF – LET



Source : MAF – LET

Les commandes neuves et d'amélioration réalisées par les architectes ont également bénéficié de la croissance des activités du bâtiment passant pour les travaux neufs d'un montant global de travaux de 14,8 milliards d'euros en 1998 à 32,6 milliards d'euros en 2006, et de 6,4 à 11,8 milliards d'euros pour les travaux d'entretien-amélioration. En 2006 les travaux neufs ont représenté 73% de l'activité des architectes. Ce type de travaux connaît une évolution plus irrégulière que ceux d'amélioration entretien.



Source : MAF - LET

2.1.5. Taux de pénétration des travaux des architectes sur les marchés

Le calcul du « taux de pénétration » de l'activité des architectes dans les marchés de la construction, calculé par la MAF et repris dans l'observatoire de la profession de 1996 fournit une information essentielle. Cette mesure qui consiste à rapporter la part de l'activité des architectes (mesurée en volume financier) au volume financier global représenté par un des segments du marché de la construction (public/privé, résidentiel/hors résidentiel) et par les types d'ouvrages et de travaux (collectif/individuel, neuf/entretien...) est en effet un indicateur de la place et du poids économique des architectes dans les marchés de la construction.

Taux de pénétration selon le secteur public et privé

Travaux de pénétration du secteur public et du secteur public (1998-2006)

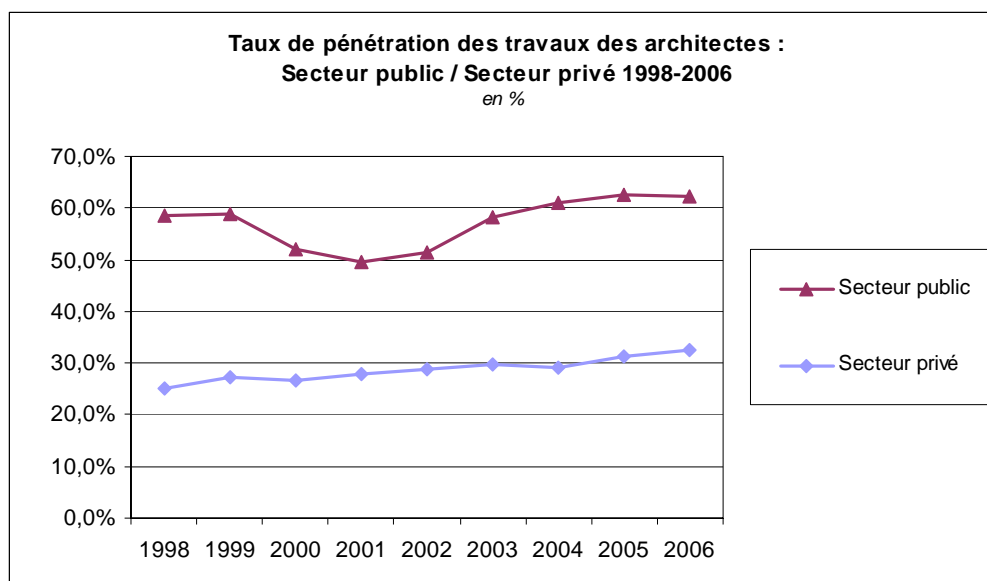
Montants H.T. exprimés en milliards d'euros courants

| Année | Secteur public | | | Secteur privé | | |
|-------|--|--------------------------------------|------------------------------------|--|--------------------------------------|-----------------------------------|
| | Montants des travaux des architectes (1) | Montants des travaux du bâtiment (2) | Taux de pénétration secteur public | Montants des travaux des architectes (1) | Montants des travaux du bâtiment (2) | Taux de pénétration secteur privé |
| 1998 | 7,5 | 12,8 | 58,6% | 13,7 | 54,8 | 25,0% |
| 1999 | 8,0 | 13,7 | 58,8% | 16,5 | 60,2 | 27,3% |
| 2000 | 8,5 | 16,3 | 52,0% | 17,6 | 66,1 | 26,7% |
| 2001 | 8,5 | 17,2 | 49,7% | 19,4 | 69,6 | 27,8% |
| 2002 | 8,5 | 16,6 | 51,4% | 21,0 | 72,6 | 28,9% |
| 2003 | 9,7 | 16,7 | 58,2% | 22,1 | 74,1 | 29,8% |
| 2004 | 10,8 | 17,8 | 60,9% | 23,4 | 80,3 | 29,1% |
| 2005 | 11,8 | 18,8 | 62,5% | 27,1 | 86,5 | 31,4% |
| 2006 | 13,1 | 21,0 | 62,2% | 30,9 | 95,1 | 32,5% |

(1) Travaux déclarés par les architectes adhérents de la MAF

(2) FFB Production bâtiment

Source : MAF – LET



Source : MAF – LET

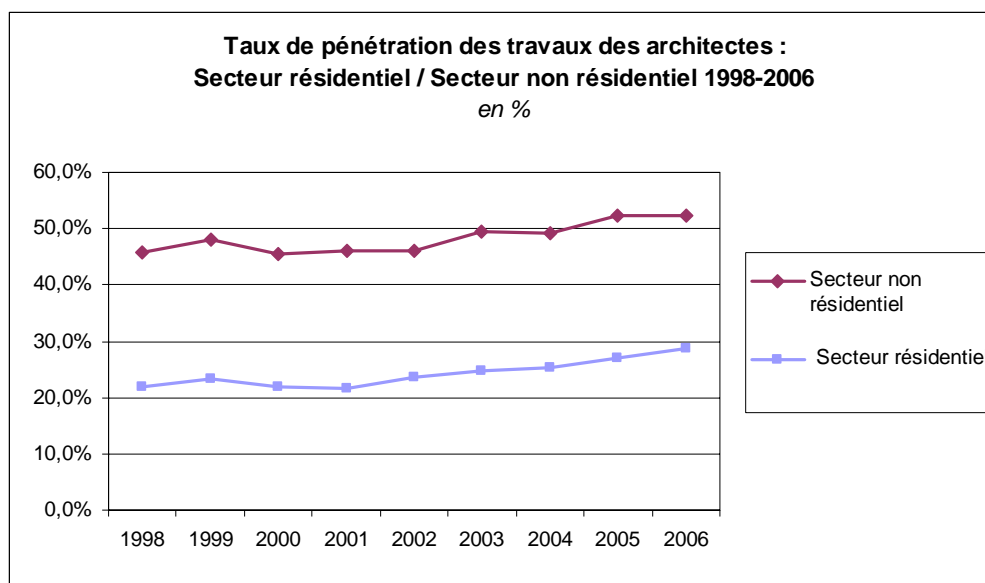
En 2006, les architectes réalisent leur meilleur taux de pénétration dans les marchés du secteur public, alors que ceux-ci ne représentent que moins de 30% du volume de leurs travaux. Cette présence a néanmoins assez largement varié au cours de la période 1998-2006. Sur les dernières années elle réalisait des scores particulièrement importants.

A l'inverse, le taux de pénétration des architectes dans les marchés privés n'est que de 32,5% en 2006, alors qu'ils y réalisent 70,3% de leurs travaux. On note cependant une courbe plus régulière et l'amélioration constante de la présence des architectes dans la commande privée (de 25% à 32,5% de 1998 à 2006).

Taux de pénétration selon le secteur résidentiel/non résidentiel (1999-2006)

| Année | Taux de pénétration des travaux des architectes secteur résidentiel | Taux de pénétration des travaux des architectes secteur non-résidentiel |
|-------|---|---|
| 1998 | 21,9% | 45,7% |
| 1999 | 23,2% | 48,0% |
| 2000 | 21,8% | 45,6% |
| 2001 | 21,7% | 46,2% |
| 2002 | 23,6% | 46,0% |
| 2003 | 24,8% | 49,6% |
| 2004 | 25,3% | 49,1% |
| 2005 | 27,0% | 52,4% |
| 2006 | 28,7% | 52,4% |

Source : MAF – LET



Source : MAF- LET

Les architectes ont bénéficié de la croissance des secteurs résidentiel et non résidentiel, dans lesquels ils ont amélioré leur position. L'année 2006 aura même permis de battre un record pour le taux de pénétration dans le secteur du logement avec un taux jamais atteint sur les 15 dernières années.

Taux de pénétration selon le type de travaux

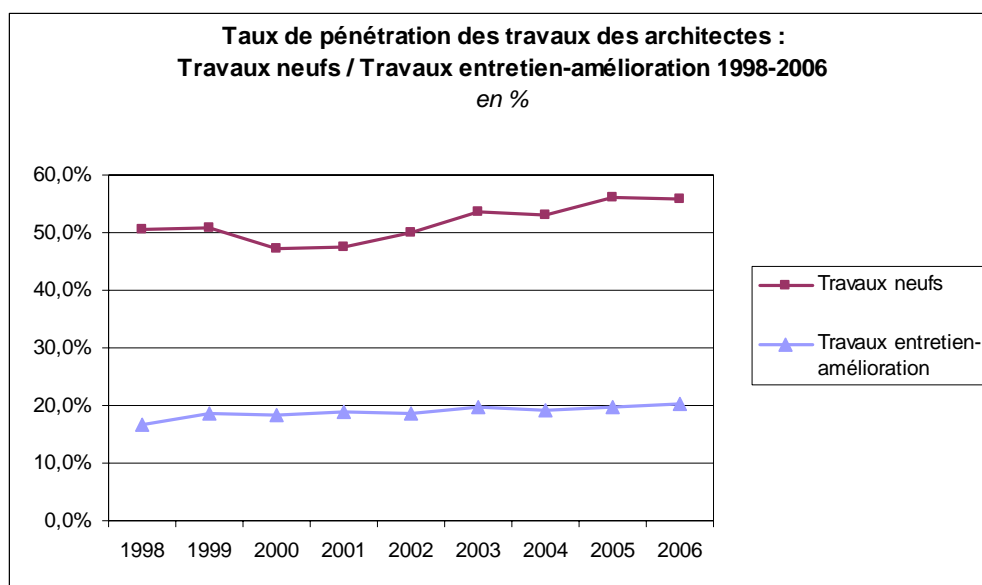
Montant des travaux neuf/entretien amélioration et taux de pénétration (1999-2006)

Montants exprimés en milliards d'euros courants

| Année | Montants des travaux des architectes- Travaux neufs | Montants des travaux du bâtiment Travaux neufs | Taux de pénétration des travaux des architectes Travaux neufs | Montants des travaux des architectes. Entretien-amélioration | Montants des travaux du bâtiment. Entretien-amélioration | Taux de pénétration des travaux des architectes Entretien-amélioration |
|-------|---|--|---|--|--|--|
| 1998 | 14,8 | 29,2 | 50,6% | 6,4 | 38,4 | 16,7% |
| 1999 | 17,0 | 33,6 | 50,8% | 7,5 | 40,4 | 18,5% |
| 2000 | 17,9 | 37,9 | 47,3% | 8,2 | 44,4 | 18,4% |
| 2001 | 19,2 | 40,6 | 47,4% | 8,7 | 46,2 | 18,8% |
| 2002 | 20,5 | 41,0 | 49,9% | 9,0 | 48,1 | 18,6% |
| 2003 | 21,9 | 41,0 | 53,5% | 9,9 | 49,8 | 19,8% |
| 2004 | 24,1 | 45,5 | 53,1% | 10,1 | 52,6 | 19,1% |
| 2005 | 28,0 | 50,0 | 56,0% | 10,9 | 55,3 | 19,7% |
| 2006 | 32,2 | 57,7 | 55,8% | 11,8 | 58,4 | 20,3% |

Source : chiffres de la MAF (travaux déclarés par les Architectes adhérents de la MAF et FFB : production Bâtiment) - LET

La commande globale de travaux d'amélioration/entretien qui rassemble une grande diversité de travaux, est en progression continue depuis 1990 (de 31,2 milliards d'euros à 58,4 en 2006 sans arrêt de croissance) et s'inscrit dans une logique plus structurelle que conjoncturelle repérable sur la longue durée. A l'inverse, la commande de travaux neufs connaît des variations plus amples. Or, en 2006 les travaux neufs ont représenté 73% de l'activité des architectes.



Source : MAF- LET

En 2006, les architectes couvrent 55,8% (soit un volume de 32,2 milliards d'euros) du montant total des travaux de construction neuve, tandis qu'ils traitent 20,3% des travaux d'entretien-amélioration (soit 11,8 milliards d'euros). Aussi, s'ils ont là encore conforté une position et profité de la croissance de ces deux secteurs, leur place dans la commande d'entretien-amélioration a progressé moins vite que dans la commande neuve.

2.1.6. Les types de missions

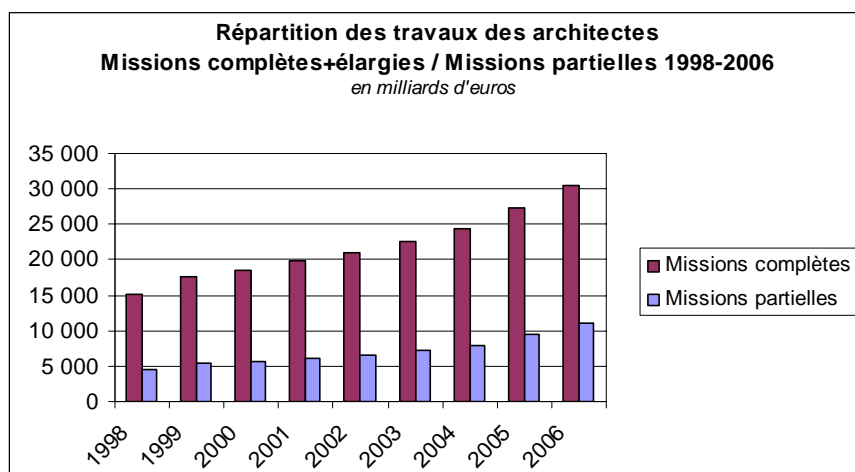
Missions complètes et missions partielles¹⁷

Montants exprimés en millions d'euros

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Missions complètes et élargies | 15 232 | 17 520 | 18 617 | 19 931 | 20 990 | 22 652 | 24 494 | 27 354 | 30 461 |
| % de variation annuelle | | 15,0% | 6,3% | 7,1% | 5,3% | 7,9% | 8,1% | 11,7% | 11,4% |
| Missions partielles | 4 506 | 5 341 | 5 689 | 6 052 | 6 584 | 7 283 | 7 828 | 9 489 | 11 001 |
| % de variation annuelle | | 18,5% | 6,5% | 6,4% | 8,8% | 10,6% | 7,5% | 21,2% | 15,9% |
| Complètes/élargies + Partielles | 19 738 | 22 861 | 24 306 | 25 983 | 27 574 | 29 935 | 32 322 | 36 843 | 41 462 |
| Non spécifié | 1 457 | 1 630 | 1 789 | 1 927 | 1 889 | 1 862 | 1 884 | 2 042 | 2 581 |
| Total Général | 21 195 | 24 491 | 26 095 | 27 910 | 29 463 | 31 797 | 34 206 | 38 885 | 44 043 |

Source : MAF-LET

¹⁷ Mission complète = mission de base de maîtrise d'œuvre de bâtiment (références contrat type du CNOA 2001 et loi MOP décret 93-1268 du 29/11/93). Mission complète élargie = mission de base + études d'exécution et/ou ordonnancement, coordination et pilotage de chantiers (OPC) etc. Mission partielle = mission de conception générale sans direction de travaux ou limitée au projet architectural nécessaire à la demande de permis de construire.



Ici, missions complètes = missions complètes + élargies
Source : MAF-LET

La part de missions complètes reste largement majoritaire sur la période, avec une légère régression dans les années les plus récentes.

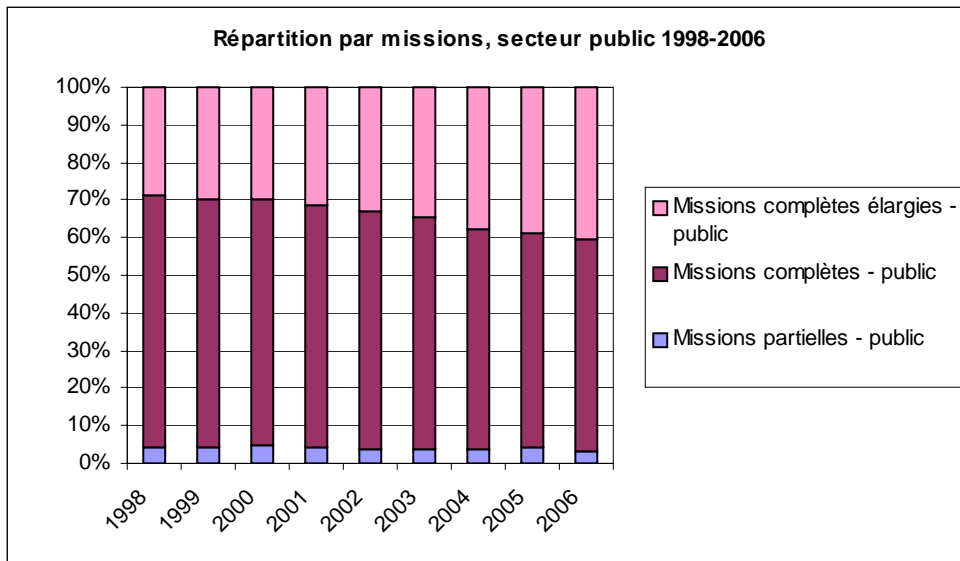
Répartition des missions selon le type de maîtrise d'ouvrage (MOA)

Montants exprimés en millions d'euros.

| Missions complètes | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| MOA privée | 7 589 | 9 193 | 9 871 | 10 830 | 11 757 | 11 985 | 12 269 | 14 008 | 15 492 |
| MOA publique | 4 653 | 4 902 | 5 178 | 5 143 | 5 023 | 5 663 | 6 013 | 6 379 | 6 941 |
| TOTAL Missions complètes | 12 242 | 14 095 | 15 049 | 15 973 | 16 780 | 17 648 | 18 282 | 20 387 | 22 433 |
| Missions complètes élargies | | | | | | | | | |
| MOA privée | 1 003 | 1 183 | 1 230 | 1 477 | 1 579 | 1 840 | 2 378 | 2 627 | 3 062 |
| MOA publique | 1 987 | 2 242 | 2 338 | 2 481 | 2 631 | 3 164 | 3 834 | 4 340 | 4 966 |
| TOTAL MC élargies | 2 990 | 3 425 | 3 568 | 3 958 | 4 210 | 5 004 | 6 212 | 6 967 | 8 028 |
| TOTAL MC et MC élargies | 15 232 | 17 520 | 18 617 | 19 931 | 20 990 | 22 652 | 24 494 | 27 354 | 30 461 |
| Missions partielles | | | | | | | | | |
| MOA privée | 4 202 | 5 021 | 5 311 | 5 721 | 6 274 | 6 962 | 7 471 | 9 033 | 10 591 |
| MOA publique | 304 | 320 | 378 | 331 | 310 | 321 | 357 | 456 | 410 |
| TOTAL missions partielles | 4 506 | 5 341 | 5 689 | 6 052 | 6 584 | 7 283 | 7 828 | 9 489 | 11 001 |

Source : MAF-LET

Tous les types de missions des architectes progressent. Mais il faut noter que la plus forte progression concerne les missions partielles qui croissent de plus de 20% en 2005, portées notamment par le secteur privé. C'est donc une présence forte des architectes sur des missions variées avec et sans exécution. La progression de l'ensemble du secteur de la construction aura permis à la profession d'améliorer sa place dans le secteur des prestations intellectuelles et de la conforter dans les autres. La commande publique génère quant à elle essentiellement des missions complètes et élargies.



Source : MAF-LET



Source : MAF-LET

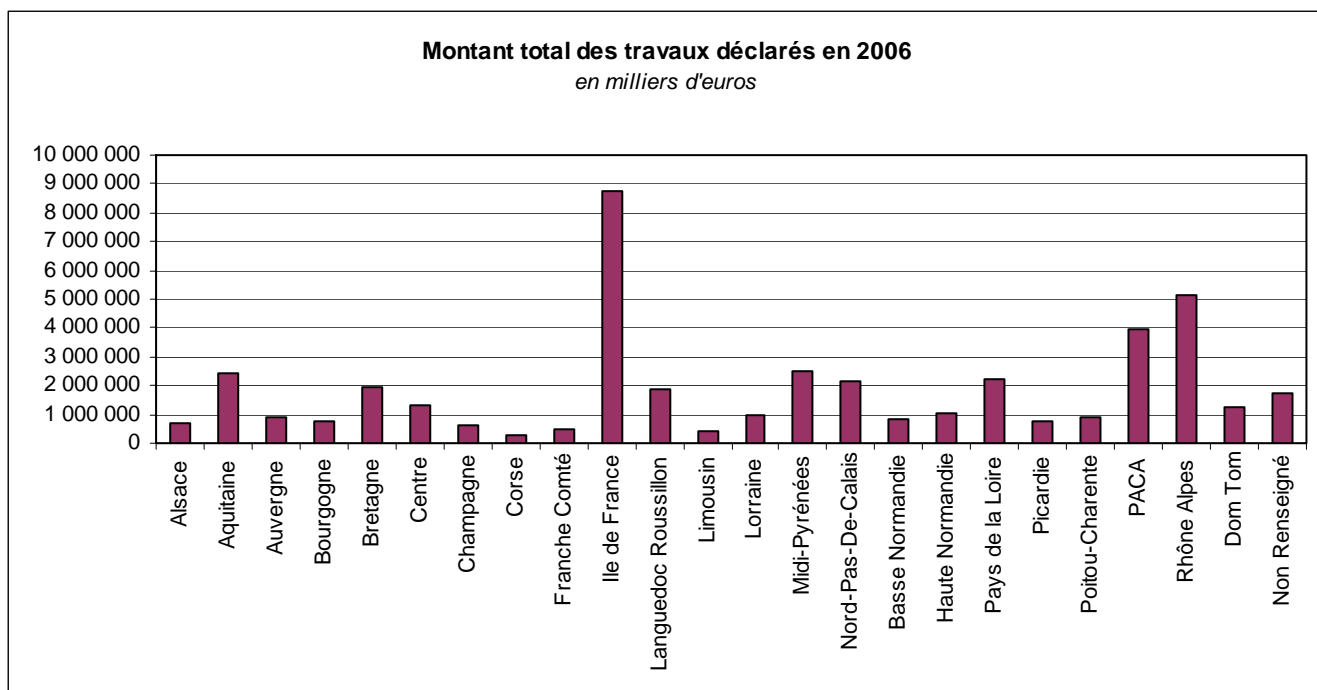
2.1.7. Répartition des travaux selon la région du chantier

Montant des travaux réalisés en 2006 par les architectes selon la région du chantier

Montants exprimés en milliers d'euros.

| Régions | Total Travaux déclarés en 2006 |
|----------------------|-----------------------------------|
| Alsace | 722 713 |
| Aquitaine | 2 414 678 |
| Auvergne | 901 100 |
| Bourgogne | 786 022 |
| Bretagne | 1 966 926 |
| Centre | 1 305 556 |
| Champagne | 644 898 |
| Corse | 253 261 |
| Franche Comté | 468 982 |
| Ile de France | 8 763 955 |
| Languedoc Roussillon | 1 896 363 |
| Limousin | 397 872 |
| Lorraine | 960 810 |
| Midi-Pyrénées | 2 505 723 |
| Nord-Pas-De-Calais | 2 139 297 |
| Basse Normandie | 843 947 |
| Haute Normandie | 1 010 948 |
| Pays de la Loire | 2 243 730 |
| Picardie | 771 926 |
| Poitou-Charente | 921 906 |
| PACA | 3 953 924 |
| Rhone Alpes | 5 167 457 |
| Dom Tom | 1 264 171 |
| Non Renseigné | 1 735 964 |
| Total | 44 042 130 |

Source : MAF-LET



Source : MAF-LET

La distribution des travaux des architectes selon la région de chantier est sans grande surprise (à l'exception de la région Nord-Pas de Calais déjà notée dans la première partie de cet ouvrage) : c'est dans les régions où l'on trouve le plus d'architectes et les plus peuplées que les architectes construisent le plus.

2.2. Activités et emploi

Avertissement : Cette partie regroupe des données hétérogènes. Les populations concernées diffèrent selon la source : adhérents de la CIPAV, entreprises de la classe Activités d'architecture de L'INSEE, architectes répertoriés par l'enquête emploi de l'INSEE. Seules les données du CNOA portent sur les architectes inscrits à l'ordre (cf. Annexe sources et définitions).

2.2.1. Revenus et activités

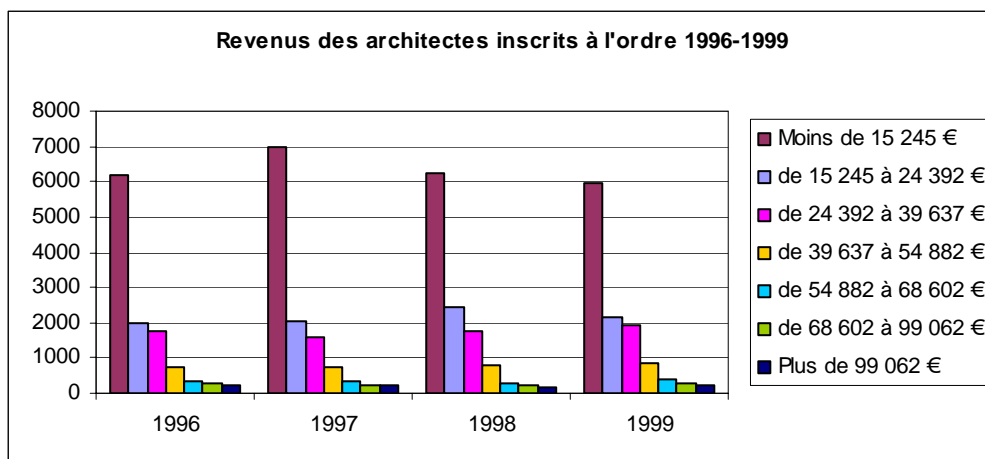
Revenus

Jusqu'en 1999, le CNOA a enregistré des informations concernant les revenus des architectes libéraux. Les informations qui ont pu être rassemblées ici sur la période 1996-1999 à partir de la base CNOA montrent principalement deux choses : d'une part une relative stabilité de la structure de la distribution dans le temps, d'autre part c'est encore près de 70% des architectes qui déclarent un revenu inférieur à 24 392 euros en 1999, tandis que seule une proportion, stable dans le temps, de près de 2% des professionnels se situe dans la tranche la plus élevée de revenus (supérieure à 99 062 euros). Enfin, notons que le revenu médian sur la période correspond à la tranche de revenu la plus faible (inférieur à 15 245 euros).

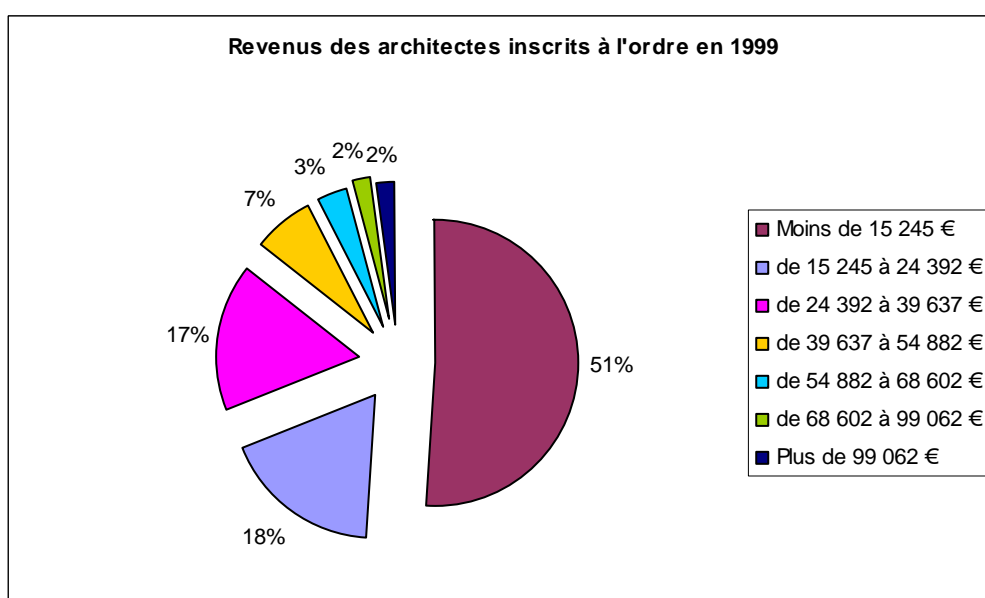
Revenus des architectes inscrits à l'ordre (BNC) 1996-1999

| | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 |
|--|-------|-------|-------|-------|
| Moins de 15 245 € | 6191 | 6988 | 6235 | 5942 |
| de 15 245 à 24 392 € | 1990 | 2027 | 2445 | 2130 |
| de 24 392 à 39 637 € | 1737 | 1582 | 1761 | 1934 |
| de 39 637 à 54 882 € | 736 | 716 | 770 | 830 |
| de 54 882 à 68 602 € | 353 | 325 | 311 | 382 |
| de 68 602 à 99 062 € | 284 | 240 | 209 | 271 |
| Plus de 99 062 € | 208 | 200 | 186 | 218 |
| Nombre de cotisants en exercice en libéral | 11499 | 12078 | 11917 | 11707 |

Source : CNOA-LET



Source : CNOA-LET



Source : CNOA-LET

Aujourd'hui ces données sur les revenus ne sont plus enregistrées par le CNOA du fait de la mise en place d'un nouveau système de calcul des cotisations. Ainsi les sources actuellement disponibles sur les revenus sont celles de la CIPAV pour les architectes et de l'INSEE, pour les entreprises du secteur "Activités d'architecture".

Les distributions par tranche de revenu (mesuré par le BNC annuel déclaré) de 1999 à 2005 peuvent être reconstituées à partir des données établies sur la base des déclarations à la CIPAV. Celles présentées ci après portent sur le suivi des 19 448 architectes adhérents à la CIPAV en 2005 dont on a pu reconstituer les déclarations à la CIPAV sur la période retenue. Ne sont pas pris en compte les adhérents « sortis » ou « entrés » dans la période. Sont donc, par exemple, ici exclus les architectes n'ayant adhéré qu'une seule année durant la période d'observation.

Nombre d'architectes par tranches de revenu de 1999 à 2005 (BNC annuel déclaré à la Cipav)

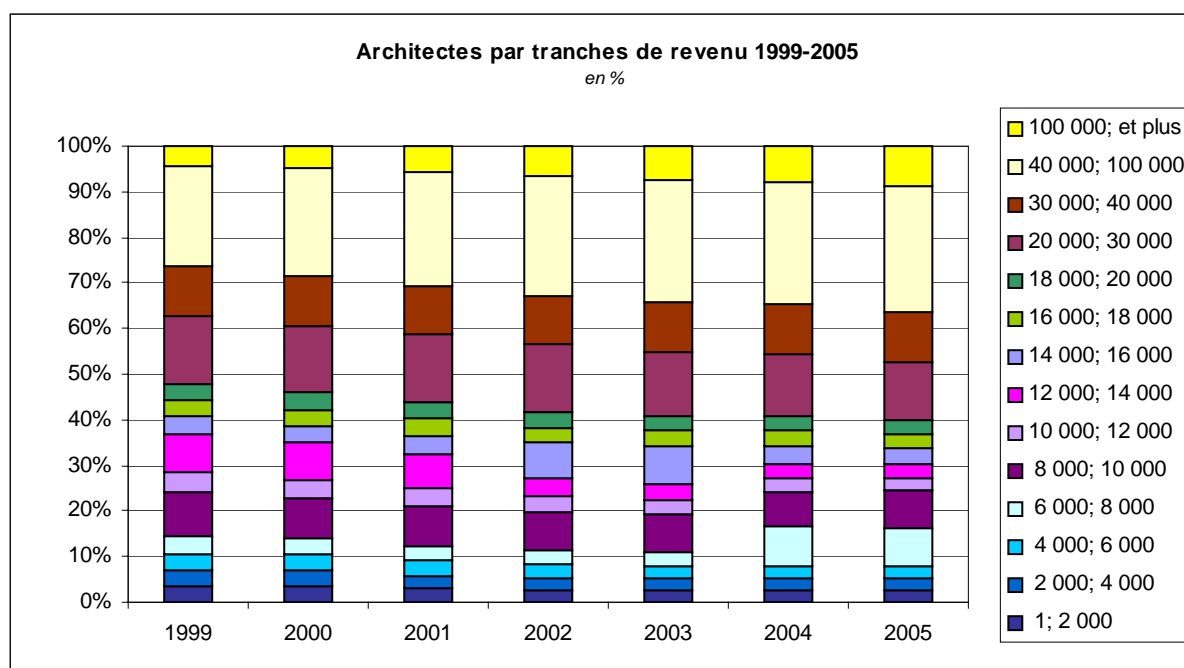
Evolution des revenus des architectes adhérents sur la totalité de la période en euros

| Tranche de revenu (euros) | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 1; 2 000 | 390 | 400 | 354 | 324 | 334 | 403 | 391 |
| 2 000; 4 000 | 400 | 402 | 372 | 369 | 359 | 361 | 383 |
| 4 000; 6 000 | 385 | 429 | 389 | 387 | 399 | 397 | 402 |
| 6 000; 8 000 | 417 | 429 | 415 | 392 | 413 | 1235 | 1292 |
| 8 000; 10 000 | 1080 | 1036 | 1094 | 1095 | 1069 | 1085 | 1224 |
| 10 000; 12 000 | 440 | 453 | 453 | 472 | 469 | 451 | 428 |
| 12 000; 14 000 | 931 | 950 | 960 | 460 | 462 | 441 | 478 |
| 14 000; 16 000 | 424 | 453 | 454 | 1030 | 1084 | 534 | 515 |
| 16 000; 18 000 | 394 | 395 | 487 | 415 | 475 | 484 | 454 |
| 18 000; 20 000 | 383 | 442 | 425 | 442 | 454 | 439 | 461 |
| 20 000; 30 000 | 1657 | 1730 | 1860 | 1955 | 1884 | 1969 | 1962 |
| 30 000; 40 000 | 1204 | 1291 | 1306 | 1378 | 1499 | 1558 | 1632 |
| 40 000; 100 000 | 2395 | 2756 | 3078 | 3383 | 3609 | 3885 | 4197 |
| 100 000; et plus | 491 | 574 | 724 | 852 | 976 | 1122 | 1333 |
| Non communiqué* | 8457 | 7708 | 7077 | 6494 | 5962 | 5084 | 4296 |
| Total | 19448 | 19448 | 19448 | 19448 | 19448 | 19448 | 19448 |

Source : CIPAV-LET

L'évolution du nombre d'architectes par tranches de revenu durant cette période montre deux évolutions sensibles dans la distribution.

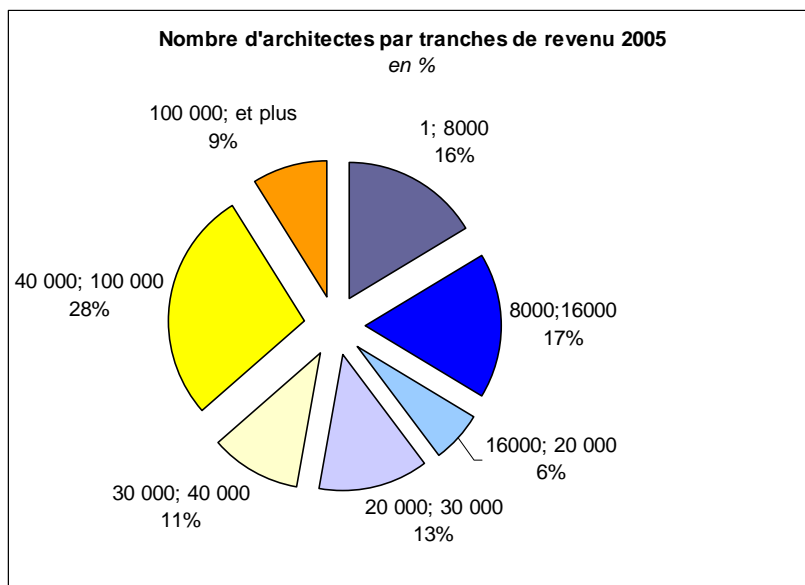
D'abord, une augmentation du revenu médian qui passe de 20 000 euros en 1999 à 30 000 en 2005. Ensuite, une nouvelle distribution dans laquelle le nombre d'architectes aux plus faibles revenus (les 3 premières classes : de 1 à 6 000 euros) reste stable tandis que les deux classes situées à l'autre extrémité de la répartition voient leur nombre d'architectes croître. Ce qu'exprime le graphique ci-dessous en restituant la distribution en pourcentage.



Afin de faciliter la lecture du graphique, la classe "revenu non communiqué" est ici exclue

Source : CIPAV-LET

Distribution des revenus en 2005 en tranches simplifiées de revenus



La classe "revenu non communiqué" est exclue.
Source : CIPAV-LET

La distribution par BNC de l'année 2005 confirme la partition qui se met en place dans la période 1999-2005. C'est ainsi près de 50% des architectes cotisants à la CIPAV qui dispose d'un revenu annuel compris entre 30 000 et + de 100 000 euros. On notera toutefois le contraste entre les 9% des architectes dégagant un revenu de 100 000 euros et plus, et les 52% des architectes qui se situent en dessous de 30 000 euros.

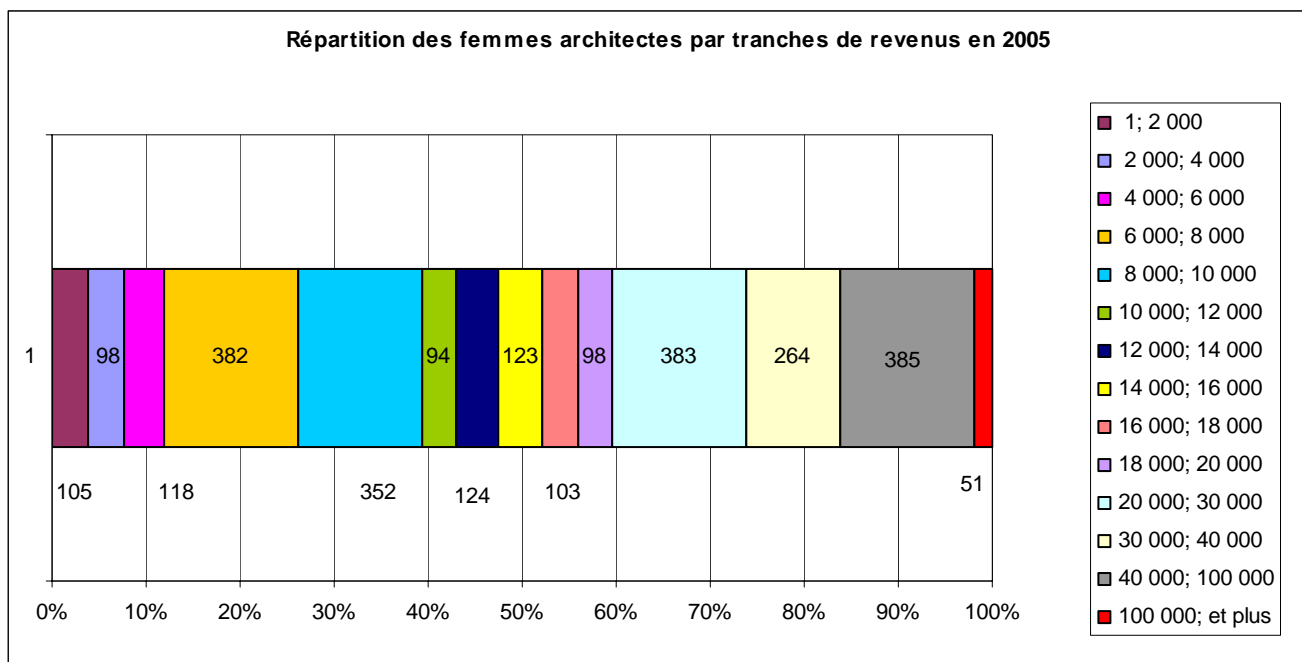
Répartition des architectes par tranches de revenus selon le sexe en 2005

| Tranche de revenu 2005 | Nb femmes | Nb hommes |
|------------------------|--------------|--------------|
| 1; 2 000 | 105 | 286 |
| 2 000; 4 000 | 98 | 285 |
| 4 000; 6 000 | 118 | 284 |
| 6 000; 8 000 | 382 | 910 |
| 8 000; 10 000 | 352 | 872 |
| 10 000; 12 000 | 94 | 334 |
| 12 000; 14 000 | 124 | 354 |
| 14 000; 16 000 | 123 | 392 |
| 16 000; 18 000 | 103 | 351 |
| 18 000; 20 000 | 98 | 363 |
| 20 000; 30 000 | 383 | 1579 |
| 30 000; 40 000 | 264 | 1368 |
| 40 000; 100 000 | 385 | 3812 |
| 100 000; et plus | 51 | 1282 |
| Total | 2 680 | 12472 |

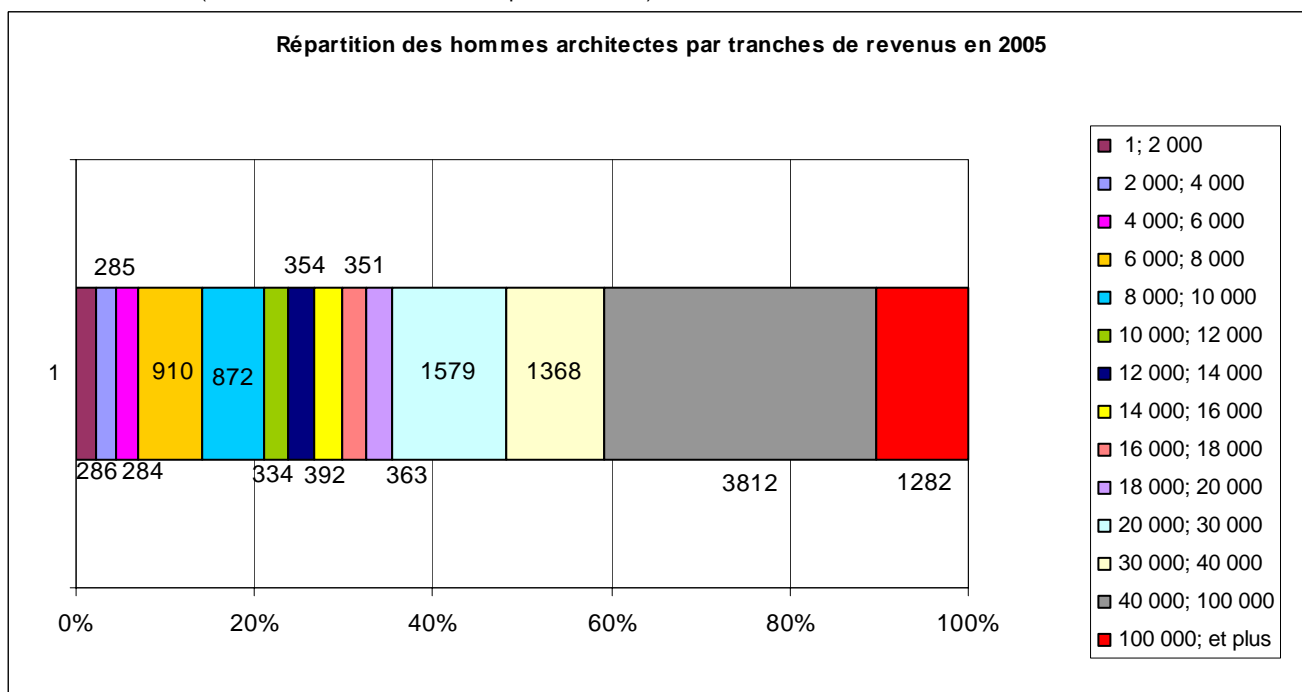
La classe "revenu non communiqué" est exclue.
Source : CIPAV-LET

Sur les 15 152 architectes dont le revenu est connu en 2005, 2 680 sont des femmes et 12 472 sont des hommes. Soit 82,3 % d'hommes et 17,7% de femmes là où le CNOA recense 80,7% d'hommes et 19,3% de femmes inscrits pour la même année.

On peut observer une grande disparité de revenu entre les effectifs féminins et masculins. Ainsi, si le revenu médian des hommes architectes est de 30 000, il est en revanche de 15 000 euros pour les femmes architectes. Comme l'illustre les graphes de répartition pour l'année 2005, 40% de l'effectif des architectes femmes déclare un revenu supérieur à 20 000 euros quand, à l'opposé, 40% de l'effectif masculin déclare un revenu supérieur à 40 000 euros.



Source : CIPAV-LET (la classe "revenu non communiqué" est exclue)



Source : CIPAV-LET (la classe "revenu non communiqué" est exclue)

Chiffre d'affaires selon la taille des entreprises d'architecture

Les données établies par la DCASPL concernent les entreprises libérales sur la base de la nomenclature INSEE NAF (code APE) : classe « 74.2 A » dite « Activités d'architecture ». Cette classe comprend : « L'établissement des projets architecturaux à partir du programme défini par le maître d'ouvrage et l'exercice de la maîtrise d'œuvre, tant en ce qui concerne les bâtiments que les aménagements intérieurs ou extérieurs ; le conseil aux maîtres d'ouvrage pour la définition de leur programme ; le conseil et les études en matière d'aménagement urbain et paysager ; la conduite des opérations de gros entretien dans les immeubles, pour le compte des propriétaires. Cette classe comprend aussi les experts en architecture. Cette classe ne comprend pas la construction de maisons individuelles et les architectes d'intérieur ». En 2006, cette classe d'activités regroupait 26 800 établissements (pour mémoire, la même année, le Cnoa recensait 23 912 architectes libéraux ou associés et 1080 architectes salariés inscrits au tableau de l'ordre). Les données de la DCASPL permettent de situer les entreprises de ce secteur par rapport aux autres activités libérales, notamment aux entreprises libérales d'ingénierie et des études techniques¹⁸.

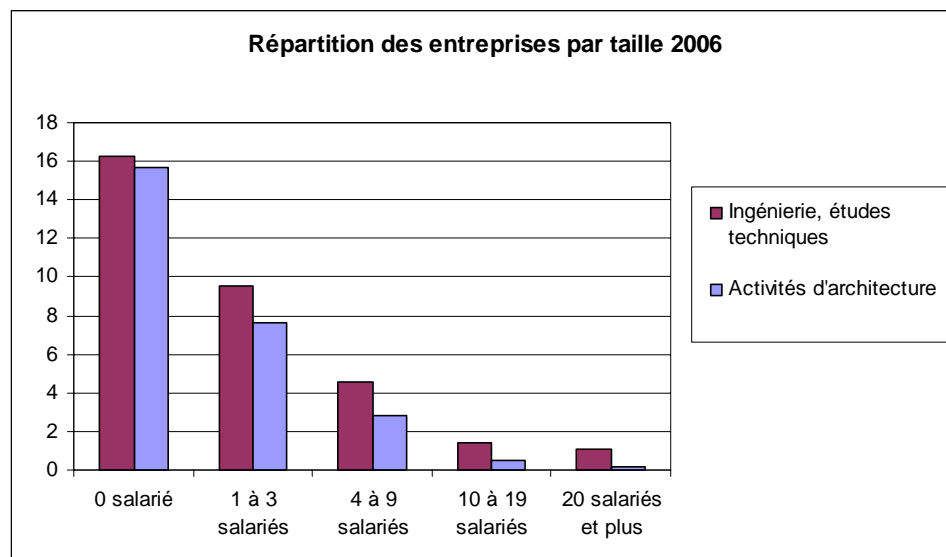
Taille des entreprises

Répartition des entreprises selon la taille en 2006

Nombre d'entreprises exprimé en milliers

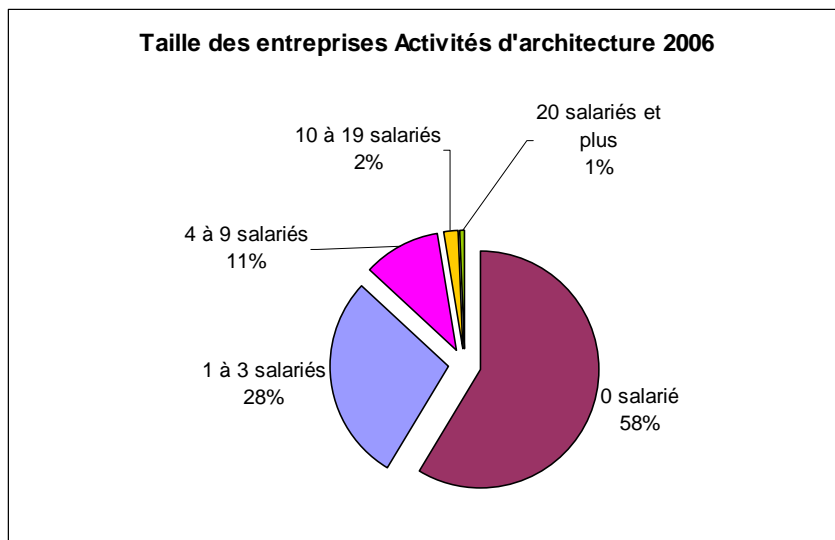
| | 0 salarié | 1 à 3 salariés | 4 à 9 salariés | 10 à 19 salariés | 20 salariés et plus | Ensemble |
|-------------------------------|-----------|----------------|----------------|------------------|---------------------|----------|
| Activités d'architecture | 15,68 | 7,59 | 2,85 | 0,5 | 0,14 | 26,75 |
| Ingénierie, études techniques | 16,23 | 9,54 | 4,6 | 1,42 | 1,04 | 32,82 |

Source : DCASPL-LET



Source : DCASPL-LET

¹⁸ Voir sources et définitions en annexe.



Source : DCASPL-LET

Les entreprises des "Activités d'architecture" sont de petite taille : près de 60% d'entre elles n'emploient aucun salarié et moins d'un tiers de 1 à 3 salariés. Au total 88% des entreprises ont de 0 à 3 salariés.

Chiffre d'affaires selon la taille des entreprises

Le chiffre d'affaires réalisé par l'ensemble des entreprises libérales du secteur des "Activités d'architecture" est de 5,6 milliards d'euros en 2006. La part qu'y prennent les entreprises varie selon leur taille.

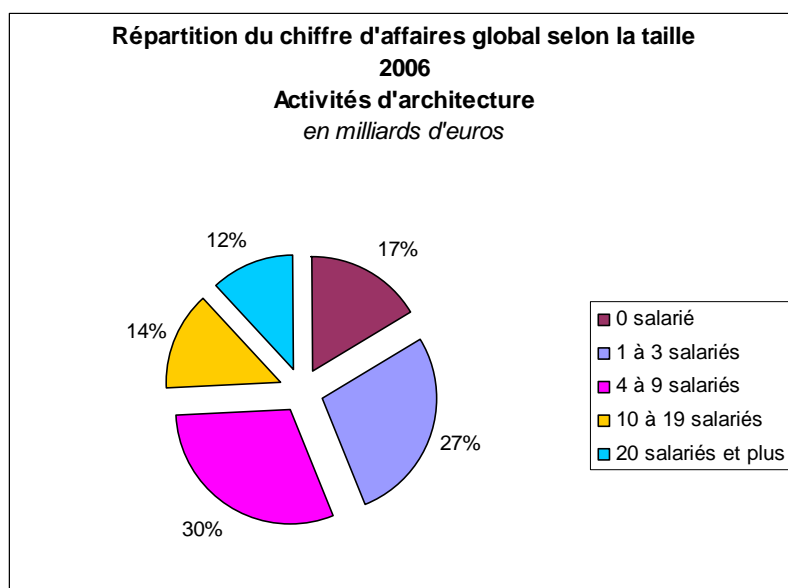
Répartition du chiffre d'affaires selon la taille en 2006

En milliards d'euros

| | 0 salarié | 1 à 3 salariés | 4 à 9 salariés | 10 à 19 salariés | 20 salariés et plus | Ensemble |
|--------------------------|-----------|----------------|----------------|------------------|---------------------|----------|
| Activités d'architecture | 0,93 | 1,51 | 1,69 | 0,77 | 0,66 | 5,56 |

Source : DCASPL-LET

L'observation de la distribution du chiffre d'affaires de l'année 2006 en fonction de la taille des entreprises montre que ce ne sont pas les structures qui comptent le plus de salariés qui contribuent le plus au chiffre d'affaires global du secteur. *A contrario*, ce sont les entreprises de 1 à 3 et 4 à 9 salariés qui à elles seules représentent plus de 50% du chiffre d'affaires global. Un tiers du chiffre d'affaires de l'ensemble est réalisé par les entreprises de 4 à 9 salariés et presque autant par celles employant 20 salariés et plus. Les premières représentent que 11% et les secondes 1% du nombre des entreprises considérées.



Source : DCASPL-LET

Le chiffre d'affaires moyen du secteur des activités d'architecture est très inférieur à celui réalisé par les entreprises d'ingénierie. Comparé à d'autres entreprises libérales en 2006, il se situe en avant dernière position devant les « Activités de conseil pour les affaires et la gestion ». Ainsi, le chiffre d'affaires moyen des activités d'architecture se situe à près de 50% en dessous de la moyenne des entreprises libérales de service citées ici.

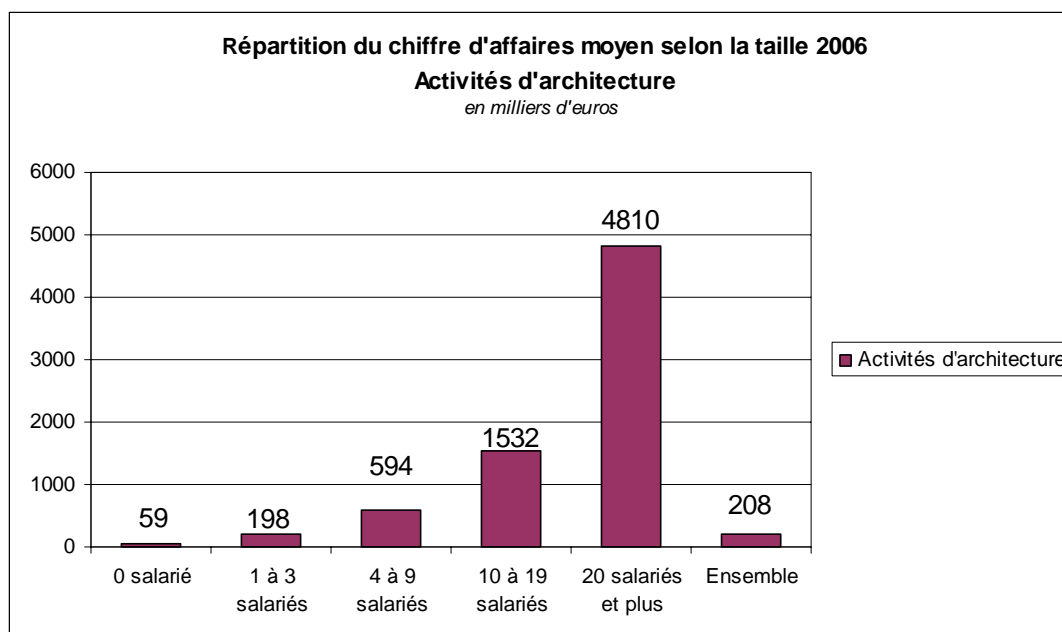
Répartition du chiffre d'affaires moyen selon l'activité en 2006 (secteur libéral)

En milliers d'euros

| | Ensemble |
|--|----------|
| Services rendus aux entreprises | 416 |
| Conseils en système informatique, réalisation de logiciels | 789 |
| Activités juridiques | 380 |
| Activités comptables | 573 |
| Études de marché, sondages | 547 |
| Conseils pour les affaires et la gestion | 199 |
| Activités d'architecture | 208 |
| Métreurs, géomètres | 346 |
| Ingénierie, études techniques | 659 |

Source : DCASPL-LET

Le chiffre d'affaires moyen des entreprises du secteur Activités d'architecture varie selon la taille des entreprises. Les différences sont notables si on compare avec les entreprises libérales du secteur Ingénierie et études techniques.



Source : DCASPL-LET

Répartition du chiffre d'affaires moyen selon la taille en 2006

En milliers d'euros

| | 0 salarié | 1 à 3 salariés | 4 à 9 salariés | 10 à 19 salariés | 20 salariés et plus | Ensemble |
|-------------------------------|-----------|----------------|----------------|------------------|---------------------|----------|
| Activités d'architecture | 59 | 198 | 594 | 1532 | 4810 | 208 |
| Ingénierie, études techniques | 107 | 227 | 731 | 1661 | 11494 | 659 |

Source : DCASPL-LET

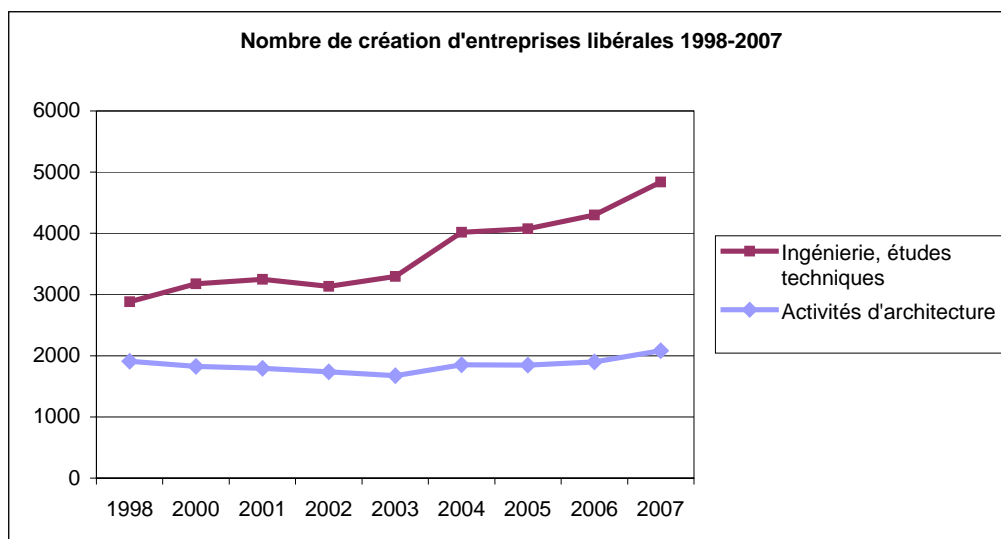
Création d'entreprises

Compte tenu de la période de croissance du secteur du Bâtiment entre 1998 et 2007, il convient de connaître le nombre et le rythme des créations d'entreprises du secteur Activités d'architecture. Or sur ce point, on constate que, comparé au secteur libéral de l'ingénierie, le rythme de création annuel des entreprises ayant des activités d'architecture est resté inférieur à 2000 unités jusqu'en 2007, lorsqu'il a presque doublé dans le secteur de l'ingénierie avec une courbe en forte croissance dès l'année 2002.

Nombre de création d'entreprises libérales en métropole

| | 1998 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|-------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Activités d'architecture | 1908 | 1824 | 1793 | 1739 | 1674 | 1851 | 1847 | 1899 | 2081 |
| Ingénierie, études techniques | 2882 | 3173 | 3249 | 3135 | 3295 | 4017 | 4077 | 4299 | 4838 |

Source : DCASPL-LET



Source : DCASPL-LET

2.2.2. Emploi et marché du travail

Le poids économique de la profession d'architecte et de ses activités ne se mesure pas seulement à partir de la connaissance de sa place dans l'économie de la construction mais aussi de son rôle au niveau du marché du travail. Il faut là distinguer deux dimensions : le poids du marché du travail que représentent les activités d'architecture (quels que soient les emplois : architectes ou non) d'une part et la place et les positions que représentent et occupent les architectes salariés, d'autre part. Si la première dimension offre un indice du dynamisme et du poids économique d'un secteur (sa capacité « d'emploiement »), la seconde (« le marché du travail des architectes ») est essentielle pour la compréhension des mécanismes d'insertion et d'adaptation des architectes diplômés.

Recensement des emplois et des salariés

Source DCASPL sauf autres indications

L'enquête emploi de l'INSEE recense en 2005 une population totale de 37 100 architectes (pour mémoire, le CNOA compte en 2005 un effectif d'inscrits de 28 035 individus) composée de 27 454 architectes non salariés (74%) et 9 646 architectes salariés (26%). Parmi les salariés 73% disposent d'un emploi à durée déterminé¹⁹.

¹⁹ Pour mémoire, l'IFOP compte dans son sondage en 2005 pour le CNOA, 52% d'agences de 0 salarié, pour une moyenne de 2 salariés par agence.

Nombre total d'architectes et part des salariés selon l'Insee, enquête emploi 2005

| Nb total d'architectes | Hommes | Femmes | Non Salariés | Salariés | Dont emplois à durée déterminée | Dont emplois à durée indéterminée |
|------------------------|--------|--------|--------------|----------|---------------------------------|-----------------------------------|
| 37 100 | 28 196 | 8 904 | 27 454 | 9 646 | 7 042 | 2 604 |
| En % | 76 | 24 | 74 | 26 | 73 | 27 |

Source : INSEE-DEPS-LET

Entreprises et emplois du secteur Activités d'architecture en 2006

| | Nb d'entreprises Milliers | Effectifs salariés Milliers | Personnes occupées Milliers | Frais de personnel* Milliards d'euros |
|--------------------------|------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--|
| Activités d'architecture | 26,8 | 39,6 | 65,9 | 2 |

*y compris les charges sociales des non salariés

Source : DCASPL-LET

Le secteur "Activités d'architecture" représente en 2006 un effectif de 26 800 établissements employant un effectif total de salariés (architectes et autres) de 39 600 personnes, pour un nombre total de personnes occupées de 65 900.

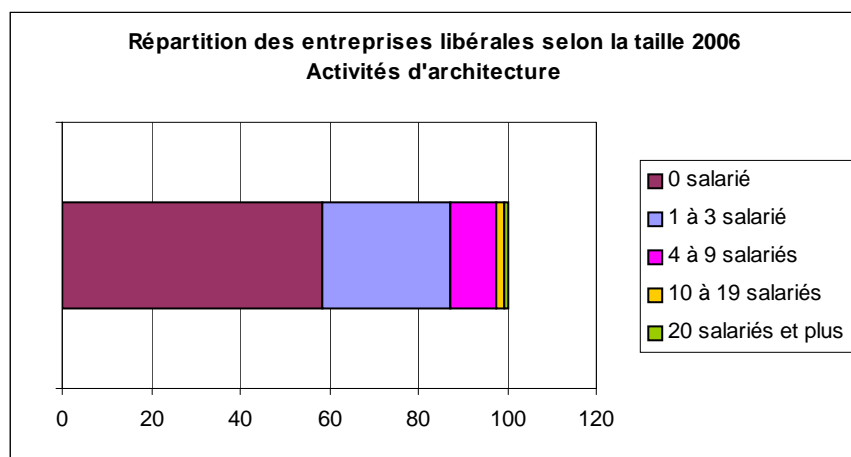
Répartition des entreprises libérales selon la taille en 2006

En milliers d'entreprises

| | 0 salarié | 1 à 3 salariés | 4 à 9 salariés | 10 à 19 salariés | 20 salariés et plus | Nombre total d'entreprises |
|--------------------------|-----------|----------------|----------------|------------------|---------------------|----------------------------|
| Activités d'architecture | 15,68 | 7,59 | 2,85 | 0,5 | 0,14 | 26,75 |

Source : DCASPL-LET

Le secteur est marqué par une forte proportion de structures de moins de 4 salariés (58,6%).



Source : DCASPL-LET

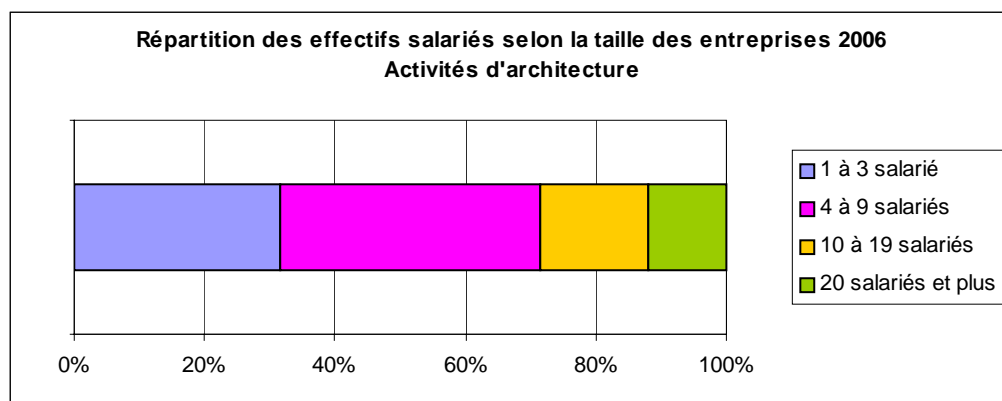
Répartition des effectifs salariés selon la taille des entreprises 2006

En milliers

| | 1 à 3 salariés | 4 à 9 salariés | 10 à 19 salariés | 20 salariés et plus | Nombre total de salariés |
|--------------------------|----------------|----------------|------------------|---------------------|--------------------------|
| Activités d'architecture | 12,51 | 15,81 | 6,58 | 4,71 | 39,61 |

Source : DCASPL-LET

La distribution de l'effectif total des salariés par taille des structures qui les emploient montre que ce sont les petites structures qui contribuent le plus fortement à l'emploi du secteur. Les entreprises de 1 à 3 salariés emploient ainsi plus de 30% de l'ensemble des effectifs salariés, et celles de 4 à 9 salariés environ 40%.



Source : DCASPL-LET

La situation des salariés

La progression des effectifs salariés du secteur entre 2001 et 2006 a été considérable, avec une moyenne d'environ 5% par an et une accélération entre 2003 et 2006²⁰.

Effectifs salariés des établissements en France métropolitaine

(au 31 décembre de l'année)

En milliers de salariés

| | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|--------------------------|------|------|------|------|------|------|
| Activités d'architecture | 30,7 | 31,4 | 32,6 | 34,1 | 36 | 39,1 |

Source : DCASPL-LET

Répartition par sexe des salariés des établissements en 2006

En milliers de salariés

| | Hommes | Femmes | Ensemble 2006 |
|--------------------------|--------|--------|---------------|
| Activités d'architecture | 18,6 | 20,6 | 39,1 |

Source : DCASPL-LET

Parmi les salariés du secteur, les femmes sont à peine plus nombreuses que les hommes (52,5% en 2006), selon une proportion comparable à celle des secteurs culturel et tertiaire, mais très éloignée de la forte présence masculine dans les entreprises du secteur de l'ingénierie.

En revanche, au niveau du temps de travail et des salaires, on remarque des écarts importants. Ainsi, en 2006, 88,5% des hommes disposent d'un emploi à temps complet dans le secteur contre 65,4%

²⁰ Selon le sondage de l'IFOP de 2008 pour le CNOA la part des architectes parmi les salariés d'agence serait passée de 42 à 34% entre 2005 et 2008. Cette baisse se réalisant au profit d'une croissance des postes de secrétariat (de 19 à 23%) et de projeteurs (de 17 à 21%). IFOP, *Observatoire de la profession d'architecte 2008*, CNOA, 2008, p. 24.

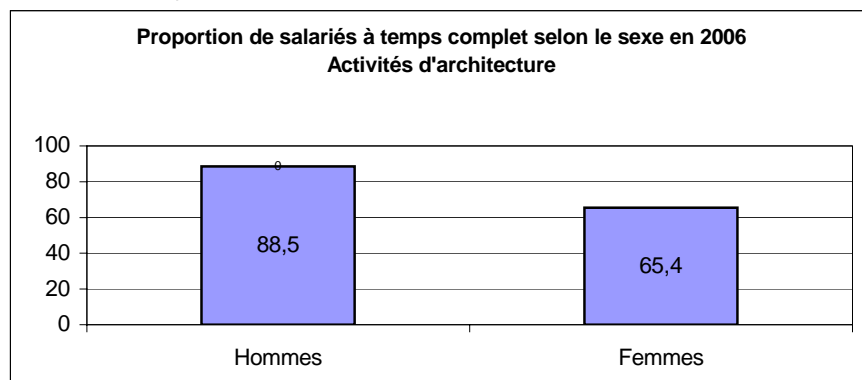
des femmes. Quant aux salaires, l'écart est également notable puisqu'il atteint en 2006 un peu plus de 20%.

Proportion de salariés en temps complet en France métropolitaine en %
(y compris cadres, hors apprentis)

| | 2006 | | |
|--------------------------|--------|--------|--------|
| | Hommes | Femmes | Total |
| Activités d'architecture | 88,5 % | 65,4 % | 76,8 % |

Source : DCASPL-LET

Salaire brut moyen des salariés à temps complet



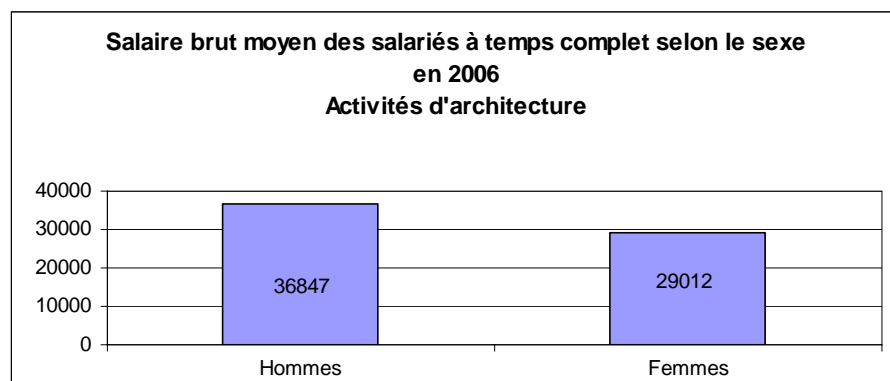
Source : DCASPL-LET

Salaire brut moyen des salariés à temps complet en France métropolitaine
(y compris cadres, hors apprentis)

En euros

| | 2006 | | |
|--------------------------|--------|--------|-------|
| | Hommes | Femmes | Total |
| Activités d'architecture | 36847 | 29012 | 33477 |

Source : DCASPL-LET



Source : DCASPL-LET

Annexes

Bibliographie

Un certain nombre d'ouvrages et de rapports permettant d'aborder à la fois quantitativement et qualitativement les activités et métiers de l'architecture peuvent être exploités dans le cadre d'un dispositif d'observation de la profession d'architecte. Leurs éclairages, ciblés sur des segments professionnels ou généraux, sont complémentaires d'une démarche de recueil et d'analyse quantitatifs.

Pour une actualisation régulière de cette liste on consultera également la bibliographie spécifique proposée sur www.ramau.archi.fr.

1. Ouvrages et articles généraux sur l'exercice de la profession d'architecte

- Adams Annmarie, Peta Tancred, *L'architecture au féminin, une profession à redéfinir*, Montréal, Editions du remue-ménage, 2002.
- *Annales de la recherche urbaine*, n°88, « Des métiers qui font la ville », 2000.
- Biau Véronique, « La consécration des grands architectes », *Regards Sociologiques*, n°25-26, 2003.
- Biau Véronique, « Marques et instances de consécration en architecture », *Les cahiers de la recherche architecturale*, n° 2-3, novembre 1999, pp. 15-38.
- Biau Véronique, « Positionnement et trajectoires d'architectes », *Sociétés contemporaines*, n°29, janvier 1998.
- Bourdin Alain, « Les compétences dans l'aménagement urbain », *Cahiers RAMAU*, n°1, juillet 2000, pp. 85-96.
- Carassus Jean, *Économie de la filière de construction*, Paris, Presse de l'École Nationale des Ponts et Chaussées, 1987.
- Chadoin Olivier, Evette Thérèse (Dir.), *Activités d'architectes en Europe*, Cahiers RAMAU 3, Ed. de la Villette, 2003.
- Chadoin Olivier, « Construction sociale d'un corps professionnel et féminisation : le cas du métier d'architecte au tournant des années 90 », in *¿Interrogations? Revue pluridisciplinaire de Sciences de sciences de l'homme et de la société*, n°6, décembre 2007, revue en ligne : www.revue-interrogations.org
- Chadoin Olivier, *Etre architecte : les vertus de l'indétermination - de la sociologie d'une profession à la sociologie du travail professionnel*, Presses Universitaires de Limoges, Collection « sociologie », Limoges, 2007.
- Champy Florent, « Commande publique d'architecture et segmentation de la profession d'architecte », *Genèses*, n°37, 1999, pp. 93-113.
- Champy Florent, *Les architectes et la commande publique*, Paris, PUF, 1998.
- Champy Florent, *Sociologie de l'architecture*, Paris, La découverte, « Repères », 2001.
- Courdurier Elisabeth, Tapie Guy, (Dir), *Les professions de la maîtrise d'œuvre*, Paris, La Documentation Française, 2004.
- Claude Viviane, *Faire la ville, les métiers de l'urbanisme au XXe siècle*, Marseille, Parenthèses, 2007.

- Dubost Françoise, « Les nouveaux professionnels de l'aménagement et de l'urbanisme », *Sociologie du travail*, n°2, 1985, p 154-164.
- Lamy Yvon, « Politique patrimoniale et singularité administrative : les Architectes des Bâtiments de France », *Genèses*, n°1, septembre 1990.
- Malverti Xavier (Dir.), *Construire dans le construit, un enjeu d'architecture*, PUCA, 2000.
- Montlibert de Christian, *L'impossible autonomie de l'architecte. Sociologie de la production architecturale*, Strasbourg, PUS, 1995.
- Moulin Raymonde et Al., *Les architectes, métamorphose d'une profession libérale*, Paris, Calmann Levy, 1973.
- Ringon Gérard, *Histoire du métier d'architecte en France*, PUF, Que sais-je ?, 1998.
- Sarfati Larson Magali, *Behind the post-modern façade : architectural change in late twentieth century america*, Berkeley et Londres, University of California Press, 1993.
- *Cahiers de la recherche architecturale et urbaine*, « Métiers », n° 2-3, novembre 1999, pp. 65-74.
- Tapie Guy, *Les architectes : mutations d'une profession*, L'Harmattan, 2000.
- Toussaint Jean-Yves, Younes Chris (Dir.), *Architecte, Ingénieur, des métiers et des professions*, Actes du séminaire de l'Institut National des Sciences Appliquées, à Lyon le 22 mars 1996, Paris, Ed. de la Villette, 1997.
- Verpraet Gilles, *Les professionnels de l'urbanisme – Socio-histoire des systèmes professionnels de l'urbanisme*, Paris, Anthropos, coll. « Villes », 2005.

2. Rapport de recherche, études et articles

- *Annales de la recherche urbaine*, n°88, « Des métiers qui font la ville », 2000.
- Association Pour la Réflexion sur la Profession d'Architecte, *Etude portant sur la profession d'architecte : contribution à un état des lieux*, rapport ronéotypé, 19 décembre 1994.
- Chadoin Olivier, *Trajectoires de jeunes diplômés en architecture et recomposition d'un champ professionnel*, DEA de sociologie, Université de Bordeaux II, 1995.
- *Cahier de la recherche architecturale et urbaine*, n°2/3, « Métiers », Ed. du Patrimoine, 1999.
- *Enquête sur l'insertion professionnelle des jeunes diplômés en architecture*, Etude réalisée pour la Direction de l'Architecture et de l'Urbanisme du Ministère de l'Équipement du Logement et des Transports, juin 1993.
- Jacques Allegret, et Al, *Trajectoires professionnelles : esquisse d'un champ de l'architecture*, Rapport Ecole d'architecture de Paris Villemin, 1989.
- Janvier Yves, *L'aménagement urbain face aux nouveaux enjeux de société*, rapport, DAEI, 1995.
- Malverti Xavier, *la place de la maîtrise d'œuvre dans l'amélioration de l'habitat. Le rôle particulier de l'architecte*, PUCA, 1999, rapport ronéotypé.
- Observatoire de l'économie et de l'architecture, *Bulletins de conjoncture n°2 et 3*, juillet 1994.
- Philippart Anne, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, Paris, Atelier National de Reproduction des thèses, 2005.
- Plan Construction Architecture, *Forces et tendances de la maîtrise d'œuvre*, Actes du séminaire des 24 et 30 mars 1992.
- Ringon Gérard, Gaudibert Françoise, *Etre architecte en Caue*, GRSSA, Ensa Toulouse, Brau, 1995.
- Ringon Gérard (Dir.), *Le métier d'architecte dans les petites agences, le cas de Midi-Pyrénées*, PAVE, Ensa Toulouse, 2007.

3. Rapports, documents et études liés à la production de la statistique professionnelle

- *Architectes. Bilan 2000 de la profession. Tome 1 : populations étudiantes et professionnelles*, Observatoire de l'économie de l'architecture, ordre des architectes, Paris, 2000.
- Cléron Eric, Patureau Dominique, « *L'emploi dans le secteur culturel en 2005*, note Culture et Chiffres de la DEPS, MCC, 2007.

- Collectif, *Bilan 1996 de la profession*, Observatoire de l'Économie de l'Architecture, ordre des architectes, Repères, Paris, 1996.
- DAEI (Direction des Affaires Économiques Internationales) / SESP (Service Économie, Statistiques et Prospectives) et DGUHC, *Compte du logement 2006 et premiers résultats 2007*, « L'Activité immobilière ».
- DAEI (Direction des Affaires Économiques Internationales) / SESP (Service Économie, Statistiques et Prospectives) et DGUHC, *Compte du logement 2006 et premiers résultats 2007*, « La Localisation de la construction neuve de logements entre 2005 et 2007 ».
- DARES, « *Cadres du bâtiment et des travaux publics* », Les familles professionnelles, données de cadrages : 1982-2002, Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité, 2003.
- DCASPL, *Chiffres clefs – Édition 2007 -Professions libérales*, Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, du Commerce, de l'Artisanat et des Professions libérales, 2006 et 2007.
- DEP-Observatoire de l'emploi culturel, *L'emploi dans les professions culturelles en 2004 – d'après l'enquête emploi de l'INSEE*, « données de cadrage », n°45, mai 2006.
- GESTE (Groupe d'Études Sociales Techniques), *Portrait de branche – Entreprise d'architecture –*, OMPL (Observatoire des Métiers des Professions Libérales).
- IFOP, *Observatoire de la profession d'architecte 2005 et 2008*, CNOA, juillet 2008.
- MAF, Statistiques travaux déclarés par les architectes adhérents (montants hors T.V.A.), (séries annuelles : 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007), Mutuelle des Architectes Français assurances, Paris, mars 2008.
- Ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement Durables, Direction des affaires économiques et internationales, *Activité et emploi dans le BTP*, Paris, juin 2007, n°50.
- Nogue Nicolas, *Les chiffres de l'architecture, populations étudiantes et professionnelles*, tome 1, Monum, Éditions du Patrimoine, Paris, 2002.
- Note sur la construction des nomenclatures INSEE : code NAF et CSP, site Internet de l'INSEE, www.insee.fr.
- Observatoire des Métiers et Professions Libérales (OMPL), *Portrait de branche – Entreprises d'architecture*, 2005.
- Observatoire national des entreprises de professions libérales, *Enquête socio-économique sur les professions libérales*, Paris, 2007.
- Ulmann P., Ferrier O., Saint-Cast F., *L'État de féminisation des professions libérales, Rapport final pour le compte de la Délégation Interministérielle aux Professions Libérales, Tome 1*, septembre 2001.

Sigles

- APE : Activité Principale Exercée. *Code de l'INSEE indiquant la classe de la NAF au niveau le plus détaillé.*
- CAMPLIF : Caisse d'Assurance Maladie des Professions Libérales d'Ile de France
- CAMPLP : Caisse d'Assurance Maladie des Professions Libérales de Province
- Chiffre d'Affaire : *(vente de marchandises (revente en l'état)) + production vendue de biens et de services. Il est, sauf mention, déterminé hors taxes.*
- CIPAV : Caisse Interprofessionnelle de Prévoyance et d'Assurance Vieillesse
- CNCPL : Commission Nationale de Concertation des Professions Libérales
- CNFPT : Centre National de la Fonction Publique Territoriale
- CNOA : Conseil National de l'ordre des Architectes
- DAEI : Direction des Affaires Economiques et Internationales (Ministère de l'équipement)
- DAPA - Ministère de la Culture de la Communication : Direction de l'Architecture et du Patrimoine, devenue Direction Générale des Patrimoines.
- DARES (Ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité) : Direction de l'Animation de la Recherche, des Etudes et des Statistiques.
- DCASPL : Direction du Commerce de l'Artisanat et des Professions Libérales, Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, du Commerce, de l'Artisanat et des Professions libérales.
- Densité libérale : *Nombre d'entreprises libérales ou de professionnels libéraux pour 100 000 habitants.*
- DEPS (Ministère de la Culture et de la Communication) : Département des Etudes, de la Prospective et des Statistiques.
- DGI : Direction Générale des Impôts.
- ENSA : Ecole Nationale Supérieure d'Architecture
- ENSA : Ecole Nationale Supérieure d'Architecture
- ENSAIS : Ecole Nationale Supérieure des Arts et Industries de Strasbourg
- Entreprise libérale : *personne physique ou morale disposant d'une comptabilité propre et qui exerce, en toute indépendance, avec une responsabilité civile professionnelle, une activité dans le domaine de la santé, juridique, judiciaire, technique ou commercial (au sens de la NAF)*
- ESA : Ecole Spéciale d'Architecture
- EURL : *Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée : Société qui résulte de la volonté d'une seule personne.*
- FN-CAUE : Union Nationale des Conseils d'architecture, d'Urbanisme et Environnement
- GESTE : Groupe d'Etudes Sociales et Techniques
- HMONP : Habilitation à exercer la Maîtrise d'Œuvre en son Nom Propre
- IFOP : Institut Français d'Opinion Publique et d'études de marché
- INSEE : Institut Nationale de la Statistique et des Etudes Economiques
- LET : Laboratoire Espaces Travail – Ensa Paris La Villette
- MAF : Mutuelle des Architectes Français

- MCC : Ministère de la Culture et de la Communication
- MEDDAT : Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, devenu MEEDDM, Ministère de l'Ecologie, de l'Energie du Développement Durable et de la Mer.
- Micro-Entreprise : régime fiscal que peuvent adopter les entreprises individuelles réalisant un chiffre d'affaire annuel hors taxes inférieur à 27 000 euros pour les prestataires de service relevant des BIC et des BNC.
- NAF : Nomenclature d'Activité Française : *nomenclature d'environ 700 postes articulée avec le NACE (Nomenclature d'Activité de la Communauté Européenne), elle est utilisée par l'INSEE dans le cadre des enquêtes sur l'activité économique et l'emploi.*
- OEA : Observatoire de l'Economie de l'Architecture
- OMPL : Observatoire des Métiers et des Professions Libérales
- ONDPS : Observatoire National de la Démographie des Professions de Santé.
- ONE – PL : Observatoire National des Entreprises de Professions Libérale
- OPCAPL (ancien FAF-PL) : Organisme Paritaire Collecteur Agréé des Professions Libérales
- OPQU : Office publique de Qualification des Urbanistes
- PUCA : Plan Urbanisme Construction et Architecture
- RAMAU : Réseau Activités et Métiers de l'Architecture et de l'Urbanisme
- Retraité – actif : *professionnel indépendant qui continue d'exercer son activité, même partiellement, tout en bénéficiant des versements de sa retraite.*
- SA : Société Anonyme : *société dans laquelle les associés possèdent un droit représenté par un titre négociable (action) et ne sont pas tenus du passif au-delà de leur apport personnel.*
- SCM : Société Civile de Moyens : *société de groupement de moyens ayant pour objet exclusif de faciliter à chacun de leurs membres l'exercice de son activité.*
- SCP : Société Civile Professionnelle : *personne morale constituée entre des personnes physiques exerçant une profession libérale soumise à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé.*
- Secteur : *Un secteur d'entreprises ou d'établissements rassemble l'ensemble des unités ayant la même activité principale, par référence à la NAF.*
- SELARL : Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée : *société civile, constituée par les membres de professions libérales réglementées afin d'exercer en commun leur activité par la création d'une personne morale empruntant la forme de SARL, tout en restant de nature civile par son objet et inscrite sur une liste ou un tableau.*
- SNC : Société en Nom Collectif : *société dans laquelle les associés ont tous la qualité de commerçants et répondent indéfiniment et solidairement des dettes sociales.*
- RGP : Recensement général de la population
- UNAPL : Union Nationale des Professions Libérales
- UNASA : Union Nationale des Associations Agréées
- UNEDIC : Union Nationale pour l'Emploi Dans l'Industrie et le Commerce

Sources et définitions

Le Conseil national de l'ordre des architectes enregistre l'essentiel des données socio-démographiques de la profession d'architecte, qui sont collectées lors de l'inscription des architectes au tableau des conseils régionaux.

Pour rendre compte des activités économiques des architectes et des agences d'architecture, les données produites par la MAF, leur assureur principal, font référence. Ces données sont établies sur la base des déclarations fournies par les architectes. Celles-ci sont publiées chaque année pour les déclarations à l'année (n-2). La MAF assure la majorité des architectes (plus de 90% selon les estimations) et produit ces informations de façon régulière sans changements de nomenclature.

D'autres types de données sont également mobilisés, telles celles de la CIPAV et de l'INSEE. On peut ainsi cerner les contours du secteur et de l'activité des architectes, mais celle-ci doit toujours être considérée au regard des populations prises en compte par ces bases de données. En effet, les architectes recensés par l'INSEE ne sont pas les mêmes que ceux du CNOA et les architectes adhérents de la CIPAV ne sont pas nécessairement tous inscrits au tableau de l'ordre des architectes. Les données qui permettent actuellement de traiter ces questions sur la base de séries exhaustives bâties sur des déclarations officielles (impositions, systèmes d'assurance) sont, d'une part, celles de l'INSEE à travers différents types d'enquête, lesquelles sont par ailleurs également traitées par la DCASPL dans le cadre de son « observatoire de l'économie générale des professions libérales » et, d'autre part, celles de la MAF et de la CIPAV qui concernent les architectes libéraux exerçant dans le champ de la maîtrise d'œuvre.

Enfin, en matière de revenus des architectes libéraux, renseignés par le CNOA jusqu'en 1999, les informations des organismes collecteurs des cotisations sociales sont exploitables, notamment celles de la CIPAV. Toutefois, si la majorité des architectes exerçant en libéral sont adhérents de la CIPAV, il reste que cette dernière n'est pas exhaustive. Il faut donc recourir aux données produites par l'INSEE et la DCASPL qui, elles, concernent le secteur « Activités d'architecture », plus large que les seuls architectes libéraux, mais présentent l'avantage de regrouper plusieurs sources d'information dont celle des registres fiscaux.

En ce qui concerne le salariat, si la connaissance du nombre de salariés des entreprises d'architecture quel que soit leur profil (selon la classe "Activités d'architecture") est bien renseigné (INSEE, DCASPL), les informations concernant les « architectes salariés » sont plus difficiles à rassembler.

A ce jour, la seule source permettant de saisir les contours de l'emploi des architectes est celle construite sur la base de l'enquête emploi de l'INSEE par l'observatoire de l'emploi culturel DEPS-ministère de la Culture et de la communication. Elle prend comme base les codes de la nomenclature 2003 PCS du recensement général de la population (RGP) : 312f (« architectes libéraux ») et 382b (« architectes salariés »). Ainsi, selon l'exploitation de l'enquête emploi de 2004, 34% de la population totale des architectes sont des employés. Le CNOA enregistre lui aussi un certain nombre de salariés (3,7% de son effectif en 2007, soit 1 099 personnes) mais sa logique est différente de celle de l'INSEE : le CNOA enregistre les salariés dans une *logique professionnelle*, c'est-à-dire les salariés

qui ont besoin de porter le titre d'architecte et d'être affiliés aux assurances pour l'exercice de la construction, tandis que l'INSEE enregistre le nombre d'architectes selon *une logique d'activité* en comptabilisant tous les individus actifs *se déclarant* architectes qu'il soient salariés ou libéraux (hors fonction publique d'Etat mais incluant d'autres catégories de maîtres d'œuvre (voir ci-dessous)).

Données INSEE

Code NAF 74.2A 2003. Activités d'architecture.

Cette classe comprend

« L'établissement des projets architecturaux à partir du programme défini par le maître d'ouvrage et l'exercice de la maîtrise d'œuvre, tant en ce qui concerne les bâtiments que les aménagements intérieurs ou extérieurs ; le conseil aux maîtres d'ouvrage pour la définition de leur programme ; le conseil et les études en matière d'aménagement urbain et paysager ; la conduite des opérations de gros entretien dans les immeubles, pour le compte des propriétaires.

Cette classe comprend aussi les experts en architecture.

Cette classe ne comprend pas la construction de maisons individuelles et les architectes d'intérieur ».

Recensement Général de la Population (RGP)

| Les architectes salariés selon l'INSEE : PCS 2003 | |
|---|--|
| 382b Architectes salariés | |
| Architectes salariés du secteur privé, exerçant leur activité auprès d'un confrère ou au sein d'une agence d'architectes ou, le cas échéant, au sein d'une entreprise disposant d'un patrimoine immobilier nécessitant la réalisation de travaux neufs ou d'entretien importants. Leur activité est d'assurer ou de participer à la conception des travaux, de réaliser la surveillance de l'exécution de ces derniers, puis d'assister le client (ou le responsable des questions immobilières de leur entreprise) dans la réception de l'ouvrage. | |
| Professions les plus typiques | Professions assimilées |
| Architecte <hors Etat, coll. loc.> <SALARIE><CADRE,QND> | Architecte conseiller<hors Etat, coll. loc.> <SALARIE> |
| Maître d'œuvre <architecte> <hors Etat, coll. loc.> <SALARIE><CADRE,QND> | Architecte consultant <hors Etat, coll. loc.> <SALARIE> |
| | Architecte d'intérieur <SALARIE><CADRE> |
| | Architecte décorateur<hors Etat, coll. loc.> <SALARIE><CADRE> |
| | Géomètre <hors Etat, coll. loc.> <SALARIE><CADRE> |
| | Urbaniste <hors Etat, coll. loc.> <SALARIE><CADRE> |
| Professions exclues | |
| Architecte des Bâtiments de France ---> 351a | |
| Urbaniste de l'Etat --->351a | |

Données DCASPL

Le champ économique des entreprises libérales

"Une entreprise libérale est une personne physique, ou morale, disposant d'une comptabilité propre, et qui exerce, en toute indépendance, avec une responsabilité civile professionnelle, son activité principale dans les domaines de santé, juridique, technique ou commercial (au sens de la nomenclature française d'activité NAF [...]). (*Les activités d'architecture font partie du domaine technique*)

"Pour définir ce champ, nous avons retenu le critère code APE indiquant la classe de la nomenclature NAF au niveau le plus détaillé ainsi que le critère d'indépendance financière en retenant les options suivantes :

- Une classe NAF est entièrement retenue lorsque la part des sous-activités non libérales est d'un poids trop faible pour influencer sur les données de la NAF entière.

L'indépendance professionnelle est approchée par l'indépendance financière, ce qui revient à exclure

- les entreprises appartenant à un groupe français (têtes de groupe ou filiales contrôlées à plus de 50%) dont l'effectif cumulé des filiales exerçant cette activité représente moins de 60% de l'effectif total du groupe,

- les entreprises contrôlées à plus de 50% par une tête de groupe étrangère

- les "coentreprises" (*joint ventures*)

- les groupements d'intérêt économiques (GIE et GEIE)

[...] L'unité économique considérée sera l'entreprise, c'est-à-dire l'entité ayant une comptabilité propre, quelle que soit sa forme juridique. Ainsi un avocat, un médecin, travaillant seul est considéré comme une entreprise libérale au même titre qu'une SCP regroupant un certain nombre de professionnels libéraux."

Les professionnels libéraux

"L'ensemble des personnes exerçant une profession libérale, ceci comprend donc les professionnels qui ont choisi le statut de salarié, par exemple au sein d'un cabinet. Les sources utilisées sont d'origine administrative, statistiques ou professionnelles (CAMPLIF, CAMPLP, DREES). Elles permettent de dénombrer les individus selon quelques-unes de leurs caractéristiques."

Les chiffres clefs des activités libérales, DCASPL, 2007, Introduction.

L'emploi dans les entreprises libérales

"Pour l'évolution de l'emploi salarié, les données sont calculées par établissement et non par entreprise. Un établissement de moins de 20 salariés peut appartenir à une entreprise à établissements multiples ayant plus de 20 salariés. De même un établissement relevant d'une activité considérée comme libérale peut appartenir à une entreprise ayant une activité principale non libérale. De ce fait, les statistiques d'effectifs par établissement tendent à être plus élevées que celles concernant les entreprises, du moins lorsque ces dernières sont sélectionnées selon un critère de taille d'effectifs."

Les chiffres clefs des activités libérales, DCASPL, 2007, L'économie générale des entreprises libérales, introduction.



Ministère de la Culture et de la Communication
Direction Générale des Patrimoines, Service de l'architecture
Sous-direction de l'architecture,
de la qualité de la construction et du cadre de vie
182, rue Saint Honoré, 75033 Paris Cedex 01 - France